

Robert FOSSAERT

Économiste [macrosociologie]

(2011)

# L'été chinois

## ESSAI

3<sup>e</sup> essai d'une série de trois intitulée :

"Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel : [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de : "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Robert Fossaert

## **L'ÉTÉ CHINOIS. Essai.**

Troisième essai d'une série de trois intitulés : "Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle".

France : Andresy, juillet 2011. Texte inédit. Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 20 juillet 2011.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 18 juillet 2011, de diffuser cet essai dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [robert.fossaert@orange.fr](mailto:robert.fossaert@orange.fr)

Polices de caractères utilisée : Comic Sans 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US), 8.5" x 11"

Édition numérique réalisée le 20 juillet 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



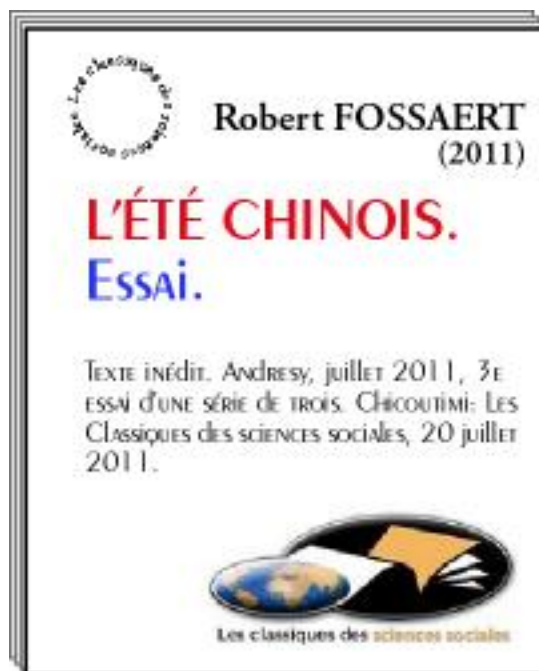
**Robert Fossaert**

Économiste [macrosociologie]

**L'été chinois.**

**Essai.**

Troisième essai d'une série de trois intitulés :  
"Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle".



France : Andresy, juillet 2011. Texte inédit. Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 20 juillet 2011.

Troisième essai d'une série de trois intitulée :  
"Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle".

Premier essai : **L'automne américain**, janvier 2011. [[URL.](#)]

Deuxième essai : **L'hiver européen**, janvier 2011. [[URL.](#)]

Troisième essai : **L'été chinois**, juillet 2011.

# Table des matières

[Préambule](#). Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle

[Carte de la Chine](#), 1999.

Chapitre 1. [Une Chine d'échelle mondiale se construit](#)

- (1) [Une Chine spectaculaire](#)
- (2) [L'économie socialiste de marché](#)
- (3) [L'harmonie sociale](#)
- (4) [Les nouvelles luttes des nouvelles classes en Chine](#)

Chapitre 2. [Un monde perturbé par l'essor chinois](#)

- (5) [Les façades de l'immense Chine](#)
- (6) [Plus loin, d'autres puissances, vues par la Chine](#)
- (7) [Quand la Chine dépassera les États-Unis...](#)

Chapitre 3. [Trois chantiers d'importance mondiale](#)

- (8) [L'avenir du commerce international](#)
- (9) [La crise \(américaine\) de la finance mondiale](#)
- (10) [Sortir de la crise, mais comment ?](#)
- (11) [Les risques guerriers](#)

Chapitre 4. [À la recherche d'un Nouveau Monde](#)

- (12) [Sur les États d'échelle mondiale](#)
- (13) [Les associations d'États se multiplient](#)
- (14) [Les firmes mondiales se répandent plus encore](#)
- (15) [Chine et États-Unis dans le monde à venir](#)

L'été chinois. Essai.

## PRÉAMBULE

*La série intitulée :  
Les saisons du premier 21<sup>e</sup> siècle*

[Retour à la table des matières](#)

Le 21<sup>e</sup> siècle a dix ans. Son climat politique est de plus en plus mondialisé, mais de façon tâtonnante et parfois cahoteuse. Aucune perspective d'ensemble ne peut être esquissée pour assembler, de façon crédible, toutes les prévisions que j'ai pu détailler en plusieurs domaines. Néanmoins, trois essais peuvent être tentés pour embrasser cet ensemble du point de vue de chacune des puissances les plus enveloppantes ou les plus pénétrantes.

Aucun de ces trois essais ne peut être inscrit dans un calendrier prévisionnel, car trop d'interactions sont à l'œuvre. Aucun, non plus, ne peut être circonscrit dans une partie de l'espace mondial, car tous trois animent la mondialisation en cours, quoique de façon contradictoire et avec des vigueur inégales et changeantes. La métaphore la plus expressive pour caractériser chacune de ces perspectives partielles me paraît être le jeu fluctuant des saisons.

\* \* \*

Vu des USA, le monde actuel entre en automne, après un bel été où la prédominance américaine s'est affirmée depuis leur participation de 1942-1945 à la seconde

guerre mondiale. L' *automne des États-Unis* qui semble s'annoncer fera l'objet du premier essai.

Vu d'Europe, ce même monde a connu, coup sur coup, deux brefs printemps au sortir du rude hiver que fut, ici, la seconde guerre mondiale en sa durée intégrale. Premier printemps, à l'ouest, après la Libération de 1945 ; second printemps, à l'est, suite à l'effondrement du système soviétique préfiguré dès 1980. Après quoi l'été n'a pu s'établir dans des pays qui perdaient leurs colonies ou/et leurs illusions. Si bien qu'un *hiver européen* semble s'installer peu à peu. Il fera l'objet du deuxième essai.

Vues de Chine, enfin, l'Asie et quelques autres parties du monde semblent bénéficier d'une cure de jouvence dont la durée et l'intensité sont sans précédents. L'effet continental et même mondial de cette revigorante transformation peut être considéré comme un *été chinois*, en attendant que l'Inde et d'autres poussées le complètent au point d'en faire un été asiatique ou d'un plus vaste empan. Pour le moment, néanmoins, le troisième essai est encore à centrer sur cet *été chinois*.

\* \* \*

Automne américain, hiver européen, été chinois offriront trois visions d'un seul et même monde, au cours des premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle. Trois climats, parfois secoués de tempêtes guerrières, mais riches aussi d'espairs, pour un monde où la misère recule plus vite que jamais...



## Carte de la Chine,

[Retour à la table des matières](#)



Source : Division géographique, Direction des Archives du Ministère des Affaires Étrangères, France, 1999.

L'été chinois. Essai.

# Chapitre 1

---

## Une Chine d'échelle mondiale se construit

[Retour à la table des matières](#)

Des érudits infiniment plus férus que moi m'ont appris le peu que je sais sur la Chine, cet immense pays-empire-civilisation dont j'ignorais presque tout. Longue serait la liste des Eberhard et des Fairbank, des Needham et des Balazs ou des Gernet qu'il me faudrait citer à tout propos, mais je n'en ferai rien, car je ne m'aventurerai pas sur leurs terrains d'excellence, même si un peu de leurs savoirs m'a pénétré. Par ailleurs, je n'ai fait crédit à aucun des Marco Polo (français, européens ou américains) qui ont décrit, tout au long du 20<sup>è</sup> siècle, la Chine qu'ils découvraient, dont ils guettaient l'éveil ou qu'ils semonçaient au nom de la démocratie libérale, du pur maoïsme ou de quelque autre vraie doctrine. Je n'ai aucune leçon à recevoir d'eux, ni de leçons à leur donner et, moins encore, à aucun des Chinois qui, d'aventure, liraient les pages suivantes.

Mon propos est tout autre. Observateur méthodique et persévérant des structures mondiales dont le mouvement n'a cessé de s'accélérer au long du 20<sup>è</sup> siècle, j'ai pu constater que cette transformation énorme se prolonge, aujourd'hui, jusqu'à préparer un renversement de l'ordre mondial qui s'était consolidé durant les trois derniers siècles. La prééminence des États-Unis, successeurs des impérialismes européens, est à son tour menacée par l'énorme expansion de la Chine. Disant cela, je sais

que je montre le soleil en plein midi, mais je n'entends pas m'en tenir à d'aussi plates évidences.

Je veux examiner ce que va devenir le puissant moteur capitaliste dans "l'économie socialiste de marché" que la Chine semble promouvoir. Ce que deviennent les luttes de classes (apparemment assagies par le mélange de démocratie politique et de "sécurité sociale" qui règne dans les vieux pays capitalistes) lorsqu'elles sont canalisées par une "harmonie sociale" imposée, de façon plus ou moins harmonieuse, à la Chine et aux pays d'Asie que son exemple entraîne. Le tout dans un monde où l'exploitation des ressources naturelles semble fatiguer notre planète, cependant que l'armement nucléaire se répand et que la croissance démographique se ralentit, mais non en Chine où, après un coup de frein brutal, elle semble reprendre plus ou moins. Enfin, dans un monde où une prodigieuse floraison multimédiatique accélère et révolutionne le mouvement des idées, en surclassant les voyages des hommes et les transports des marchandises.

Si bien que tout change - et vite - dans notre monde à l'échelle du milliard-d'hommes : le poids de la Chine, l'idée qu'on peut s'en faire et sans doute aussi l'idée qu'elle se fait d'elle-même, sous les regards d'États-Unis inquiets autant qu'incertains, d'une Europe à demi assoupie et d'autres régions de taille "continentale" où des transformations bouleversantes s'opèrent en ordre dispersé. Aujourd'hui dans le Proche-Orient "arabe" ; hier - et demain - en Asie centrale, comme en Amérique australe ; bientôt, en Asie du nord-est et aux Indes ; et sans doute avant longtemps en maintes parties de l'Afrique. La singularité de la Chine n'est pas sa transformation très rapide, ni même l'ampleur extraordinaire de sa croissance économique, mais bien qu'elle soit, en elle-même, un pays de plus d'un milliard-d'hommes, ce qui a de fortes chances de fixer l'échelle des puissances du prochain système mondial.

## *(1) Une Chine spectaculaire*

### [Retour à la table des matières](#)

Les journalistes, les essayistes et même les spécialistes de diverses sciences sociales cherchent l'expression la plus exacte (ou la plus suggestive ?) pour décrire ce qu'ils voient de la Chine. Est-elle travaillée par une renaissance ou par quelque renouveau plus original encore ? Doit-on considérer qu'elle se réveille ou qu'une rénovation s'y opère, à moins qu'il s'agisse d'une résurgence, mais de quoi ? Deux raisons, diversement mêlées expliquent sans doute ces tâtonnements : l'une est l'ancienneté multimillénaire de l'histoire chinoise où tant de phases et de coupures se sont succédé ; l'autre est la fulgurance des changements dont la Chine est le théâtre. Pour ma part, j'inviterais plutôt à centrer la réflexion sur l'actualité chinoise, mais une actualité qui dure déjà depuis une trentaine d'années et qui fut précédée par un siècle de soubresauts puissants et parfois étonnants. Cette actualité est spectaculaire : la Chine se donne à voir, elle étale volontiers ses performances et plus encore ses innovations, elle s'expose aux regards du monde entier, nonobstant son goût de la discrétion et même du secret qui perdure assurément.

L'urbanisme qui ceint Pékin de cinq périphériques autoroutiers et fait jaillir en face du Bund de Shanghai une extension ultra-moderne, à l'américaine, pour y loger une foire internationale des plus novatrices <sup>1</sup> est plus qu'une démarche exubérante, comme le furent celles de Londres, puis de Paris, célébrant leurs gloires industrielles et impériales lorsqu'elles inaugurèrent, dès 1851 et 1855, la longue série des foires "universelles". D'autant que, pour leur part, les plaines et montagnes chinoises sont sillonnées de réseaux ferrés, autoroutiers et aériens qui se densifient de plus en plus, de la côte Pacifique aux hauts plateaux tibétains comme des steppes mongoles aux confins birmans. Maillées par ces réseaux, les 22 provinces traditionnelles <sup>2</sup> et leurs vastes contours plus divers se centrent sur de puissantes villes multimillionnaires où Pékin, Shanghai et Canton sont rejoints par Wuhan et Chongqing, tandis que la liste des villes millionnaires s'allonge d'année en année.

---

<sup>1</sup> Hormis quelques pavillons nationaux qui n'ont pas fait les frais d'une modernité luxueuse.

<sup>2</sup> La 23<sup>e</sup> province, l'île de Haïnan, a été élevée à ce niveau en 1988 seulement.

C'est peut être du côté de l'hydrographie que les novations sont les plus manifestes. Grâce à l'énorme barrage des Trois Gorges qui domestique les hautes vallées du fleuve Yangzi et aux nouveaux canaux qui se préparent pour joindre ce Yangzi au Fleuve Jaune, la desserte des plateaux et des plaines de tout le centre sera protégée des pénuries comme des inondations. Au reste, la spectaculaire expansion transformatrice de la Chine se déploie de bien d'autres manières par de multiples novations technologiques qui se greffent sur des partenariats provisoires avec des industries étrangères ou qui commencent à sourdre des multiples entreprises naissant à l'ombre des universités et des écoles d'ingénieurs. Comme les États-Unis au temps de leur Guerre de Sécession, la Chine copie et imite, tandis que, de façon très accélérée, elle s'adapte et innove. Nul ne doute que durant les trois ou quatre prochaines décennies (selon les branches d'industrie), elle aura rejoint ou dépassé les entreprises les plus performantes d'Amérique, d'Europe et du Japon, hormis, peut-être, quelques rares excroissances et novations du spatial, du nucléaire et de l'informatique, encore qu'aucun état-major industriel, bancaire ou militaire d'Europe ou d'Amérique ne semble prêt à prendre ce pari. La Chine cache encore beaucoup de ses ruses et de bon nombre de ses défaillances, mais elle affiche trop d'élans et de novations industrielles, scientifiques, universitaires, sanitaires et même welfaristes<sup>3</sup>, pour qu'on puisse douter de sa progression future.

Elle-même n'en doute pas. Elle s'expose de plus en plus au tourisme virtuellement omniprésent, aux investigations des entreprises étrangères et des milieux d'affaires, aux curiosités bancaires et financières et même aux fouineurs journalistiques, d'autant qu'avec internet, les réseaux de contact, les blogs proliférants et les hackers passe-partout se multiplient au sein de la population chinoise, avec un retard qui se réduit d'année en année. La Chine n'est pas une "société ouverte" au sens pratique qu'à ce terme en Amérique du nord, en Europe et, plus ou moins, en diverses autres régions du monde actuel. Mais c'est assurément une société déjà plus qu'entrouverte et promise à plus d'ouverture encore. On peut en juger en observant ce qu'est et - autant qu'il se peut - ce que devient le pouvoir politique ou plutôt le contrôle politique et moral, de cet immense pays.

Pour bien apprécier le fonctionnement du pouvoir d'État qui s'y exerce, il ne faut jamais perdre de vue l'étendue du pays et la densité de sa population : 9,6 millions de km<sup>2</sup> et 1,35 milliard d'habitants dont 43% occupent les provinces côtières. En d'autres termes, une immensité aux rivages "surpeuplés". Encore faut-il préciser qu'en Chine où les recensements de population sont effectués tous les dix ans (avec

---

<sup>3</sup> J'emploie ce terme dérivé du *welfare State*, pour éviter l'extrême ambiguïté de l'adjectif "social" dans ses applications surabondantes.

des sondages locaux plus fréquents), le système d'état-civil et les documents statistiques des administrations sont loin d'avoir déjà acquis, en tous lieux, un caractère méthodique et homogène, malgré les progrès des dernières décennies. Chiffrer la population chinoise n'est plus un exercice hasardeux, mais ce n'est pas encore une routine bien réglée en toutes régions. Le pic à 1,5 milliard-d'hommes attendu vers 2030 et la décrue massive de la population en âge de travailler qui pourrait avoir commencé une décennie plus tôt sont des hypothèses assez souvent évoquées, mais bien des aléas pourraient les modifier.

Là dessus règne un pouvoir central très concentré. Les duplications entre gouvernement et parti, comme entre assemblées et conseils spécialisées ou entre ministères et autres agences sont fréquentes et ont été plusieurs fois modifiées sous Mao Zedong, comme sous Deng Xiaoping. Elles désarçonnent bien des observateurs occidentaux qui ne peuvent transposer aisément les schémas auxquels les Montsquieu ou les Maddison - et même les Britanniques aux institutions plus chantournées - ont habitué les citoyens des deux côtés de l'Atlantique. Mais, précisément, on est ici du côté du Pacifique, dans une société héritière d'autres modèles auxquels le communisme maoïste et ses prolongements ont ajouté du leur. Oublions la séparation des pouvoirs et ses raffinements (ainsi que leurs enjolivures devenues coutumières). Oublions aussi le poids des traditions et des annales dans toute la culture chinoise, afin de mettre en évidence les façons de gouverner forgées depuis les réformes de Deng Xiaoping.

Le pouvoir central réagencé depuis 1978 est exercé, principalement, par le comité permanent du bureau politique du parti communiste chinois. Les membres de ce comité détiennent tous les postes clefs de la République populaire chinoise. Le principal d'entre eux est (1) le secrétaire général du parti (aujourd'hui Hu Jintao) qui est, à la fois, président de la république et président de la commission militaire centrale, tandis que les affaires de l'État sont supervisées par (2) le premier ministre (Wen Jiabao). Les sept autres membres du comité permanent du bureau politique servent soit comme (3) président de l'Assemblée nationale, ou (4) président de la conférence consultative du peuple, soit avec rang de (5) vice-président de la république, ou (6) de vice-premier ministre, soit enfin en présidant l'une des commissions centrales jugées essentielles (à savoir : (7) l'inspection disciplinaire, (8) la propagande et (9) les affaires politiques et législatives).

Les numéros que j'ai assignés à ces personnalités résultent de leur ordre de classement dans les documents publics, mais il n'est pas sûr qu'ils expriment une sorte de hiérarchie, d'autant que les inévitables débats internes de ce bureau politique, comme ceux des commissions, comités, ministères et assemblées subalternes ne sont pas rendus publics. La pékinologie n'a pas encore rejoint la kremlinologie des

années Gorbatchev. L'essentiel est sans doute de retenir que les instances dominantes du parti forment une pyramide de collectifs qui se compliquent d'un étage à l'autre du pouvoir central, sous l'autorité du comité permanent du bureau politique. Dans cette pyramide, trois particularités sont à souligner : la nette séparation des hiérarchies civiles et militaires <sup>4</sup> ; la dualité des assemblées (Congrès national du peuple et Conférence consultative du peuple), sans qu'on puisse y voir une forme de bicaméralisme <sup>5</sup> ; et la position subalterne de la vingtaine de ministères spécialisés. Mais le plus important est probablement la multiplication des débats dans chaque instance : la direction devient de plus en plus collégiale, comme on pourra en juger plus avant.

Les quatre niveaux d'administration subordonnés au pouvoir central ne sont pas tout à fait homogènes, nonobstant la référence fréquente aux cinq étages du pouvoir politique chinois. À l'étage le plus proche du pouvoir central se rangent certes les 22 provinces historiques, dotées chacune d'un gouverneur. En outre quatre vastes "régions autonomes" ont un statut équivalent (Tibet, Xinjiang, Mongolie intérieure et Ningxia) malgré leurs spécificités <sup>6</sup>. Etant donné leur poids intrinsèque, quatre grandes villes - ayant statut de "municipalités" sont rattachées directement au pouvoir central, ce qui amène à les ranger au même "étage" que les provinces. Les "municipalités" actuelles sont Pékin, Shanghai, Tianjin et Chongqing, mais il est probable que d'autres vastes agglomérations urbaines les rejoindront avant longtemps.

Un étage plus bas se situe le niveau préfectoral qui contient essentiellement des villes-préfectures, dirigées, sous l'autorité du gouverneur provincial, par un bureau d'administration. À quoi s'ajoutent au Tibet et au Xinjiang, des préfectures dirigées par un bureau de type propre et en Mongolie Intérieure des "ligues" de statut équivalent. On ne se rapproche vraiment des peuples à administrer qu'en descendant vers les étages inférieurs : celui des districts (lui aussi riche de variantes), puis celui des "cantons" (ou xiang <sup>7</sup>) et enfin celui des "bourgs" (ou zhen) qui incluent les multiples villages et les autres communautés résidentielles : là vivent les masses populai-

---

<sup>4</sup> Le secrétaire général du parti est également président de la commission militaire centrale, ce qui en fait le seul lien formel entre ces deux hiérarchies.

<sup>5</sup> Une tentative de séparation nette entre les organes centraux du Parti et ceux de l'Etat a été résorbée au cours des années 1990, mais il en subsiste des traces comme celle-ci.

<sup>6</sup> Ethniques, langagières et "administratives" (elles ont un "gouvernement" propre).

<sup>7</sup> En France, les cantons sont de minuscules amas de population, par comparaisons avec les xiang chinois dont bon nombre sont plus peuplés qu'un de nos gros départements.

res de la Chine rurale, de là proviennent les flux massifs de l'exode qui a gonflé la Chine urbaine et nourri l'essor de l'économie.

Jiang Zemin qui fut le prédécesseur de Hu Jintao au poste de secrétaire général du parti (et, donc, le président de la République et de la Commission militaire centrale) avait affirmé en 2002 que le parti communiste chinois détenait désormais une triple représentativité : celle des forces productives les plus avancées, celle des orientations culturelles les plus avancées et celle des intérêts les plus fondamentaux du peuple.<sup>8</sup> Autrement dit, le parti des "masses ouvrières et paysannes", déjà ouvert aux "travailleurs intellectuels", comme aux "cadres" des entreprises publiques pouvait désormais accueillir des dirigeants d'entreprises privées. Ce thème n'a pas souvent été développé par la suite, mais les assemblées annuelles du Comité central et des autres institutions majeures du pouvoir central ne manquent pas d'afficher la riche diversification des participants. Des savoirs et des mentalités d'ingénieurs et d'intellectuels prédominent désormais dans beaucoup d'instances du parti, aux étages supérieurs du pouvoir central, régional ou spécialisé.

Sans qu'on puisse préjuger de son rôle futur, la Conférence consultative du peuple<sup>9</sup> qui semble faire double emploi avec l'Assemblée nationale populaire est peut-être promise à un rôle croissant. L'Assemblée joue le rôle du législateur, elle donne forme de lois aux décisions préparées par les autres pouvoirs centraux et retenues par son Comité permanent sous le contrôle du Conseil des Affaires de l'État présidé par le Premier Ministre. La Conférence consultative du peuple est d'une autre nature ; elle assemble des spécialistes, des professeurs et d'autres experts et détaille ses travaux dans ses neuf comités spécialisés dont la production se traduit en motions adressées à l'Assemblée nationale ou à d'autres rouages du pouvoir central. Sa réunion annuelle de 2011 en a recensé plus de 5.700. Elles concernent l'application des lois déjà votées ou certaines défaillances de l'activité gouvernementale, notamment lorsqu'il y a gaspillage de ressources ou insuffisante attention à la pollution environnementale.

Deng Xiaoping a organisé la relève des générations dans les cercles dirigeants chinois. Ainsi, à de rares écarts près, les responsables principaux sont relayés après dix ans d'exercice, dont souvent cinq années en tant que subordonné immédiat de celui qu'ils vont finalement remplacer. Je dis "celui" car les femmes sont encore rarissimes dans ces cercles et j'insiste sur "finalement" du fait que l'échéance n'est

---

<sup>8</sup> Voir l'excellente étude de Léon Vandermeersch sur "*Le monde vu de Chine*" (Hérodote, n° 108 (1er trim. 2003).

<sup>9</sup> Elle ressemble quelque peu au *Conseil Économique et Social* de la république française.



guère douteuse.<sup>10</sup> Ainsi, en 2013, un autre quasi-sexagénaire succédera à Hu Jintao. Ce sera vraisemblablement Xi Jinping, son actuel adjoint au secrétariat du parti, à la présidence de la République et à la Commission militaire. Cette méthode qui canalise les rivalités dans les coulisses de carrières longues voile les tensions, mais ne les annule pas. De temps à autre, des éclats publics les font affleurer. Ainsi, en 2010, le Premier Ministre Wen Jiabao rendit un hommage appuyé à Hu Yaobang, dirigeant écarté par Deng Xiaoping, en 1989, à l'occasion des manifestations de la Place Tien An Men. Aujourd'hui encore, les propos de Hu et de Wen ont parfois des tonalités si différentes qu'on est enclin à y déceler la persistance de courants nés d'anciens débats. Les symptômes sont plus sensibles à des niveaux inférieurs du pouvoir central et plus encore, à l'échelle des divers pouvoirs régionaux et locaux, même s'ils sont entremêlés à des crimes et délits d'un caractère moins nettement politique (corruption, concussion, favoritisme etc.). Un rapport présenté lors de la réunion annuelle de la Conférence Consultative du Peuple (février 2011) souligne qu'outre le ministre des Chemins de Fer, le président de la *China National Nuclear Corporation* et plusieurs dirigeants provinciaux ont été évincés, 146.517 *officials*<sup>11</sup> ont fait l'objet de poursuites disciplinaires. Pour 5.373 d'entre eux, ces poursuites ont pris un tour pénal.

Détailler plus avant l'organisation et le fonctionnement du pouvoir d'État dans la Chine actuelle serait un travail de bénédictin. Les synthèses précises et à jour sont rares et incomplètes, car la situation change de plus en plus vite, mais par des assouplissements de portée inégale selon les domaines, d'autant que le goût chinois pour les expérimentations partielles ou localisées brouille le tableau en le nuancant. Ainsi par exemple les directives de la Commission centrale de la Propagande (du comité permanent du Bureau Politique) imposent à tous les médias des orientations définies sur les problèmes majeurs et des interdictions d'en traiter pour quelques questions jugées délicates ou inopportunes. Mais, en pratique les reportages et les commentaires sont de plus en plus libres (parfois au prix de quelques ruses) car la prolifération

---

<sup>10</sup> Jiang Zemin, ex-maire de Shanghai et ferme soutien de Deng Xiaoping, lors de la répression des manifestants de la Place Tien An Men (1989) accéda alors au secrétariat général du parti. En 1998, il rigidifia les normes de "relève des générations", mais quand vint, en 2003, son tour de s'effacer devant son ex-adjoint Hu Jintao, il garda néanmoins jusqu'en 2004 la présidence de la Commission militaire centrale qui est l'un des trois bastions du pouvoir suprême. Savoir s'il s'accrochait au pouvoir ou s'il tenait seulement à prolonger la surveillance de son dauphin fut alors une question très discutée, notamment par qui jugeait excessive la place tenue par le "groupe de Shanghai".

<sup>11</sup> Dirigeants et cadres de la fonction publique (au sens large de ce terme en Chine)

des blogs et autres liaisons médiatiques permet de contourner presque tous les obstacles, grâce aux serveurs intérieurs ou internationaux qui sont, de fait, accessibles. Les censures officielles font, elles-mêmes, l'objet de gloses et de commentaires inofficiels... Certes, le résultat n'est pas le même pour les classes urbaines cultivées et pour les masses paysannes les moins éclairées, mais c'est précisément dans ces dernières - comme dans les armées de migrants aspirés par les grands chantiers et l'industrie - que se produisent des manifestations de moins en moins rares, voire des tensions plus aiguës, lesquelles ne tardent pas à être connues, divulguées et commentées.

La Chine bouge et l'État multiplie les tentatives expérimentales pour calmer ces mouvements et les canaliser de façon utilisable. Les débats internes les plus importants concernent sans doute le dosage des répressions, des précautions et des adaptations compatibles non point avec un *statu quo* immuable, mais avec des réformes bien troussées. En prédire le rythme et la portée serait une gageure, mais en douter serait une erreur majeure. Lorsqu'il dessine une vue d'ensemble de la restructuration politique et économique dont la Chine a besoin <sup>12</sup>, le premier ministre Wen Jiabao n'avance que des suggestions très générales, sauf lorsqu'il traite de la corruption qui est "la plus grande menace pour le pays". Autre façon de dire que le développement capitaliste accéléré stimule l'affairisme et la spéculation. Mais qu'y faire ? Wen propose d'accroître la transparence des affaires administratives, notamment en laissant les médias jouer pleinement leur rôle d'information et en veillant à ce que l'exercice du pouvoir soit bien visible. Il tient pour essentiels une distribution plus équilibrée des revenus et un meilleur accès aux ressources éducatives et sanitaires. Toutes orientations à mettre en œuvre de façon ordonnée, sous la direction du Parti Communiste. Les réformes politiques doivent garantir les restructurations économiques <sup>13</sup>. On jugera de cette vision du Premier Ministre après avoir examiné, autant qu'il se peut, la substance et le devenir de "l'économie socialiste de marché" <sup>14</sup>.

La Chine bougera de plus en plus, non seulement du fait de la "relève des générations", mais plus encore en raison des problèmes massifs qu'elle doit résoudre sans oublier le monde extérieur qu'elle dérange plus ou moins.

---

<sup>12</sup> Selon *China Daily* du 15 mars 2011.

<sup>13</sup> Le *China Daily* écrit : Political reform provides a guarantee for economic restructuring.

<sup>14</sup> Formule avancée par Deng Xiaoping.

## (2) *L'économie socialiste de marché*

### [Retour à la table des matières](#)

Pour qui chercherait une analogie européenne, passer du pouvoir chinois à l'économie qui le supporte, c'est quitter le Vatican pour visiter l'Allemagne. En effet, la prééminence du Secrétaire général du parti et du comité permanent du Bureau politique ressemble assez au primat du Pape et de la Curie romaine : les cardinaux qui dirigent les principaux appareils et comités de l'Église (catholique romaine) sont désignés, un par un, par le seul Souverain Pontife (ou l'ont été par son prédécesseur) parmi des évêques, eux-mêmes choisis par la Curie, entre des prêtres qui ont tous été intronisés par un évêque. On pourrait prolonger ce parallèle pour tenir compte de la diversité provinciale (= diocésaine) de l'Église catholique romaine et de l'existence de ses "ordres" spécialisés, sans oublier les multiples États dont relèvent ses fidèles, tous échelons qui influencent le Concile des cardinaux, quand le décès du pape l'amène à élire son successeur. Mais il ne faut pas pousser la comparaison bien loin, pour constater que le Vatican n'est pas comparable à la Chine (quoi qu'en pense l'ONU) et que la Chine ne se soucie guère du Vatican.

Il n'en va pas de même pour l'Allemagne qui est un partenaire majeur de la Chine dans le présent système mondial - et sans doute aussi dans son devenir - sans que l'économie *sociale* ou *socialiste* de marché y soit pour beaucoup. Le parti social-démocrate allemand s'est détaché de ses racines marxistes, lors du congrès de Bad Godesberg (1959), pour professer une *Sozialmarktwirtschaft* c'est-à-dire une "économie sociale de marché". Celle-ci désigne le mariage d'un capitalisme vivace avec divers éléments chers au parti allemand <sup>15</sup>, mais qui figurent aussi, en dosages variés, dans la panoplie de maints partis européens. L'"économie socialiste de marché" à la chinoise fait suite à une tentative de revigorer l'économie en l'ouvrant à des capitaux venus de la diaspora chinoise, via Hong Kong ou Singapour. Cette greffe a pris, d'autant que la dissolution des communes populaires a rendu l'agriculture aux

---

<sup>15</sup> "Cogestion" de certaines firmes; fréquente puissance des syndicats dans l'industrie, les services et la fonction publique; variante riche du *welfare State* (congrés, retraites, aides sanitaires et autres) ; politique économique plutôt "interventionniste" y compris en matière d'investissements et de financements, etc.

soins directs des familles paysannes, libérant ainsi des contingents de main-d'œuvre en quête d'emplois plus rémunérateurs. Des "zones franches" autorisées à Shenzhen et autres sites méridionaux ont particulièrement bénéficié de ces réformes. Elles ont été étendues dans les régions côtières, tandis que des capitaux étrangers, de plus en plus divers, venaient s'y investir. Ensuite, une reconversion progressive des lourdes usines naguère procurées par l'URSS <sup>16</sup>, jointe à la création de banques (à examiner au prochain chapitre) et bientôt accompagnée d'une extension à toutes les provinces des normes expérimentées sur les rivages et dans les deltas fluviaux ont permis l'essor économique général que la Chine a connu jusqu'ici.

L'exemple allemand n'a guère influencé Deng Xiaoping quand il a lancé, en 1992, la formule d'une "économie socialiste de marché" pour caractériser sa visée globale. Il a plutôt parlé d'un marché intérieur chinois à développer largement et d'une pénétration massive sur le marché international. Mais l'élan pris de la sorte n'a pas tardé pas à faire de la Chine un paradis de l'investissement capitaliste, cependant que le pouvoir (central et, s'il se peut, provincial) s'est mis à user de tous les moyens (qu'il avait déjà ou qu'il a créés) pour contenir, orienter et réguler ce marché, y compris au bénéfice de la "population toute entière". En détaillant cette marche vers la richesse et la puissance, on ne perdra pas de vue la question centrale qui est celle du mariage entre un capitalisme de plus en plus vigoureux et un État hautement soucieux de garder et de renforcer son pouvoir. Mariage qui n'est pas une union, ni non plus un conflit permanent. C'est, en réalité, un embrouillamini de plus en plus complexe de luttes de classes très fractionnées, mais de moins en moins secrètes ou même discrètes. Les grands miroirs des élections démocratiques n'existant pas (encore ?), les myriades de petits miroirs médiatiques de la société en laissent voir maints aspects, cependant que les démarches des "milieux d'affaires" et des "agences du pouvoir" éclairent plus ou moins les conflits, le tout sous les regards de mieux en mieux avisés de multiples observateurs étrangers de toute sorte. La Chine se montre, tandis qu'elle poursuit sa construction.

De fait, elle est devenue l'un des ateliers du monde, comme le Japon l'avait fait avant elle et comme la Corée (du sud) l'a entrepris à sa suite. L'affaire ne dépend donc pas de la dimension du pays qui prend son élan, ni non plus de la richesse et de la variété de ses ressources naturelles. Son ressort principal est à chercher dans la qualité de sa force de travail, comme dans la souplesse adaptative des firmes et des appareils d'État. En Chine, les débouchés acquis sur le marché mondial ont progressivement intéressé toutes les branches d'industrie, par incitation de firmes étran-

---

<sup>16</sup> Et abandonnées en 1960, tandis que s'accroissait le grand clivage entre Moscou et Pékin.

gères avides de marchandises à bas coût, mais aussi par initiatives bientôt systématiques d'entreprises chinoises relevant d'actionnaires privés ou issues de créations publiques. La Chine ultra-rurale de naguère n'est pas devenue une nouvelle Argentine. Ses paysans semi-jardiniers n'ont pas encore été entraînés vers les grandes cultures enrichies d'engrais et de machines, d'autant que leurs menues parcelles tenues à bail, loin de se laisser agréger en de vastes espaces, sont souvent captées par des administrations tournées vers d'immenses chantiers ou par des spéculateurs engagés dans l'énorme essor de la construction. Certes, de grands travaux écartent les risques de sécheresse ou d'inondation, tandis qu'une fraction des écoliers mieux formés et même des étudiants semble se tourner vers certaines activités rurales, certes la modeste extension récente des forêts et les efforts visant à réduire les importations de produits laitiers enrichiront les campagnes, mais il faudra sans doute encore du temps avant que prennent forme et force de riches terroirs aux produits de haute qualité, hormis en quelques provinces prometteuses à cet égard. Le Plan prévoit qu'en 2011-2015 les fonds destinés au développement technique de l'agriculture seront substantiellement augmentés. Néanmoins, on est, ici, dans un domaine où la réponse est moins vive que dans l'industrie, d'autant que les incertitudes quant aux baux et aux propriétés foncières ne sont pas levées. J'y reviendrai plus avant.

Les autres ressources naturelles requises par le développement économique sont assez abondantes en Chine, mais leur plein emploi ne va pas sans problèmes. Le cas le plus grave est celui du charbon qui est disponible en abondance, car l'industrialisation charbonnière dont la Grande-Bretagne, la France et plusieurs autres pays européens, puis américains ont jadis fait grand cas n'est plus saluée avec respect. La houille est une source majeure de pollution atmosphérique et d'effet de serre, elle est beaucoup moins tolérable qu'au 19<sup>e</sup> siècle où l'Angleterre put nourrir sa marine par un réseau mondial de dépôts charbonniers et inventa le *smog* en mariant ses fumées aux abondants brouillards locaux. Elle fut néanmoins enviée et imitée, tant que l'industrie se répandit sans trop se densifier, après quoi le pétrole détrôna le charbon comme l'on sait. La Chine n'a guère de pétrole, elle en importe des quantités massives, elle s'assure à grands frais des sources fiables par accords commerciaux à long terme ou en poussant des oléoducs vers les puits d'Asie centrale. Mais, tard venue, dans cette course où les compétiteurs sont nombreux, elle ne dispose pas comme les États-Unis et quelques autres pays de "concessions" établies de longue date dans le Golfe Persique ou en Afrique. On la querelle, donc, sur sa contribution "excessive" à la pollution mondiale et sur les tensions qu'elle stimule sur le marché pétrolier, mais à vrai dire, elle ne se soucie guère de ces reproches formulés par des impérialistes qui, dit-elle, furent responsables de son retard à l'allumage capitaliste. Au reste, la Chine multiplie ses recours aux énergies nouvelles, celles du nucléaire,

comme celles des éoliennes et elle devient l'un des principaux producteurs de panneaux solaires. Ce dernier exemple lui vaut la jalousie de firmes (et d'États) qui n'ont pas su diligenter la recherche et l'exploitation des indispensables "terres rares", lesquelles sont également nécessaires pour doter l'automobile de moteurs électriques, comme pour maintes autres innovations. D'où de méchantes disputes sur le "rationnement" de ses exportations de métaux "rares" tirés de ces "terres" que des firmes étrangères, aujourd'hui gourmandes, ont longtemps négligés car leur extraction et leur traitement étaient jugés trop onéreux, quand le pétrole était abondant et bon marché. Au fond de cet agacement réciproque, deux problèmes s'entremêlent : l'un tient au décalage historique entre Chine et Occident qui se réduit à grande vitesse, l'autre tient au fait que l'État chinois stimule plus (et mieux ?) l'économie que ses rivaux atlantiques. On démêlera plus loin ce très délicat problème.

Quoi qu'il en soit, l'essor chinois devient foisonnant. Il déborde des artisanats traditionnels et des industries "classiques" pour pénétrer de plus en plus profondément dans les zones d'innovation. Hier, le textile, l'habillement, la chaussure, le jouet et vingt autres branches d'activité ont été surclassées par les énormes cargos-à-containers qui inondent le marché mondial. Tandis que ce "rattrapage" se poursuit et s'étale, la Chine pénètre d'autres domaines. D'abord par association avec des firmes appâtées par les coûts et les profits de style chinois, y compris des allègements fiscaux très attractifs. L'automobile qui s'épanouit sur le marché chinois y transfère une part de ses ateliers, accompagnée par le matériel ferroviaire et aérien, l'équipement nucléaire, etc. L'électronique et l'informatique ne sont pas de reste. Des participations chinoises se greffent sur des firmes étrangères de grande notoriété. Ou en rachètent des pans entiers comme chez IBM (dont l'ordinateur portable se signifie en Lenovo). Les gros navires coréens de Daewoo, STX, etc., les trains rapides de l'allemand Siemens font de même. Des innovations techniques majeures se dessinent en Chine, tels l'ordinateur le plus rapide, la voiture électrique, etc. Des fusées ont été essayées, un vaisseau spatial et des submersibles pour explorer (et exploiter) les abysses océanes s'y préparent. Réalisations ou promesses, l'information chinoise étale chaque jour de tels exploits, gages d'une volonté de rejoindre le peloton de tête de la recherche-développement, sinon d'une réussite déjà bien assurée. Un programme à long terme, affiché en 2006 <sup>17</sup> et visant les années 2015-2020, énonce, en tout cas, une ambition durable et dotée de moyens universitaires et financiers.

---

<sup>17</sup> Guidelines on National Medium- and Long-Term Program for Science and Technology Development.

Ce foisonnement est le fait d'entreprises de toutes dimensions et d'origines variées. Les premières venues, de la génération Shenzhen, nourries par des capitaux diasporiques, étaient souvent de modeste envergure, mais leur ensemble s'est anobli. On prête à cet ex-village de pêcheurs devenu une puissante ville industrielle l'ambition de se convertir en Silicon Valley à la chinoise, mais ce rêve (dont il est maints autres exemples) est en train de se concrétiser, au nord de Shanghai dans le delta du Yangzi. En effet à Suzhou, parmi les capitaux importés d'Europe, des compagnies allemandes développent, selon leur tradition propre, un mélange d'emplois et d'apprentissages où la haute technologie prédomine. D'ailleurs 84 des 500 plus riches entreprises recensées par la revue *Fortune* ont installé dans les zones industrielles de cette ville <sup>18</sup> des filiales de Siemens, Philips ou Hitachi, etc. On commence même à y craindre que l'élan (et les bas coûts) de divers pays du sud-est asiatique viennent infléchir l'essor local, si bien que la qualification de la main d'œuvre a des vertus anti-concurrentielles fort appréciées du secteur privé à capitaux diasporiques ou étrangers.

Il a fallu et il faudra encore maints ajustements technico-commerciaux pour que les filiales étrangères installées en Chine et leurs concurrents chinois sachent éviter maints "incidents de frontières" dans leurs activités marchandes. *Danone* ou *Carrefour* n'ont pas toujours pu obtenir des tribunaux chinois réparation pour le non respect de leurs "brevets" ou de leurs habitudes, tandis que de nombreux titulaires de "marques" et autres "griffes" n'ont pu se protéger des contrefaçons que par des saisies douanières des produits exportés, copiés des leurs. L'OMC <sup>19</sup> s'emploie à régler les différends lorsque des États y prennent part, mais à l'échelle des firmes aucun recours direct n'est possible, sauf dans les zones et pour les matières où des "chambres de commerce" paritaires et d'assez bonne foi peuvent favoriser des "arrangements", ce que la tradition chinoise préfère aux conflits ouverts. Pour l'essentiel, il faut remonter aux négociations qui ont permis à la Chine d'adhérer à l'OMC. Elle s'est alors engagée à favoriser l'essor des échanges et à se plier aux bons usages du commerce international. Mais quand ces usages lui paraissent par trop libéraux et dérangent ses visées de politique économique ou quand leur respect implique le recours à des méthodes et à des institutions dont la Chine ne dispose pas ou guère, comment faire ? Ces questions, nullement théoriques, sont de très grand poids lorsque la libéralisation des "services juridiques" (et connexes) se heurte à la trop rare disponibilité de professionnels chinois qualifiés dans ces matières et elle devient "inacceptable" quand il s'agit de libérer des "services financiers" par trop

---

<sup>18</sup> Ville jumelée avec Venise, Nimègue, Riga et bien d'autres.

<sup>19</sup> Organisation Mondiale du Commerce, branche de l'ONU qui tend à promouvoir le libre-échange le plus vaste.

contraires aux orientations monétaires et budgétaires de la Chine. Il faut, alors, entreprendre des mises au point - et même des négociations fondamentales - entre États ou au sein des organisations internationales spécialisées pour réduire les conflits ou pour "arranger" les choses, en attendant mieux. On retrouvera évidemment ces problèmes.

Mais il est aussi tout un domaine marchand où la Chine découvre peu à peu les contraintes inéluctables d'un marché qui devient mondial. Les scandales alimentaires ou sanitaires qui se traitaient jadis à l'échelle locale deviennent très dangereux quand ils touchent à des produits (de marque ou non) répandus sur des marchés immenses et lointains. La seule façon commercialement efficace de les traiter est d'exercer une surveillance préalable aux exportations. La Chine l'a compris et elle vient de rendre publique une liste de 100 centres de contrôle installés dans les provinces ainsi qu'à l'échelle des préfectures et des villes importantes. Elle commence à protéger sa propre population en même temps que les lointains importateurs. En avril 2011, par exemple, des viandes de porc <sup>20</sup> contenant un additif chimique très dangereux ont dû être retirées du marché, de Xian à Pékin, avec grande publicité et multiples condamnations. Des mesures analogues sont en préparation pour combattre les copies clandestines de multiples produits sanitaires ou de toilette, jusqu'au piratage des softwares et d'autres marchandises informatiques. Simultanément, la protection des "marques" proprement chinoises commence à s'organiser dans un pays qui envisage de créer ses propres labels, pour mieux asseoir sa pénétration du marché mondial.

Bref, la Chine n'en est plus à tâter prudemment les eaux littorales du Pacifique et de quelques mers adventices, elle s'apprête visiblement à naviguer sur tous les océans du marché mondial où elle a déjà établi quelques points d'appui. Mais certains de ces appuis au grand large sont d'atteinte difficile, non pour des raisons techniques ou marchandes, mais par l'effet de blocages politiques. Quand la firme chinoise de télécommunications Huawei <sup>21</sup> cherche à vendre sur les marchés américain ou européen des engins informatiques de sa fabrication, mais de quatrième génération (4G) alors que le 3G est la norme avancée sur ces marchés, on l'accuse de déranger

---

<sup>20</sup> De marque anglaise, mais conditionnées dans le Henan, par une filiale de Shuanghui, important fournisseur de supermarchés chinois, aux enseignes des plus diverses.

<sup>21</sup> Que le *New York Times* présente comme la première *home-grown multinational corporation*, c'est-à-dire le premier groupe d'origine proprement chinoise (*home-grown*) qui manifeste l'intention de jouer un rôle mondial. en se dotant de filiales diverses pour lesquelles il a recruté des cadres chez British Telecoms ou Ericsson (d'où son caractère *multinational*).



la compétition mondiale et on la soupçonne aussi de faire courir des risques à la sécurité américaine. Ces accusations reposent sur deux arguments : d'une part Huawei a été liée (*repeatedly linked*) à l'Armée Populaire Chinoise, d'autre part, elle a bénéficié de subventions publiques et (sans doute) aussi de capitaux fournis par un "fonds souverain" chinois <sup>22</sup>. À ce compte-là, Boeing et diverses autres firmes multinationales d'origine américaine pourraient (non sans raison) être accusées de complicité avec le gouvernement américain... Des arguments du même type sont avancés, aux États-Unis et en divers pays européens, pour empêcher l'achat ou la location à long terme, par une compagnie chinoise, de quais et de matériel de levage et de stockage, dans des ports de grand trafic. Il a fallu les énormes déficits publics de la Grèce, pour que la Chine réussisse à faire du Pirée l'une des têtes de pont de son trafic maritime avec l'Europe... De moindre échelle, mais plus fréquentes, des difficultés analogues concernent les lignes et étapes aériennes, les oléoducs et gazoducs, les entrepôts, etc. Le commerce international n'est pas d'un libre-échange exemplaire à tous égards.

La Chine veut accéder au rang des nations industrielles avancées. À cette fin, elle commence à guigner sérieusement le secteur des services dont elle connaît le poids dans les économies les plus développées. Mais elle n'ignore pas que des réformes substantielles seront à opérer. Lui faudra-t-il stimuler les services des télécommunications, des banques et des multiples "professions libérales" <sup>23</sup> ? Et devra-t-elle y favoriser l'accès de firmes étrangères, déjà plus expertes en ces matières ? Le tout au prix de novations législatives et réglementaires touchant à des domaines aussi délicats que la santé, la justice, l'information ou la propriété intellectuelle ? Le proche avenir permettra d'en juger...

Bref, les "services" qui touchent au cœur politique et idéologique de l'organisation sociale ne sont pas clairement ciblés, même si l'urbanisation qui en fournit le site et l'éducation de haut niveau qui en est la condition *sine qua non* sont rangés parmi les promotions qualitatives à viser. Encore faudra-t-il modifier les rapports entre un État chinois qui est bien musclé et une société civile encore frêle...

---

<sup>22</sup> C'est-à-dire l'un des fonds (publics) où la Chine engrange les dollars tirés de ses excédents commerciaux : à revoir lors de l'examen du *renminbi* (la monnaie chinoise).

<sup>23</sup> Ainsi nommées en France, ces activités sont dites *professional* dans les pays anglo-saxons. Elles requièrent souvent une formation technique, juridique, médicale ou autre, de haute qualité.

### (3) *L'harmonie sociale*

#### [Retour à la table des matières](#)

Le 12<sup>e</sup> Plan (2011-2015) souligne que l'édification d'une société socialiste harmonieuse devra occuper "une position plus importante" dans le travail du Parti, dont la "tâche principale" restera néanmoins le soutien du développement économique. Encore faut-il concrétiser ces deux visées, dans une société qui s'extirpe laborieusement d'une grande misère, tout en étalant, d'ores et déjà, ses performances et ses exploits ? Comment avancer sur tous les terrains, "sous la direction éclairée du Parti", tout en prévenant (ou corrigeant ?) ses abus de pouvoir et les autres méfaits (*misconduct*) auxquels ses responsables (*officials*) et leurs familles ou leurs aides s'abandonnent (parfois) ? <sup>24</sup> Naturellement, "l'harmonie sociale" ne requiert pas qu'une ferme action anti-corruption. Elle suppose également que la population puisse "critiquer et superviser le gouvernement", que les "affaires administratives" soient plus transparentes et que "les media informatifs" <sup>25</sup> puissent jouer leur rôle". Et enfin, bien évidemment, que la distribution des revenus devienne plus juste et que les ressources éducatives et sanitaires soient rendues mieux accessibles. <sup>26</sup> Bref, pour juger de cette "harmonie", il faut prêter une grande attention au confort de la population chinoise toute entière.

Je l'ai dit d'entrée de jeu, je ne suis nullement un spécialiste de la Chine, pays dont j'ignore la langue et dont je ne puis connaître que par des publications en langues européennes. Pourtant, faute de sésame miraculeux, je vais rechercher quelques lumières sur ce pays majeur, en usant, autant qu'il se pourra, des critères que m'ont procuré les diverses sciences sociales que j'arpente depuis des décennies. <sup>27</sup>

---

<sup>24</sup> Notations extraites d'un appel du Premier Ministre Wen Jiabao (*China Daily* du 26 mars 2011). Parmi les autres indications de ce même appel figurent notamment "une supervision plus stricte des cadres principaux (*principal officials*)", "une réduction de leurs voyages à l'étranger (*overseas trips*)", "une réformes des règles relatives aux voitures officielles (*government cars*)", etc.

<sup>25</sup> *News media* non détaillés par l'appel précité.

<sup>26</sup> *China Daily* du 15 mars 2011 : "Wen emphasizes political reform".

<sup>27</sup> Les textes que j'ai publiés depuis 1961 sont disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales. [URL](#).

Par chance, deux des principaux dirigeants chinois ont exercé ou exercent encore leurs très remarquables talents dans des domaines dont j'ai quelque connaissance théorique autant que pratique, tels la statistique, la démographie, l'économie et la finance. Ils ont été, l'un puis l'autre, des opposants occasionnels aux errements de Mao Zedong, puis des collaborateurs sélectionnés par Deng Xiaoping. Tous deux se sont employés à rendre la Chine mieux intelligible, tout en activant plusieurs des réformes majeures des quatre dernières décennies. Tous deux sont des scientifiques de bon niveau : l'un en ingénierie électrique, l'autre en géologie. Tous deux sont devenus membres du comité permanent du Bureau Politique, instance suprême du pouvoir politique. L'un est Zhu Rongji, planificateur évincé de 1958 à 1962, puis de-rechef de 1970 à 1975, mais qui fut remis en selle par Deng Xiaoping et devint, notamment, maire de Shanghai, avant d'accéder au comité permanent, en 1993, comme vice premier ministre, puis premier ministre jusqu'en 2003. L'autre est Wen Jiabao, proche collaborateur de Zhu, auquel il succéda comme vice-premier ministre en 1998 et comme premier ministre depuis 2003. Mais je me dispenserai de spécifier leurs mérites respectifs, car ils ont généralement coopéré et poursuivi les mêmes visées.

Sous leur houlette, la Chine a considérablement enrichi sa connaissance d'elle-même. En 2000, le recensement de population fut enfin de bonne qualité et des enquêtes annuelles l'actualisent, dans l'intervalle des recensements décennaux. En outre, un premier recensement économique a été réalisé, en 2004, puis renouvelé en 2008, afin de retracer les activités des plus de cinq millions d'entreprises en activité dans le pays, ce qui permettra (enfin...) de donner une assise solide à la planification, tout en alimentant des comparaisons internationales de meilleure qualité, pour une Chine qui est désormais mêlée aux activités de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), du Fonds Monétaire International (FMI) et de multiples autres agences. L'immense Chine se montre de plus en plus et elle prend soin de détailler son image à toutes les échelles spatiales de son immense territoire.

Les travaux qui ont abouti de la sorte ont dû vaincre de nombreux obstacles qu'il est d'ailleurs difficile de hiérarchiser, faute de suffisants débats clarificateurs : tumultes de l'ère maoïste et des redressements ultérieurs ; effets d'un freinage démographique aujourd'hui allégé ; conséquences durables des méthodes (de fort inégale qualité) mises en œuvre pour éliminer ou revitaliser les lourdes usines abandonnées par l'URSS ; effets, en tâches d'huile, de l'ouverture du pays aux capitaux étrangers ; rôle des banques commerciales chinoises détachées de la banque centrale et des banques étrangères peu à peu admises, mais encore cantonnées ; portée des fonds d'investissement nourris par les réserves de change acquises sur le marché mondial ; le tout assaisonné de multiples décisions macro-économiques (impôts, subventions, prix plafonnés ou non, crédits fort variés, etc.). Détailler ces divers élé-

ments par périodes et par champs d'action reviendrait à écrire l'histoire de l'économie chinoise pendant plus d'un demi-siècle. En fait, ce travail gigantesque est loin d'être pleinement engagé en Chine même. Mais les recensements précités et les études qui les commentent dessinent, enfin, un tableau significatif d'une économie chinoise dont, d'ailleurs, les transformations structurelles se poursuivent dare dare. <sup>28</sup>

Fin 2008, il y avait 7.100.000 "unités enregistrées" (*legal units*) actives dans les secteurs secondaire et tertiaire, <sup>29</sup> soit 1.900.000 de plus qu'au recensement économique de 2004. Les entreprises relevant de capitaux étrangers comptaient pour 2% dans ce total, à quoi on peut ajouter 1,7% de firmes comptées à part, parce que leurs capitaux provenaient de Hong Kong, Macao et Taïwan. Pour le reste (soit 96,3%) les capitaux étaient dits "domestiques", sans doute pour ne pas dire "nationaux". <sup>30</sup> En réalité, cette énorme catégorie "domestique" mêle des compagnies privées et des entreprises dépendant de l'État, mais de façon très variable : c'est en ce domaine que les séquelles et les cicatrices des réformes d'époques diverses, ensuite "corrigées" de diverses manières, sont bien visibles, mais difficiles à interpréter. En effet, les compagnies relevant de l'État (dites *state-owned*) n'étaient que 143.000 (soit un peu moins de 3% du total), alors qu'à leurs côtés deux autres catégories (dites *collective-owned* et *share-holding coopératives*) relevaient elles aussi de l'État central, de provinces ou d'agences ministérielles ou autres et assemblaient plus de 5% du total.

En entrant plus avant dans le détail, la description statistique s'orne de sous-catégories dont plusieurs ont une validité transitoire, soit qu'elles incluent des morceaux d'ex-entreprises géantes (à la soviétique) qui n'ont pas encore trouvé repreneur, soit qu'elles assemblent des créations nouvelles, riches de perspectives, mais dont le pilotage est plus ou moins disputé entre provinces et antennes ministérielles,

---

<sup>28</sup> Je ferai usage, notamment, d'une étude du coréen Junyeop Lee, sur *Les entreprises, propriété de l'Etat* publiée par l'OCDE - *Working Group on Privatisation and Corporate Governance of State Owned Assets* - (Occasional Paper du 26 janvier 2009). J'utiliserai également les publications du Bureau National des Statistiques de Chine, notamment son bulletin en date du 25 décembre 2009, qui a publié les résultats globaux du recensement économique de 2008.

<sup>29</sup> Pour plus de détail voir le *China Statistical Yearbook*, dont la dernière édition est de 2009.

<sup>30</sup> En raison, évidemment, des trois "portes d'entrée" de capitaux diasporiques citées plus avant, mais sans doute aussi pour n'avoir pas à distinguer les entreprises tibétaines, ouïgoures ou relevant d'autres "nationalités" insérées dans la Chine.

etc. Deux catégories, donc, qui sont en voie de nette résorption statistique <sup>31</sup>, alors que deux autres catégories (baptisées *limited liability corporations* ou *share-holding corporations*) voient, pour leur part, leur effectif augmenter (déjà 23% du total). Ainsi, les entreprises domestiques, c'est-à-dire chinoises pourraient être rangées (à la française) en compagnies publiques, mêlées de sociétés "d'économie mixte" auxquelles s'ajouterait une énorme collection d'autres entreprises qui sont des sociétés privées (*domestic corporations*) En effet, ces dernières étaient un peu plus de 3.700.000 à la fin de 2008, soit près de 75% de l'effectif total des *legal unities* de l'économie chinoise !!

Mais il serait tout à fait erroné de surestimer l'importance réelle de ce secteur "privé" car, en termes de chiffre d'affaires, d'emploi et de revenus distribués, ses contributions sont loin des 75% qui viennent d'être notés. Sans entrer dans des détails par trop fastidieux, je noterais simplement que dans une économie chinoise en transformation ultra-rapide, (hormis son vaste secteur rural, à examiner plus loin), le gros de l'emploi et des revenus provient des secteurs auxquels l'État est diversement mêlé ; que cette diversité résulte des délicats transferts de responsabilité qui s'opèrent, du pouvoir central vers les provinces (y compris les très grandes villes) et vers les agences ministérielles présentes "sur le terrain", non sans collaborations et conflits, cas par cas ; et qu'il s'agit là d'une transformation qui va s'accéléralant, du fait de capitaux étrangers plus abondants, d'une extraversion croissante des grandes sociétés chinoises et aussi d'une influence de mieux en mieux ciblée des acteurs principaux du pilotage macro-économique. Wen le répète dans ses diverses interventions : il faut clarifier les hiérarchies et les responsabilités, séparer les directions d'entreprises des bureaucraties administratives, préciser, cas par cas, les missions du pouvoir politique, qu'il soit central, provincial ou autrement spécialisé. Bref, il faut poursuivre et accélérer la mise en ordre qui est, d'ores et déjà, en cours.

Voici donc que le 12<sup>e</sup> Plan (2011-2015) va débiter, en assignant au pays sept objectifs principaux qu'il faudra harmoniser s'il se peut. Je les énumère sans trop lisser le langage officiel et en l'explicitant quand besoin est :

- (1<sup>o</sup>) ramener la croissance du PIB à 7%, alors que le quinquennat qui vient de s'achever a réalisé une moyenne annuelle de 11,2% - et encore 9,6% au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

---

<sup>31</sup> Ce qui est, selon les cas, l'indice d'une réorganisation, voire d'une reconversion, ou bien l'effet d'une suppression totale ou partielle, encore en cours.

- (2°) changer, à cette fin, le modèle de croissance, en améliorant la production industrielle en portant la population urbaine des 47,5% actuels à 51,5%, [c'est-à-dire en mettant fin à des millénaires de dominante rurale].
- (3°) travailler ferme à développer l'éducation, la recherche, la culture, le sport et la santé ;
- (4°) travailler à la protection de l'environnement, notamment par moindre recours aux combustibles fossiles et par meilleur emploi de l'eau.
- (5°) améliorer le bien-être du peuple tout entier, par la création de 45 millions d'emplois supplémentaires (en cinq ans, évidemment), mais surtout ; en accroissant de 7% par an, en moyenne, le revenu moyen des habitants des villes et des campagnes, tout en étendant considérablement le bénéfice de l'assurance sociale (*basic social insurance schemes*).
- (6°) approfondir la réforme économique [déjà en cours] et avancer prudemment vers une réforme politique qui [je cite le *China Watch* <sup>32</sup>] "devra approfondir (*expand*) la démocratie socialiste et améliorer (*improve*) le système légal socialiste", le tout au prix d'une réforme des prix, ainsi que des charges liées à la protection de l'environnement.
- (7°) renforcer les réformes gouvernementales, combattre l'excessive concentration du pouvoir et sauvegarder les droits démocratiques et légaux du peuple.

En condensant de la sorte un document journalistique qui, lui-même, résume en anglais des textes dont l'original chinois est considérablement plus détaillé, je ne puis prétendre à aucune fidélité, ni précision. Mais cela importe peu, tant l'esquisse d'un difficile virage obligé est manifeste : le 12<sup>e</sup> Plan chinois essaye d'être celui du freinage et de la réorientation, opération risquée pour ceux qui pilotent plus d'un milliard trois cents millions d'humains étalés sur un immense territoire fort inégalement équipé et encadré.

Pourquoi ce freinage ? pourquoi cette inquiétude ? pourquoi ces réformes annoncées ? et vers quoi ont-elles chance de conduire ?

---

<sup>32</sup> Mensuel édité par le *China Daily*, offert aux lecteurs du *New York Times* (et de l'*International Herald Tribune* qui est son édition mondiale).

La Chine vient de fêter l'année nouvelle, occasion d'un congé traditionnel de printemps, dont, cette année, plusieurs centaines de millions de travailleurs, migrants ou déjà installés en ville, ont profité, pour visiter les parents restés au pays et leur porter les cadeaux qui attestent de leur réussite, là-bas, au loin. D'ailleurs, les Chinois voyagent de plus en plus : trains, automobiles et avions sont bondés vers des destinations mieux accessibles. Même Taïwan et divers sites diasporiques sont abordables. Le trafic aérien est en plein boom. La vente d'automobiles s'enfle tellement que des économistes craignent qu'une bulle éclate de ce côté, tandis que les filiales des grandes marques mondiales se multiplient et qu'à Pékin, on commence à rationner les nouvelles immatriculations, tant il y a d'embouteillages. Bref, le ralentissement souhaité tarde à se produire, les profits affichés se gonflent, l'éventail des revenus s'ouvre de plus en plus. La presse souligne qu'il est temps de passer à l'action pour faire de la Chine, d'ici cinq ans, une *xiaokang*, c'est-à-dire une société modérément prospère, où le bien-être sera plus communément répandu. Hu Jintao et Wen Jiabao ne cessent de le répéter : un freinage est indispensable parce que les inégalités s'accroissent du fait d'un enrichissement massif et rapide, mais fort mal réparti. En termes écologiques, la Chine est polluée comme l'était l'Angleterre du 19<sup>e</sup> siècle ; en termes économiques, elle étale misère et richesse comme le firent les États-Unis du 20<sup>e</sup> siècle. Les responsables politiques prônent l'harmonie sociale, mais la disharmonie potentielle ne cesse de s'accroître.

Alors, qu'y faire ? Les objectifs que j'ai numérotés sont peu diserts en matière d'épargne et d'impôt. Les deux premiers conduiront à des baisses (relatives) d'impôt, les deux suivants provoqueront un surcroît de dépenses, souvent budgétaires. Les n<sup>o</sup>5 et 6, provoqueront des coûts supplémentaires, mais ils ne préjugeront pas des rôles respectifs des entreprises et des administrations, si bien que l'harmonie démocratisante promise au n<sup>o</sup>7 ne s'affermira que dans l'éventualité où de réelles clarifications interviendraient en matière financière. Je parierais volontiers que, dans la lignée des Zhu Rongji et des Wen Jiabao, on prépare déjà maints ajustements des frontières entre État central, provinces, agences ministérielles et autres antennes spécialisées <sup>33</sup>, comme des limites entre l'impôt et le crédit, le tout avec réagencement de l'épargne (familiale ou non) et de son affectation. Mais il me semble que ceci s'étalera sur plusieurs quinquennats, tant il y a de traditions, de mauvaises habitudes, de facilités et d'improvisations à redresser.

En fait, la Chine des premiers mois de 2011, largement abreuvée de perspectives quinquennales est, tout à la fois, arrosée de multiples décisions relatives à l'éduca-

---

<sup>33</sup> Ainsi, les nouveaux cadres (*officials*) promus au cours des cinq prochaines années devront recevoir un enseignement administratif spécialisé, au cours de leur année probatoire (*China Daily* du 13/4/2011).

tion, la santé, la sécurité, la création d'emplois, etc., vaste fourre-tout imprécis de dépenses, aux côtés desquelles se profilent des réformes fiscales d'échelle et d'échéance très variables.<sup>34</sup> La réforme financière générale que je crois pouvoir augurer n'est pas esquissée dans ce brouillard de mesures fragmentaires, mais elle me paraît hautement probable, tant deviennent obsédantes les inquiétudes provoquées par des inégalités rapidement croissantes - jusqu'à la floraison de multiples millionnaires et milliardaires - mais aussi par les spéculations et les crises locales, toutes réalités que la prolifération des medias informatiques rend plus visibles et durement commentées.

Parmi les crises locales qui, parfois, s'enveniment au point de retenir une très large attention, figurent maints drames ruraux, surtout dans les zones péri-urbaines. Un demi-siècle après les réformes libératrices de Deng Xiaoping qui rendirent aux familles paysannes la libre exploitation des terres<sup>35</sup>, l'extension des villes, les grands chantiers d'équipement et l'essor local des constructions industrielles et commerciales provoquent des difficultés majeures. Pour l'essentiel, il s'agit de terres, jadis allouées aux paysans par des baux à très long terme (et cessibles à leurs descendants) dont l'État, la province ou telle autre antenne du pouvoir est néanmoins resté propriétaire. Pour les paysans évincés, il n'est pas question d'une "expropriation pour cause d'utilité publique", ni d'une indemnisation liée à la "valeur des terres", sous un contrôle juridictionnel clairement agencé. Les paysans qui perdent "leur" terre (c'est-à-dire leur gagne-pain et leur habitat familial) sont, assez souvent relogés ailleurs et se voient offrir une aide "de survie". Quand la hâte des chantiers ou la poussée des spéculateurs (officiels ou non) exigent des départs rapides, rien n'arrête ceux-ci, si ce n'est une révolte populaire que les autorités locales traitent avec vigueur ou patience selon leurs inclinations propres, plus ou moins inflexibles par les autorités de rang supérieur, sans oublier les éventuels pots-de-vin qui diligentent l'emprise nouvelle comme le "rétablissement de l'ordre". Les renforts que peuvent trouver les paysans mal traités ont quelque efficacité, quand des *news medias* s'en mêlent, ce qui est peu fréquent ou quand une voie d'action juridique

---

<sup>34</sup> Aligner l'impôt dû par les firmes étrangères, sur celui de leurs concurrentes chinoises, c'est-à-dire mettre fin à un cadeau attractif. Imposer davantage tout ou partie des entreprises d'État. Taxer des produits disputés, tels que les "terres rares". Réduire l'impôt sur le revenu. Créer des allocations pour les octogénaires. Permettre aux vieilles personnes de refuser d'aider leurs descendants. Reculer l'âge de la retraite. Majorer les crédits pour les soins sanitaires. Réformer par étapes les hôpitaux publics. Etc., etc.

<sup>35</sup> Sans que les méthodes et les effets des distributions opérées à la suite de la dissolution des "communes agraires" aient été clairement analysés pour toutes les provinces.



s'entr'ouvre.<sup>36</sup> Mais le droit n'est pas d'un grand secours, en la matière, d'autant que les autorités concernées peuvent ajuster leurs décisions, s'il y a lieu. Les voies de recours juridictionnelles sont encore très mal utilisables, tant la Chine est vaste, alors que le réseau des tribunaux est peu détaillé (hormis les séquelles des coutumes villageoises mises à mal depuis des décennies) et que les juristes professionnels sont encore rarissimes (pour juger, plaider, conseiller, informer).

Plus denses, les conflits urbains peuvent être portés par des masses plus compactes et soutenus par des professionnels - juristes ou non - souvent mieux avertis. Mais leur traitement se heurte à d'autres obstacles : souvent, en quittant le monde de la misère paysanne, on accède au monde de Dickens et de Villermé. Il faut aborder les sphères du commerce, des services et de la banque, pour atteindre la fraction de la société où du droit peut commencer à s'épanouir. Mais, ce faisant, on accède aussi, aux étages où les considérations administratives, voire politiques, si ce n'est internationales, entrent bientôt en ligne de compte. Monde où le contrat, la négociation, "l'arrangement" pèsent souvent plus que les raideurs du droit et de ses procédures, sans parler des formes variées de spéculation et de corruption qui peuvent se manifester aux divers étages.

Quand un haut dirigeant de la Province du Guizhou<sup>37</sup> est condamné à mort, pour avoir perçu de 1993 à 2009 des pots-de-vin jugés énormes (près de 1,5 million de \$) pour ses interventions en matière d'occupation des sols (*land planning*) et de promotion professionnelle, puis quand l'exécution du condamné est différée en raison de sa coopération avec les enquêteurs et de la restitution de ses gains illégaux, et quand, enfin, cette décision est publiée en octobre 2011, je ne puis manquer de commenter cet échantillon du système juridico-judiciaire chinois<sup>38</sup> : pourquoi une aussi longue enquête ? pourquoi de si tardives décisions ? pourquoi en différer l'exécution ? et pourquoi, comme en maintes autres affaires, la peine de mort reste-t-elle aussi fréquemment utilisée en Chine ? La réponse est évidemment que la Chine-en-pleine-construction, est loin d'avoir bâti un droit et une justice dignes de ses multiples autres performances. Wu Bangguo, membre du Comité permanent du Congrès natio-

---

<sup>36</sup> Zhu Lihua, directeur de la protection des terres arables au Ministère de la Terre et des Ressources, annonce qu'un cadastre informatique va être expérimenté (enfin...) à Shanghai et dans trois provinces pour faciliter le contrôle des parcelles concernées par des chantiers divers (construction et grands travaux) (*China Daily* du 18/4/2011).

<sup>37</sup> Huang Yao était le président du Comité provincial de la Conférence Politique Consultative; il figurait donc au 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> rang des dignitaires provinciaux.

<sup>38</sup> Information publiée par le *China Daily* du 10 décembre 2010, qui n'a rien d'exceptionnel dans la presse chinoise des années récentes.

nal du Peuple <sup>39</sup> a déclaré que la Chine "dispose maintenant d'un système complet de lois, couvrant tous les domaines de la vie sociale, et assorti des règlements administratifs correspondant à ces lois, y compris les règles locales d'application (*local statutes*). <sup>40</sup> Il dit sans doute vrai, pour ce qui est des textes et codes dûment écrits et "votés" <sup>41</sup>, encore que les bons connaisseurs du droit français ou allemand - pour ne rien dire du très pâtreux droit américain - savent combien un "système de lois" qui soit, comme le prétend Wu Bangguo, "scientifique, harmonieux et cohérent (*consistent*)" relève de l'utopie...Mais surtout, quiconque observe la Chine en marche, telle qu'elle même se donne à voir ne peut prendre Wu au sérieux. En matière juridique et, plus encore, juridictionnelle, la Chine est loin d'être en bon ordre de marche et son retard conduit l'observateur vers le cœur de son potentiel de *désharmonie sociale*... <sup>42</sup>

D'autant que la mise en ordre, envisagée jusqu'ici du côté de l'exercice du pouvoir et du développement économique, ne peut pas afficher de semblables progrès du côté du confort général du peuple. Certes la Chine est sortie du puits de misère où elle a sombré jusqu'à la victoire maoïste de 1949 - pour y retomber trop souvent, d'un "grand bond" à l'autre. Certes, elle a commencé à reprendre souffle, après s'être débarrassée de la "bande des quatre" héritiers d'une "révolution culturelle" qui lui a, un temps, fait perdre son élan. Certes, les réformes de l'ère Deng Xiaoping lui ont ouvert un sentier de croissance, riche d'espairs. Certes, la Chine est aujourd'hui, fière de résultats dont toute la société tire un légitime orgueil et dont une assez large partie de ses habitants récolte quelque bénéfice. Certes, le calme est revenu, la quotidienneté est moins hasardeuse, un minimum d'"harmonie sociale" s'est répandu, mais on voit maintenant mûrir des aspirations nouvelles, non plus seulement

---

<sup>39</sup> Son Comité ne doit pas être confondu avec le Comité permanent du Bureau Politique du P.C. chinois qui est la véritable instance suprême de la Chine actuelle.

<sup>40</sup> *China Daily* du 10 mars 2011.

<sup>41</sup> Wu détaille les sept corps principaux de législation : 38 lois pour l'application de la constitution; 33 lois pour les affaires civiles et commerciales; 78 lois pour les affaires administratives; 18 lois sociales; 60 lois économiques; 10 lois de procédure; et 1 loi unique pour les affaires criminelles. Les spécialistes des diverses branches du droit jugeront de ces proportions, mais je ne puis leur garantir qu'il y a une correspondance terme à terme avec le vocabulaire des codes dont ils font usage.

<sup>42</sup> Dans le *China Daily* du même jour (10/3/2011), le président de la Cour Suprême du Peuple, Weng Shengjun s'engage, plus sobrement, à améliorer le travail juridictionnel (*to improve court work*) afin d'assurer une application effective de la Constitution et des lois.

dans quelques milieux intellectuels, mais dans des pans entiers de générations pour qui la révolution, la guerre et les gloires et sauvageries du maoïsme sont d'un passé qui s'éloigne.

#### ***(4) Les nouvelles luttes de nouvelles classes en Chine.***

[Retour à la table des matières](#)

Pour avoir longuement étudié, d'un point de vue macrosociologique, les systèmes de classes sociales qui fondent les sociétés,<sup>43</sup> en distinguant soigneusement les *statuts* de classes qui résultent du bâti même de la société, des *identités* de classes que diapre l'entrechoc des idées dans la même société, je suis enclin à considérer la Chine d'aujourd'hui comme *une société étatique-socialiste encore en formation*, dans *un système mondial en transformation accélérée* que l'essor chinois influence grandement. La plus importante des classes-statut aujourd'hui encore en formation est celle que le parti communiste chinois essaye de valoriser, tout en la clarifiant, mais sans y être déjà arrivé.

En effet, cette classe, formée par et dans le parti lui-même, a tardé à se distinguer de l'armée nouvelle qu'il assemblait pour révolutionner la société chinoise. Après sa victoire de 1949, le Parti Communiste de Chine (PCC) a passé trois décennies à agencer, vaille que vaille, son pouvoir, tout en essayant maladroitement d'édifier une nouvelle forme de propriété. Il a certes réussi à évincer la propriété foncière traditionnelle et les quelques îlots de capitalisme privé qui existaient encore de ci de là, mais, d'expérience en expérience, il n'y a pas entièrement réussi. Sa politique agricole a conduit à une famine, sa politique industrielle (un temps assistée par l'URSS) a produit peu d'effets durablement utiles, si bien qu'aux marges d'une économie atone et d'une armée malingre, les ruades successives de l'ère Mao n'ont laissé subsister qu'une petite bourgeoisie marchande, de maigres groupes de fonctionnaires et d'intellectuels et, là derrière, des brigandages variés. Quand l'ère Deng

---

<sup>43</sup> Les six volumes de *La Société* (1977-83), notamment le tome 4 sur *Les Classes*, le tout complété par *Le monde au 21<sup>e</sup> siècle* (1991) et *L'Avenir du socialisme* (1996) détaillent ma théorie macrosociologique. Ils sont consultables sur le site indiqué par la note 27supra.

Xiao Ping a pu commencer, à l'extrême fin des années 1970, presque toute la Chine était à "reconstruire", c'est-à-dire à revitaliser et à réagencer. Après quoi, en quelques décennies, la classe dominante a pu s'enraciner dans un PCC, maître d'un État devenu propriétaire d'énormes moyens de production.

Mais qui dit enracinement, ne dit pas maturation. Le PCC est encore un vaste chantier : d'abord dans ses rangs propres (au centre comme dans tout le pays) ; mais aussi dans les rangs de l'État qu'il dirige tout en continuant d'édifier son appareil ; et enfin, dans tous les détours d'une économie riche et puissante, dont la complexité socio-politique va croissant. Ladite complexité a des aspects secondaires dûs à l'immense paysannerie et à l'enflure désormais rapide de l'artisanat, de la boutique et des "services" ; mais son aspect principal résulte de l'arrivée, bientôt massive, de capitaux extérieurs (diasporiques ou étrangers) qui ne se sont pas coagulés en un pur secteur capitaliste privé (et souvent monopoliste) ; mais qui se sont entremêlés avec les diverses variantes de capitaux publics (= étatiques) chinois, lesquels commencent eux aussi à prendre des formes monopolistes, en Chine même ou en débordant vers des pays étrangers.

Bref, cette complexité est sacrément complexe... Si bien que, pour aider le lecteur à s'y retrouver - et à comprendre ce que devient effectivement la Chine - je vais devoir ralentir l'exposé et sérier les questions.

**Première question : qu'en est-il du Parti proprement dit (ou PCC) ?** Les sources officielles chinoises (qui ont, en l'espèce, une valeur statistique mal vérifiable) le montrent dépassant les 78 millions d'adhérents, en fin 2009, y compris, apparemment, les militaires affiliés. Pour les organisations de jeunesse, les chiffres publiés s'étalent entre 70 et 100 millions, mais ils ne peuvent être cumulés avec les précédents, car les "pionniers" sont de tous âges et vivent pour la plupart en famille. Le parti proprement dit mobiliserait, en somme, quelque 6% de la population chinoise totale. Mais, même s'il était avéré, ce chiffre n'a pas grande signification. La domination politique exercée par le PCC résulte, à la fois, du contrôle qu'il exerce sur toutes les branches de l'appareil d'État, y compris les "forces de l'ordre" militaires, policières et pénitentiaires et du dispositif de contrôle de toutes les hiérarchies encadrant cet appareil, en toutes ses branches, répressives ou non. De ce point de vue, plusieurs faits sont à souligner : d'une part, le Secrétaire général du Parti cumule les trois principales positions de pouvoir (il dirige le parti, la commission militaire et le secrétariat permanent du bureau politique (BP) ; d'autre part, plusieurs des membres de ce secrétariat permanent exercent, aux côtés du Secrétaire général des pouvoirs décisifs, dont la direction du gouvernement, le pilotage des "affai-

res politiques" et l'inspection disciplinaire du parti et de l'État. <sup>44</sup> Il serait exagéré de dire du PCC que c'est une force "en ordre de bataille", mais la classe dirigeante d'un vaste État n'exerce pas son pouvoir de la sorte. Je l'ai montré, le secrétariat permanent du BP est la fine pointe d'une pyramide de pouvoirs qui démultiplie sa puissance.

D'où une erreur fréquente qui est de l'imaginer tout puissant et maître d'un État totalitaire. Il n'approche de cette position qu'au plus aigu des crises extrêmes - que d'ailleurs, il a souvent provoquées lui-même, comme le fit Mao Zedong en plusieurs occasions. Ces crises mettent toujours la domination politique en péril, Staline comme Mao en ont fait l'expérience, non sans d'atroces dommages pour les peuples qu'ils dirigeaient. Aujourd'hui encore, la Chine n'a pas fini de tirer au clair l'expérience du *xiaxiang* <sup>45</sup> qui mit fin à la "grande révolution culturelle prolétarienne", par l'envoi forcé de 17 millions de jeunes diplômés urbains, vers des régions rurales lointaines où ils travaillèrent de 1968 à 1980. Elle n'a pas non plus fini d'éliminer de son régime pénitentiaire, les "camps de travail" (*laogai*) qui ont fait suite à diverses révoltes (tibétaines ou non). Enfin, elle est loin d'avoir réduit le recours à la peine de mort, pour divers crimes et délits. Bref, la domination n'est pas légère, en Chine, même si elle s'est allégée au cours des deux dernières décennies.

En fait, la Chine relancée par Deng Xiaoping a ravivé une tradition majeure : la plupart du temps, les empires chinois avaient été gérés par une administration bien réglée, faite d'hommes choisis pour leurs vertus, leurs savoirs et leurs savoir-faire, et non parmi les héritiers des classes possédantes. Ce côté mandarin de l'appareil d'État a été nourri par Deng et ses successeurs, à l'aide d'ingénieurs et autres étudiants bien formés. Sauf erreur de ma part, ces sortes de technocrates ne sont pas encore ligüés en de puissants "corps", ressemblant à nos <sup>46</sup> inspecteurs des Finances, conseillers d'État et autres conseillers-maîtres de la Cour des comptes ; ils n'ont pas non plus été formés dans de rares moules élitiques comme l'École Nationale d'Administration ou l'École Polytechnique. Mais il y a d'ores et déjà des traces d'un tel néo-mandarinate parmi les diplômés des grandes académies et écoles d'ingénieurs de Pékin ou de Shanghai, lesquels s'enrichissent volontiers de diplômes acquis dans les universités les plus renommées des États-Unis, d'Angleterre et de quelques autres pays européens.

---

<sup>44</sup> Les fonctions numérotées (2) (7) et (9) lors de la présentation, ci-avant, de ce "secrétariat permanent".

<sup>45</sup> Michel Bonnin - "Le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne : Chine 1968-1980" Ed. de l'EHESS, Paris, 1988.

<sup>46</sup> Je vais prendre des exemples français, mais ils sont transposables dans toutes les grandes puissances occidentales.

La sélection des dirigeants des "nouvelles générations"<sup>47</sup> est une affaire réglée par les instances du PCC. Mais les choix ne résultent pas seulement des promesses et performances d'impétrants bien triés. Ils doivent évidemment tenir compte d'autres facteurs pour assurer une représentation équilibrée des différentes régions du pays, des principaux secteurs de l'appareil d'État (y compris l'armée) et des principales branches industrielles et financières de l'économie, sans oublier le monde plus diffus des sciences, des arts, etc. À tous les niveaux hiérarchiques des appareils (politiques et autres), des procédures analogues sont à l'œuvre, sous la houlette de l'étage supérieur et sous un contrôle vigilant des antennes homologues du PCC. Toutefois, à mesure qu'on descend les degrés de ces hiérarchies, les parasitages divers se multiplient, de façon ouverte ou occulte. De vieilles et solides sociétés secrètes - dont la diaspora a été le conservatoire durant les spasmes révolutionnaires - se réactivent. Des associations plus ou moins innocentes, comme des sociétés de gymnastique ou des clubs d'arts martiaux, se manifestent, ici ou là, tandis qu'ailleurs de savantes disciplines intellectuelles se font entendre. De la part des firmes - publiques, privées ou mixtes, mais aussi nationales ou étrangères - des pressions s'exercent, spécialement dans les domaines de l'urbanisme et de la construction, comme à l'occasion des grands chantiers industriels et autres. De l'argent peut circuler, le jeu, le sexe, la drogue et, parfois, des formes plus brutales de banditisme peuvent entrer en ligne de compte. La police veille, la justice intervient, la discipline du PCC est rigoureuse, mais la concussion sous toutes ses formes peut essayer de les distraire. Je sais fort bien qu'on pourrait en dire autant de maintes autres sociétés, diversement structurées et je ne connais aucune organisation, internationale ou non, qui sache évaluer pertinemment le cas de chaque État quels que soient les mérites d'ONG telles que *Transparency International*, etc. Mais simplement, je tiens pour probable que l'auto-sélection de la classe dirigeante chinoise n'est pas une opération bien épurée et toujours exemplaire.

C'est pourquoi les suggestions réformatrices formulées, à ce propos par Wen lui-même et par de multiples articles de presse, durant l'active saison de présentation du 12<sup>e</sup> Plan semblent loin de compte. Wen a déclaré que "les gens ordinaires sont les mieux placés pour juger du travail gouvernemental" et qu'il faut "prêter attention à l'opinion publique pour apprendre comment la politique gouvernementale est mise en œuvre à la base (*at grass-roots level*)". Mais ce dialogue "avec le public", pour exploiter largement les "opportunités offertes par internet" a beau être encouragé, voire réclamé de maints côtés, il n'en est pas moins dépourvu de conséquences précises. Quand, par exemple, la province du Shanxi publie dans la presse régionale les numé-

---

<sup>47</sup> Qui se succèdent d'un quinquennat à l'autre, selon un *cursus honorum* étalé sur dix à vingt ans.

ros des téléphones mobiles et les adresses *e-mail* des 260 principaux responsables provinciaux, accroît-elle vraiment la supervision des élections en cours dans le Parti ou le contrôle de ses activités courantes ? Quand l'école du Parti, située dans l'importante et riche ville de Suzhou (prov. du Jiangsu) accueille une cinquantaine de nouveaux élus de diverses localités de la province (nettement plus pauvre) du Jilin, pour leur faire visiter ses entreprises renommées et leur présenter un cours sur le développement économique, et que son exemple est suivi, de diverses façons, dans maintes autres cités et régions que la presse détaille <sup>48</sup>, cette formation, sans doute utile, rend-elle "plus sélectif" et "plus ouvert" le choix des responsables dans le Parti ?

Selon un membre du Comité central du PCC, Du Qinglin, il y aurait 32.000 non-communistes occupant des postes de responsabilité à divers échelons de l'État, dont 19 dans les services du cabinet ministériel et de la Cour Suprême et 207 dans les institutions de 30 (sur 31) des provinces et municipalités de rang équivalent, ce qui implique que l'essentiel des 32.000 précités seraient employés dans des rangs inférieurs. Ceci, pour un total de 807.000 membres pour les huit partis ayant survécu à la victoire du PCC, en 1949. <sup>49</sup> Soit, au total et au regard des adhérents du PCC lui-même, moins de 1%...

**Deuxième question : comment distinguer la classe dominante des classes possédant l'essentiel des moyens de production et d'échange ?** J'évoque ces classes au pluriel, non pour attirer l'attention sur leur très inégal saupoudrage régional <sup>50</sup>, ni pour promener le lecteur sur l'escalier qui descend des "monopoles" jusqu'aux menus "ateliers" et autres boutiques et étals du commerce ou des "services", mais bien pour l'avertir que dans cet ensemble très changeant, il n'est pas de limites stables et dûment balisées. Ici, le paysage ressemble à mon pays natal, cette Flandre maritime où les frontières ne s'appuient sur aucun repère naturel, dans une vaste plaine littorale dont les flux et reflux de l'histoire ont sans cesse "rectifié" les limites entre les États aujourd'hui dénommés France et Belgique (ou leurs antécédents). Dans la Chine actuelle, les "frontières" entre le public et le privé, comme entre le

---

<sup>48</sup> Les exemples cités ont été rapportés par le *China Daily*, de décembre 2010 à février 2011.

<sup>49</sup> Les chiffres, tous cités par Du, sont extraits du *China Daily* du 28 février 2011.

<sup>50</sup> Sur lequel l'excellent *Atlas de la Chine* dirigé par Thierry Sanjuan (Ed. Autrement, Paris, 2008) donne une éclairante vue d'ensemble (pp. 40-41).

chinois et l'étranger changent presque d'année en année, non sans de fréquentes superpositions.

Sous ces diaprures durables ou fugaces l'existence de multiples classes propriétaires n'est pourtant pas douteuse. Une part essentielle de la réforme réclamée par Wen Jiabao (et ses planificateurs), comme par Hu Jintao lui-même, implique un tracé attentif de la *frontière franco-belge*, pour démêler le pouvoir de la propriété, non pour les dresser l'une contre l'autre, mais pour responsabiliser plus clairement ceux qui les exercent. Du côté du pouvoir, ce qui est en cause, c'est l'ordre public et, s'il se peut, "l'harmonie sociale". Du côté de la propriété, il s'agit de produire plus et mieux, de rentabiliser davantage et, s'il se peut, de partager "plus justement" la valeur ainsi créée.

Les firmes nées au début de l'ère Deng Xiaoping, prolongeaient à Shenzhen - c'est-à-dire autour de Hong Kong - comme dans les autres "zones spéciales" un succès déjà bien établi. Leur réussite, en Chine même, est passée de l'imitation à la prolifération, à mesure que les capitaux apportés par la diaspora chinoise ont été renforcés par d'importants flux asiatiques, puis européens et américains. Les usines qui ont poussé en Chine ont inondé le marché mondial de produits faciles à fabriquer, tandis que des entreprises publiques, fondées par décision des autorités chinoises (et plus tard issues de la réforme de l'industrie lourde "à la soviétique") se sont engagées dans des productions plus ambitieuses. Bientôt si ambitieuses que des firmes multinationales (FMN) sont venues se joindre à elles, pour s'installer sur le marché chinois, bénéficiant de sa main-d'œuvre à bon marché et y conquérir de nouveaux débouchés. Des entreprises mixtes sont nées de la sorte, mariant diverses antennes de l'État chinois à des groupes "monopolistes" de réputation mondiale. La complexité s'est accrue par utilisation de capacités américaines ou européennes d'ingénierie au service des grands travaux de plus en plus ambitieux décidés par des autorités chinoises (nationales ou provinciales), le barrage des Trois Gorges étant le cas le plus connu. Mais aussi par apprentissage ou/et imitation de fabrications plus raffinées ce qui a, notamment fait de la Chine un important producteur d'ordinateurs, de matériel ferroviaire, routier, automobile, aérien, etc. De grandes sociétés chinoises sont nées (comme industries ou comme antennes "administratives") pour l'équipement des ports, des armées, des laboratoires, des agences spatiales et autres, comme pour étoffer un appareil bancaire et financier que l'on retrouvera plus loin.

Tout ceci s'est étalé sur les quatre dernières décennies et se poursuit, souvent en s'accélégrant. Mais, chemin faisant, le pouvoir chinois s'est employé, avec beaucoup de circonspection, à "mettre en ordre" son économie, sans jamais partir d'un programme ultra-détaillé. Le plus souvent, les changements ont été locaux, voire circonstanciels. Seules les réussites avérées ont été quelque peu généralisées, par un



mélange d'initiatives où les ministères, les provinces et les grandes entreprises déjà bien assises ont pris leur part. D'où l'embrouillamini que les auteurs du 12<sup>e</sup> Plan voudraient voir démêler. Qu'ils y réussissent ou non, les classes qui remplissent la plupart des fonctions de la propriété dans la Chine actuelle, ne seront pas totalement clarifiées pour autant. En effet, ce sont des classes de "patrons" qui s'étalent depuis les dizaines de milliers de firmes privées - c'est-à-dire sans capitaux publics - de taille modeste, moyenne ou (parfois) massive et, plus encore, jusqu'aux classes abondantes de "cadres" (politiques ou/et technocratiques) dont les tuteurs relèvent de l'État central, d'une province (parfois associée à sa voisine), d'une grande municipalité (de statut "provincial") ou d'une antenne ministérielle ad hoc (c'est-à-dire ayant mission de piloter un chantier, un projet ou une tâche politiquement délicate). Encore faut-il souligner que "patrons" et "cadres" ne sont pas toujours chinois : il est des firmes mixtes où des étrangers participent aux "pouvoirs de la propriété" ; il en est d'autres (parfois cotées en bourse) où les étrangers sont plutôt des *sleeping partners*, sauf pour ce qui est de la stratégie de la firme ; et il en est enfin d'autres - peu nombreuses, mais souvent puissantes - où le "patronat" est pour l'essentiel étranger, mais où les "cadres" sont loin de l'être tous.

Vaste, mais sommaire tableau, auquel il faudrait ajouter deux séries de précisions. L'une pour détailler les éventuelles subtilités de la hiérarchie complète d'encadrement, jusqu'au dernier des "contremaîtres". L'autre pour spécifier l'ampleur présente et probable de la concentration du capital dans cet ensemble. Mais, à ma connaissance, la documentation est encore rare sur la taille et la vigueur des "monopoles" chinois, sur leur pénétration par les capitaux étrangers ou diasporiques et sur leurs extraversiones vers le vaste monde. Un *Lenovo*, fabricant et vendeur mondial d'ordinateurs (issu de la revente par *Microsoft* de son département des ordinateurs personnels), est assez bien connu. En revanche, la gamme complète des FMN chinoises est encore courte (peut-être), mais assurément en formation. Or c'est là que git une interrogation majeure pour le devenir du marché mondial : d'ores et déjà riche de FMN d'origines et d'objets très variés, ce marché est néanmoins pauvre en FMN où le pouvoir économique du capital est fortement marqué par le pouvoir politique d'un État. La Chine deviendra-t-elle la source principale d'une telle innovation dont il n'est jusqu'ici que peu d'exemples notoires, hormis l'Europe des premières décennies après 1945. <sup>51</sup>

Mais surtout le grand absent ci-avant est la question qui se situe au cœur du capitalisme en toutes ses variantes et transitions, à savoir celle du profit. On ne peut

---

<sup>51</sup> J'ai discuté ailleurs de l'effacement du capitalisme d'État en Europe, y compris ses rares survivances françaises et autres.

l'aborder clairement qu'en abordant un domaine très complexe et, depuis peu, très mobile en Chine : le devenir des classes dominées et exploitées.

**Troisième question, donc, qu'en est-il des classes exploitées et dominées ?**

Dans les sociétés bien développées et relativement stables, *la domination* fait référence aux effets du pouvoir politique, tandis que *l'exploitation* renvoie aux diverses formes de la propriété des moyens de production et d'échange, qu'elles soient capitalistes ou autres. Il n'y a que dans le capitalisme d'État qu'un amalgame de ces deux fonctions sociales - qui s'observait fréquemment dans les sociétés pré-capitalistes - a refait surface. En Chine, l'embrouillamini du pouvoir et de la propriété est tel qu'il faut inverser la recherche, c'est-à-dire partir de la situation des classes dominées et exploitées dont le PCC a hérité, pour apercevoir ce qu'est et ce que devient la plus-value qui nourrit les flux du profit, de la rente et de l'impôt.

La Chine du grand essor économique de l'ère Deng Xiaoping, la Chine qui devient, alors, un paradis de l'investissement capitaliste, a hérité d'une misère paysanne multi-séculaire que les péripéties de l'ère maoïste n'ont pu résorber, bien au contraire : en éliminant l'essentiel des classes moins infortunées et en provoquant même un regain ravageur de misère, l'ère Mao a façonné une Chine miséreuse. L'élan capitaliste donné par Deng a dû faire de cette misère, peu à peu et partiellement réduite, la base première sur laquelle le profit et la rente ont pu se réélaborer, cependant que l'impôt a, un peu plus vite, repris quelque élan et nourri les initiatives spectaculaires de cette nouvelle époque.

Deng a rapidement affermi ses initiatives politiques, en rendant la terre aux paysans, puis en offrant divers exutoires à une main d'œuvre tirée des campagnes. Le niveau des revenus paysans et des salaires urbains a pu augmenter quelque peu, tandis que l'impôt devenait plus substantiel. L'arrivée de capitaux diasporiques, puis étrangers, et l'élargissement des débouchés marchands, de par le monde, a prolongé la lente et modeste hausse des salaires, avec des exceptions plus nettes en faveur des emplois qualifiés et des "serviteurs de l'État", tandis qu'en ville, comme aux marges marchandes des paysanneries, une petite reviviscence de l'artisanat et de la boutique élargissait la gamme des revenus.

Puis est venue, vers la fin du 20<sup>è</sup> siècle, une période où les relations sociales se sont durcies : l'afflux tardif, mais massif, de "jeunes instruits", la concurrence des main-d'œuvre abondantes de pays asiatiques plus stagnants que la Chine, les besoins stimulés par de nouveaux éclairages médiatiques, les premiers effets, même, d'une démographie freinée, tout cela s'est mêlé en cocktails divers selon les régions et selon les mouvements (de paysans ou de salariés) et s'est traduit par des révoltes et

des grèves, mais surtout par des hausses de revenus. Aujourd'hui, les régions côtières et autres zones mieux développées, essayent d'aspirer plus de main-d'œuvre et de meilleure qualité, les industries les mieux modernisées et les plus techniciennes commencent à rivaliser de zèle et d'attrait, les laboratoires et institutions savantes ne sont pas de reste et s'efforcent d'attirer davantage de "talents" de l'outre-mer, une pénurie de *managers* qualifiés se fait parfois sentir.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les appels de Wen et de ses planificateurs en vue d'une réforme plus rapide et mieux orientée. Les opinions publiées par la presse et les commentaires de diverses institutions savantes commencent à réclamer des réformes mieux ciblées que les propositions officielles. Elles concernent moins les revenus des paysans, encore atones (sauf capture de "leurs" terres) d'autant qu'au marché les prix sont orientés à la hausse ; mais elles prennent de la consistance, pour ce qui est des salaires. De ce côté-là, on parle de débrider les syndicats (officiels), de rétablir le "droit de grève" (éliminé de la constitution en 1982), d'organiser périodiquement des négociations collectives. À la recherche de "l'harmonie sociale", les classes exploitées et dominées commencent à se faire entendre plus nettement. Par exemple, une association non gouvernementale publie un *China Labour Bulletin*, qui évoque en termes prudents et modérés, les problèmes que de telles négociations pourraient corriger ou prévenir. Ses suggestions sont reprises et discutées sur de nombreux blogs, tout comme leurs homologues d'autres origines. En 2012, c'est-à-dire au long d'une année de relève <sup>52</sup>, il se pourrait que, selon l'intensité des tensions sociales, les hésitations du pouvoir viennent mêler répressions et concessions. Mais il est vraisemblable que de multiples réformes (et réformettes) locales et partielles serviront d'expériences pratiques, avant que d'éventuelles généralisations soient décidées. Un regain de vigueur contre la spéculation et la concussion pourrait envelopper des réformes "sociales" (éducation, santé, etc.) de portée régionale ou spécialisée, plutôt que d'ambitieux progrès généraux de la "sécurité sociale". Les directions d'entreprises insuffisamment attentives aux conditions de travail et de vie de leurs salariés pourraient aussi offrir des cibles exemplaires. Et, dans les régions (ou les branches d'industrie) les plus riches, des hausses salariales (parfois négociées de façon démonstrative) pourraient advenir avec quelque publicité. Bref, mon hypothèse est qu'une sorte de tournant (pluriannuel autant que prudent) sera expérimenté.

Cette hypothèse repose sur une constatation : c'est qu'en Chine - pour de longues années encore - l'exode rural est le réservoir principal de progrès ; que le PCC

---

<sup>52</sup> Où les neuf membres du secrétariat du Bureau Politique devront (tous ?) avoir fait place à leurs adjoints déjà en fonction.

en est généralement conscient et qu'il centre ses efforts et ajustements sur l'utilisation progressive de cette réserve de main-d'œuvre <sup>53</sup>. Aujourd'hui que cet exode a pris un grand élan, la question des dizaines de millions de migrants est devenue essentielle. Ces migrants sont des jeunes (plus que des familles) en transit entre le village et une embauche (plus ou moins durable) en ville, avec retour (en période de fête ou en crise) vers le village, transit suivi, tôt ou tard, par une installation plus durable dans des zones rendues plus accueillantes, notamment en logements et (de plus en plus) en écoles. Cette question politique centrale est aussi une question économique décisive <sup>54</sup>, car les niveaux de salaires et autres revenus qui incitent à quitter la campagne servent, en somme, de régulateur pour toute la gamme des salaires ; servent, donc, de base pour l'appréciation des profits ; et servent, enfin, de comparateur international pour les investisseurs (de l'étranger, de la diaspora et, peu à peu, de la Chine même) qui cherchent où loger la croissance de leurs firmes industrielles (et des branches connexes).

Evidemment, le schéma que je viens de présenter doit être enrichi de boucles et de greffons multiples pour tenir compte du besoin (et du coût) d'une main-d'œuvre mieux qualifiée ; des effets fluctuants des prix agricoles (et des importations alimentaires) ; des opportunités diverses qu'offrent le commerce et la finance <sup>55</sup> ; et des besoins d'autre nature que le pouvoir doit rémunérer dans son appareil, armée comprise. Mais il n'en reste pas moins que, tant que le réservoir-à-migrants autorisera des déversements massifs de main-d'œuvre, il sera le régulateur premier des salaires et profits. L'impôt qui opère en force sera le premier à sortir de sa zone d'influence, ce qu'il a commencé de faire, avec vigueur, dès qu'il a pu arbitrer, à sa guise, entre ses priorités et "l'harmonie sociale", si bien qu'il pourra (déjà ? bientôt ?) prêter plus d'attention à ladite "harmonie" dont l'amélioration sera assurément onéreuse.

---

<sup>53</sup> Hormis le cas des minorités tibétaines, ouïgoures, mongoles et autres qui requièrent des soins particuliers, à discuter plus loin.

<sup>54</sup> Dans la France des "trente glorieuses" (1945-1975) l'essor économique a été nourri par un déversement de paysans vers l'industrie (et, un peu moins, le "tertiaire"), industrie qui a foisonné dans la vallée de la Seine, la Bretagne et autres régions visées par l'"Aménagement du Territoire". Dans l'Angleterre industrielle, l'essor de la construction "pour les classes populaires" n'a commencé qu'après 1945, tandis qu'en France, le développement massif des HLM (habitations à loyer modéré) n'a décollé que vers 1960.

<sup>55</sup> Et même le banditisme, en ses diverses variantes (prostitution, drogue et jeu compris).

Il viendra un moment où d'une province à l'autre, le réservoir jouera un rôle moins décisif, mais quand ? et sur combien d'années ou de décennies cette transition s'étalera-t-elle ? Compte tenu des incertitudes de la conjoncture mondiale (notamment pour ce qui est des exportations chinoises), des incertitudes de la compétition des pays asiatiques (où existent d'autres réservoirs-à-migrants) et des aléas, mal prévisibles de la démographie chinoise, je n'aventurerai aucune hypothèse à ce propos. Tout au plus, considérerai-je, que la Chine a le temps de prendre un tournant vers une "harmonie sociale" moins rude que celle qui est aujourd'hui sienne. Je n'aventurerai non plus aucune hypothèse sur ce que deviendront les visées du pouvoir en Chine durant cet éventuel tournant. Mais, faisant usage de conclusions que j'ai établies par ailleurs, je tirerais seulement argument des enseignements de Max Weber et d'Antonio Gramsci qui, dûment combinés, définissent les plus sages leçons que l'on puisse tirer des luttes de classes, aussi longtemps que la recette des sociétés sans classes n'aura pas été établie et validée expérimentalement.

Je pense en effet que, sur sa présente lancée, la Chine va devenir une société aux classes de plus en plus contrastées et, donc, de plus en plus portées vers des affrontements majeurs et massifs, pouvant dévier de maintes façons. La gamme des possibles est largement ouverte. Si je l'interprète de façon optimiste, je puis espérer qu'à l'expérience, les divers pouvoirs chinois et leurs opposants peu à peu musclés, pourraient trouver le moyen de concrétiser "l'harmonie sociale" dont on leur parle tant, en bâtissant un meilleur équilibre dynamique entre le pouvoir virtuellement omnipotent d'aujourd'hui et la multitude des pouvoirs nouveaux, d'échelle variable, qui viendront enrichir la société civile. Un cran plus loin dans l'optimisme, il me faut supposer que l'expansion chinoise aidera à tempérer la "mondialisation à base de "multinationales" capitalistes qui se répand présentement, en lui mêlant une dose d'intervention étatique mieux finalisée - ce sur quoi je reviendrai, dans le prochain chapitre - auquel cas mon "modèle Weber-Gramsci mâtinant Marx" prendra quelque élan à l'échelle mondiale.

En effet, il y a au cœur du pouvoir politique, comme l'a fort bien compris Max Weber (1864-1920), "un monopole de la violence légitime", c'est-à-dire une capacité de maintenir l'ordre dans la société tout entière (en l'occurrence l'Empire allemand), en usant à cette fin d'appareils bien différenciés, pour corriger les diverses sortes de désordre. Le mot clé de cette conception weberienne, c'est "*légitime*". Weber a vécu dans un temps où la légitimité impériale était faite des traditions respectueuses de fortes hiérarchies politiques et économiques. Elle commençait à peine à s'enrichir des quelques points d'appui conquis par (ou accordés à) des forces sociales organisées ou naissantes, à demi insérées dans l'édifice social. C'était l'époque où le jeune parti social-démocrate allemand et un syndicalisme assez puissant cristalli-

saient une large part des classes dominées et exploitées, dans un empire encore peu démocratisé, mais déjà doté d'institutions parlementaires non négligeables.

Une génération plus tard, Antonio Gramsci (1891-1937), riche d'une expérience enrichie par la première guerre mondiale (1914-18), par la révolution bolcheviste et par la montée du fascisme en Italie, conçoit plus clairement la légitimité que la domination politique peut établir et garder. Elle mûrit lorsque la plupart des classes sont libres de s'organiser et d'affronter le pouvoir établi, sans craindre une excessive violence de l'État. Celui-ci doit ajuster ses décisions à certaines demandes des classes dominées : équilibrage délicat, à travailler sans cesse et à enrichir de concertations continues et d'agencements nouveaux, autant qu'il en est besoin pour qu'une large partie de la société se fasse entendre. Au pouvoir de l'État sur toute la société civile, répond le pouvoir de cette société civile sur bien des aspects du fonctionnement étatique.

Les variantes occidentales de cet équilibrage sont très diverses et ce n'est point ici le lieu d'en discuter.<sup>56</sup> L'exploration de variantes chinoises (virtuelles ou potentielles) serait hautement souhaitable. Dire comment et à quelle(s) échelle(s), les salaires et autres revenus sont à négocier périodiquement ; dire comment débattre des impôts et autres ponctions sur la richesse nationale pour financer les charges communes (mais lesquelles ?) ; dire quelles extensions nouvelles ces deux missions complémentaires doivent recevoir ; et, de fil en aiguille, débattre de tout le tissu social ; telles devraient être, dans toute leur généralité les tâches génériques d'une société planifiant son avenir autant que faire se peut, dans une économie socialiste de marché (tant que marché il y aura...), en affinant sans cesse "l'harmonie sociale". La Chine a des mots pour dire cela, en termes vagues et généreux. Il lui reste à inventer, patiemment, méthodiquement et expérimentalement, les voies et moyens de telles actions.

À en juger par ce que je crois avoir compris de son organisation politique présente, de son élan économique actuel et de son héritage culturel, je crains évidemment que la Chine soit encore très loin de compte. Mais je tire quelque réconfort de ses tentatives et tâtonnements d'aujourd'hui, avant de découvrir (au prochain chapitre) en quoi son épanouissement prudent, dans un système mondial partout surplombé par les USA, pourrait contribuer au même objectif.

---

<sup>56</sup> Voir *La Société*, op. cit. (tomes 5 [[URL](#)] et 6 [[URL](#)]). [Dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]

L'été chinois. Essai.

## Chapitre 2

---

# Un monde perturbé par l'essor chinois

[Retour à la table des matières](#)

Pour tenter d'apercevoir le monde d'un point de vue chinois, il faut d'abord réorienter ses cartes mentales. Le lecteur européen ou américain loge la Chine en Extrême-Orient, mais pour qui vit à Pékin, l'orient se situe au delà de l'Océan Pacifique : en somme, New-York et les États-Unis forment son extrême-orient. Quant au *Far West* des films américains qui ne sont plus inconnus en Chine, un pékinois ne peut l'imaginer comme un "lointain Ouest", car son *far west* à lui, s'il y pensait, se situerait du côté de la petite Europe. Le tour du monde centré sur la Chine auquel je vais convier le lecteur abandonnera donc la terminologie pseudo-géographique que l'Occident impérial s'est forgée. Un tel voyage panoramique est nécessaire tant la Chine d'échelle mondiale (qui se construit comme l'on sait) secoue toute la planète. Chemin faisant depuis les contours chinois jusqu'aux antipodes de cet immense pays, il faudra sans cesse essayer de comprendre ce qu'est la vision chinoise du monde ainsi traversé.

Comme tout empire assemblé au cours d'une longue histoire, la Chine est composite. A son apogée territoriale, en 1759, la dynastie Qing contrôlait un espace nettement plus vaste que l'actuelle République Populaire de Chine. Les principales différences se situent au nord du fleuve Amour (région annexée par la Russie tsariste) et en Mongolie dont les vastes confins Kalmouks et Kazaks se détachèrent vite de l'em-

pire sino-mandchou. La zone la plus discutée, aujourd'hui, est, à l'ouest, celle du Tibet et de son voisinage. Elle comprend la "région autonome" du Tibet et une partie des provinces où le peuplement tibétain est substantiel (Gansu et Qinghai). Les Tibétains qui vivent dans ces provinces et cette "région autonome" seraient 5 à 6, voire 7 millions, selon des sources mal vérifiables. Les révoltes n'ont pas été rares au cours des cinquante dernières années, dans cette zone où le féodalisme des religieux lamaïques se laisse mal résorber par un État chinois qui a éliminé le servage, mais n'a pas su séduire le peuple tibétain, nonobstant d'importantes modernisations des transports et de l'éducation, accompagnées d'un renforcement du tourisme (chinois et international) vers Lhassa. L'*harmonie sociale* a encore de grands progrès à accomplir par ici.

Dans la "région autonome" voisine, celle du Xinjiang qui est, pour l'essentiel, de peuplement ouïgour, les conflits russo-chinois qui partagèrent le Turkestan entre les deux empires rivaux semblent désormais apaisés, mais les troubles de plusieurs États d'Asie centrale, issus de l'ex-URSS, pourraient les raviver. Toutefois les États héritiers des deux empires de naguère y veillent, comme on en jugera en examinant la façade nord de l'immense Chine. En effet, pour scander ce vaste tour au delà des frontières chinoises, je vais le présenter, en passant d'une façade à l'autre, dans le sens contraire à celui des aiguilles d'une montre, en progressant du nord à l'ouest, puis du sud à l'est, ce qui permettra de multiplier les points de vue sur la Chine, tout en observant les regards de celle-ci sur ses nombreux voisins.



## *(5) Les façades de l'immense Chine.*

### [Retour à la table des matières](#)

Au nord de la Chine, la Russie et les autres États héritiers de l'URSS occupent tout le terrain, si l'on veut bien considérer que la Mongolie fut jusqu'au début des années 1980, si "proche" de l'URSS qu'elle ne s'en distinguait guère.<sup>57</sup> Entre la Chine proprement dite et ses voisins du nord, la discontinuité est parfois naturelle - du fait de l'immense désert de Gobi - mais souvent aussi politique. Ainsi, la frontière qui se confond avec le fleuve Amour sépare une province chinoise (Heilongjiang) où vivent 60 millions de Chinois et un oblast peuplé par 7 millions de Russes, la différence de densité s'étant accusée tout au long des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles.

A partir des années 1980, cette immense région tardivement apaisée est devenue de plus en plus coopérative. Les échanges se sont fortement accrus. L'oblast de l'Amour a concédé à des immigrants chinois près de 2 millions d'hectares (en jachère ou à défricher). La Sibérie s'est largement ouverte au commerce chinois. Une alliance russo-chinoise a été fondée à Shanghai en 2001, avec la participation du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Cette SCO (*Shanghai Cooperation Organisation*) a été rejointe par plusieurs pays ayant statut d'observateur. Par ses réunions annuelles, la SCO a facilité accords et travaux. En 2004, un traité russo-chinois apurant de vieilles querelles frontalières a amplifié son élan. La ligne ferroviaire qui relie le Xinjiang au reste de la Chine va être prolongée jusqu'au Kazakhstan, puis rejoindra le réseau russe. D'ores et déjà une liaison ferroviaire fonctionne entre Shanghai et Anvers, via la Mongolie et la Russie. Un peu plus au sud, la Chine projette de créer une "nouvelle route de la soie" en reliant, par le rail, l'Asie Centrale à la Turquie et en poussant une autoroute jusqu'à la mer Caspienne. Peut-être y a-t-il du rêve entre certaines de ces connexions joignant la façade ouest de la Chine à l'Europe dont elle est séparée par de rudes chaînes de montagnes. Mais il y aura assurément du pétrole dans les oléoducs qui rattacheront la Sibérie orientale à l'océan Pacifique, la mer Caspienne au Kazakhstan (déjà relié au Xinjiang) et les

---

<sup>57</sup> Contrairement à sa position, parfois éminente, des siècles précédents : mais ceci est une autre histoire.

Iles Kouriles à la région de Shanghai, le tout achevable vers 2012, sauf aléas classiques des grands projets pétroliers internationaux.

Quittant les façades nord et ouest pour celle du sud, on s'éloigne de l'immense plateau tibétain, pour s'adosser désormais aux énormes massifs montagneux du Pamir et de l'Himalaya. Mais ces barrières naturelles, de beaucoup supérieures aux grandes murailles que Pékin entretint, des siècles durant pour arrêter les envahisseurs venus des steppes mongoles et autres <sup>58</sup> ne forment pas pour autant une zone-tampon pacifiante. Dans leurs replis, ces chaînes montagneuses servent encore de conservatoire pour d'anciens conflits, tandis que les fleuves puissants auxquels elles donnent naissance sont les causes ou les prétextes de lointains conflits.

Après 1945, la dissolution de l'Empire britannique des Indes a produit moins d'États que sa formation n'en avait assemblé, mais sans aboutir, jusqu'à présent, à une situation bien stable. La Partition formelle de 1947 a façonné, au prix de vastes massacres et de migrations massives, deux États principaux dont l'un au moins semble encore vulnérable. L'Inde paraît la mieux assise, mais il faut l'observer de près pour apercevoir ses faiblesses intrinsèques. Elle a intégré dans sa vaste confédération tous les États princiers indiens dont elle n'avait pas encore le contrôle direct, sauf à laisser survivre sur ses frontières nord le Népal et le Bhoutan <sup>59</sup>, mais elle n'a pas réussi à capter l'ensemble du Jammu et Cachemire (J&C). Là, une guerre sans cesse renaissante l'oppose au Pakistan qui contrôle le reste de cet ancien royaume. Guerre d'autant plus dangereuse qu'elle est bordée de conflits adventices : d'un côté la Chine revendique un pan du J&C <sup>60</sup> (dit Aksai) ; d'un autre côté, ce J&C est bordé par l'un des États de l'Inde actuelle - à savoir, l'Himachal Pradesh - où est hébergé, depuis 1959, le "gouvernement en exil" du Tibet, présidé par un dalaï lama, propagandiste mondial d'une improbable libération de "son" peuple. <sup>61</sup>

Le Pakistan formé en 1947 comprenait deux parties. Vers l'ouest, la riche vallée de l'Indus et un large morceau du Balouchistan montagneux formaient, d'Islamabad à Karachi, un Pakistan occidental, frontalier du J&C tant disputé. Vers l'est, là où le Brahmapoutre rejoint le delta du Gange, un Pakistan oriental non connecté au précédent était censé faire partie de la même entité politique. Mais dès 1971, la troisième

---

<sup>58</sup> Et dont les restes sont désormais soignés comme une attraction touristique, visible même par les astronautes.

<sup>59</sup> Après avoir annexé, dès 1975, le petit Etat du Sikkim qui séparait les deux précités.

<sup>60</sup> Selon la *Mac Mahon Line* définie par le traité anglo-chinois de Simla (1914).

<sup>61</sup> Le Dalaï Lama, chef religieux traditionnel, a dirigé ce "gouvernement" jusqu'en 2011. La désignation de son successeur fait problème.

guerre entre l'Inde et le Pakistan s'est soldée par la scission de ce dernier : le Pakistan oriental est devenu indépendant sous le nom de Bangla Desh. Depuis lors, l'Inde est virtuellement en paix avec ses deux voisins issus du Pakistan de 1947, mais c'est une paix fort troublée, à l'ouest, par le cas du J&C et par de multiples attentats pakistanais ; à l'est, par les poussées migratoires d'un Bangla Desh plus miséreux que l'Inde. Il faut ajouter à cela les turbulences politiques des États (intérieurs), proprement indiens, des zones proches du Bhoutan jusqu'aux confins de la Birmanie, pour comprendre les vigilances de la Chine sur toute sa façade sud. D'autant que l'Inde et le Pakistan disposent d'armes nucléaires, dans des conditions que l'on retrouvera plus loin.

Le Gange et le Brahmapoutre déversent leurs eaux au fond du Golfe du Bengale, où leurs crues majeures, suivies par des moussons tropicales, exposent le Bangla Desh à de très redoutables inondations quasiment annuelles. Tout le reste de la façade sud de la Chine est affecté par d'autres problèmes dûs aux fleuves venus de l'Himalaya ou du Tibet, que ce soient l'Irrawaddy et le Salouen qui irriguent la Birmanie ; le Chao Praya qui dessert la Thaïlande ; le Mekong qui arrose le Laos et le Cambodge, avant de finir sa course au Vietnam ; ou le Hong Hai (Fleuve Rouge) qui achève sa course dans le Golfe du Tonkin. Tous fleuves qui traversent des États très peuplés et sont très sollicités par la pêche, la navigation et même l'habitat fluvial. A quoi s'ajoutent, désormais, plusieurs dizaines de barrages et surtout de projets de grands barrages. Que ce soit du fait des États-Unis qui ont "perdu" l'Égypte (au bénéfice provisoire de l'URSS) pour avoir un temps gêné le financement du barrage d'Assouan, ou de la Chine, glorieuse réalisatrice du barrage des Trois Gorges, il est probable que les débats et les conflits politiques des toutes prochaines décennies seront marqués, dans toute l'Asie du sud-est, par cette problématique. D'ores et déjà, le Président Hu Jintao a incité la province du Yunnan à se considérer comme la "principale tête de pont" vers toute cette région

À quoi s'ajouteront, évidemment, les tensions particulières liées aux richesses, voire aux conflits des cinq États concernés : Myanmar (Birmanie) encore instable, hors sa vallée centrale, mais riche d'un pétrole convoité ; Laos et Cambodge, déjà en pleine dispute à propos d'un barrage que le premier diligente, depuis l'amont, contre l'avis du second qui s'étale en aval ; Thaïlande en conflit avec le Cambodge sur une partie non délimitée de la frontière ; Vietnam, enfin, dont l'hostilité envers la Chine ne se dément pas <sup>62</sup>. Plus généralement, la concurrence effective ou potentielle des bas salaires régionaux (notamment au Vietnam et en Thaïlande) commence à inquiéter

---

<sup>62</sup> En 1979, une guerre d'un mois a opposé les deux pays dans un contexte mouvant (rupture sino-russe et offensive vietnamienne au Cambodge pour déloger le régime de Pol Pot).

ter une Chine qui, en outre, veut renforcer son influence dans toute cette zone prolongée, par la péninsule longiligne où la Thaïlande jouxte la Malaisie jusqu'à la dissidente Singapour. La Fédération de Malaisie est à maints égards exemplaire. Les émirats qu'elle a assemblés à l'anglaise ne se sont pas égaillés quand l'empire britannique en a perdu le contrôle. Bien au contraire, leur fédération s'est enrichie de tout le nord de l'île de Bornéo <sup>63</sup>. Le peuplement malais s'est agrandi par un fort afflux de Chinois et d'Indiens, mais la coexistence des cultures et des religions a été plutôt bien agencée, tandis que l'exploitation des richesses forestières et minières a débouché sur une industrialisation réussie. La monarchie a également fédéré les émirs et sultans d'origine sans les déloger, mais en les encadrant par un régime parlementaire et un gouvernement électif de qualité passable. Les hautes tours de Kuala Lumpur ont fait oublier la "perte" de Singapour qui a fait sécession en 1965 <sup>64</sup>, mais qui n'en a pas moins continué d'être activement mêlé à l'économie malaise, tout en devenant le port de toute l'Asie du sud-est et l'une des portes des capitaux en transit vers la Chine de Deng.

Bien qu'au delà de Singapour on soit déjà loin de la Chine, force est de constater que la "présence" de celle-ci se fait encore sentir dans tout l'archipel d'Indonésie, sinon dans tout celui des Philippines. Dans son admirable *Carrefour Javanais* <sup>65</sup>, Denys Lombard a montré comment les "compagnies des Indes" (la hollandaise et l'anglaise) ont emprunté, vers Java puis vers tout l'archipel aujourd'hui indonésien, des voies commerciales déjà frayées par des marchands arabes, porteurs de l'islam, comme par des marchands indiens et chinois, ce qui a fait de l'Indonésie tout entière l'un des plus riches foyers de civilisation, toujours actif, malgré les spasmes guerriers et révolutionnaires du 20<sup>e</sup> siècle. Il est vraisemblable que ces liens s'enrichiront durant les prochaines décennies. En revanche, il est douteux qu'il en aille de même avec les Philippines, ancienne colonie des USA, chassés par le Japon en 1942, et reconquis après 1945, avec l'aide chétive des Pays Bas, après quoi ils héritèrent finalement d'un État devenu indépendant et ombrageux, sinon pleinement autonome vis-à-vis des États-Unis. Toujours est-il qu'ainsi l'on approche d'une Asie australe, façonnée par l'empire britannique mais farouchement indépendante. Quelle que soit l'ampleur de leur commerce avec la Chine, tant la Nouvelle Zélande que l'immense

---

<sup>63</sup> Hormis le sultanat de Brunéi, riche en pétrole...

<sup>64</sup> Singapour partage, de fait, avec Hong Kong, le pilotage financier de presque toute l'Asie du sud.

<sup>65</sup> Denys Lombard - *Le Carrefour Javanais* - Essai d'histoire globale (Tome 1 - Les limites de l'occidentalisation. Tome 2 - Les réseaux asiatiques. Tome 3 - L'héritage des royaumes concentriques). Ed. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1990.

Australie refusent les immigrants chinois et gèrent leur État et leur société dans un style toujours britannique. À leur voisinage, la petite Nouvelle Calédonie agit de semblable façon, mais "à la française", c'est-à-dire à la langue et à la civilité près.

Finalement, pour la Chine elle-même, la façade principale est celle de l'est, celle qui ouvre non point sur l'immense Pacifique, mais bien sur divers sacs de nœuds hérités des guerres du 20<sup>e</sup> siècle. Il y a tout d'abord Taïwan, cette ancienne Formose où les débris de l'armée nationaliste de Tchang Kai Chek se réfugièrent, après la victoire des communistes, en 1949. Les fuyards emportèrent une légitimité internationale, longuement protégée par les États-Unis et consacrée par un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Il fallut attendre 1971 pour que la République Populaire de Chine récupère ce poste éminent, mais les États-Unis (guidés par Kissinger, sous la présidence de Nixon) n'accordèrent cette concession, nécessaire pour préparer leur retrait du Vietnam, qu'en se bardant de précautions : vis-à-vis de leur Congrès en promettant aide et assistance au régime nationaliste qui survivait à Taïpeh ; et vis-à-vis de leur *EnE Défense*<sup>66</sup>, en fournissant régulièrement à l'armée taïwanaise un substantiel armement moderne - et sans doute aussi quelques renforts plus discrets.

Pékin ne l'a jamais entendu de même façon : Taïwan est une province chinoise où les États-Unis n'ont que faire. Mais, de 1971 à nos jours, à travers maintes péripéties, Taïwan, désormais exclue de l'ONU, a gardé son indépendance sous bouclier américain. En 2005, les États-Unis ont même obtenu du Japon l'engagement d'intervenir jusque dans le détroit de Formose, s'il fallait protéger Taïwan d'une attaque venue du continent. Cet apparent match nul est néanmoins démenti par une patiente chaîne d'arrangements "à la chinoise" qui sapent peu à peu la tutelle américaine. À toute livraison massive d'armes américaines à Taïwan, la Chine répond par de bruyantes gesticulations militaires, mais là n'est pas l'essentiel. En fait, Taïwan a contribué avec un peu de retard au flux des capitaux diasporiques qui ont nourri son élan, elle a trouvé sur le continent non point des concurrents qui gêneraient son propre essor économique, mais bien des débouchés massifs et, peu à peu, de riches filiales. L'essor commercial a finalement débouché sur l'établissement de lignes maritimes et aériennes directes, dispensant du détour par Hong Kong. L'essor financier s'y est adjoint quand des banques taïwanaises ont été autorisées à ouvrir des agences dans diverses zones chinoises. Les échanges familiaux entre Taïwanais et les provinces continentales ont débordé vers de puissants courants commerciaux et touristiques dans les deux sens. Cependant, le climat politique s'est transformé dans l'île de Tai-

---

<sup>66</sup> Cet *EnE* ou État-dans-l'État a été analysé dans le premier essai de la présente série : *L'automne des États-Unis*. [Essai disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

wan où une république démocratique mieux que présentable a mûri. Avec des majorités changeantes, les relations politiques avec le continent sont devenues plus courtoises et, de plus en plus, coopératives, cependant qu'en Chine même, Taïwan devient, plus encore que Hong Kong, un modèle politique enviable par bien des côtés. La formule "un État, deux régimes" qui s'applique pleinement à Hong Kong commence visiblement à tenter les Taïwanais. Mais elle ne triomphera que du jour où les États-Unis ne pourront plus s'y opposer, notamment si leur "fidèle" allié japonais s'y rallie.

Toujours sur la façade est, un autre sac de nœuds s'est noué en Corée et autour d'elle. Réduite à l'essentiel l'affaire se présente ainsi : la Corée, ex-colonie japonaise, a été divisée en 1945, puis après une guerre de 1950 à 1953 entre l'Amérique et la Chine, appuyées chacune par "sa" Corée, cette division et ces alliances se sont à peu près figées. La Corée du sud s'est presque émancipée, grâce à son remarquable essor économique et à une assez nette réforme politique, mais elle est toujours l'hôte (de moins en moins accueillant) d'une armée américaine. La Corée du nord, durcie dans son régime post-stalinien, a tenté de façon très aventureuse de s'affirmer. Vers 1997, l'évolution des deux Corée(s) a permis au sud d'amorcer une politique de rapprochement avec le nord, qui a produit de maigres résultats, mais a suscité de fortes réticences des États-Unis et, plus ou moins, du Japon. Le *statu quo* se maintiendrait au prix de quelques algarades mineures, si la Corée du nord (équipée d'un médiocre armement nucléaire) n'était pas, périodiquement ravagée par la famine et menacée d'implosion ou si les deux Corée(s) s'abstenaient de dramatiser, parfois à coups de canon, des incidents mineurs, provoqués par l'une ou l'autre.<sup>67</sup> Sans accord entre la Chine et les États-Unis - ou, à défaut, sauf coopération nippo-chinoise appuyée par la Russie<sup>68</sup> - la dangereuse situation présente perdurera. La Chine qui pourrait, peut-être, forcer un dénouement, semble ne pas y tenir, sans doute parce qu'elle craint la formation probable d'une Corée unifiée qui deviendrait comme un second Japon. Les États-Unis tiennent à garder leurs emprises régionales (y compris pour tenir en laisse le Japon). Ce dernier est, présentement, trop affaibli pour prendre une initiative. Tout le monde s'accorde donc pour faire fonctionner, de temps à autre, une Commission des Six".<sup>69</sup>

Entre la Chine et le Japon, on ne peut plus parler de sac de nœuds, tant les rançunes restent profondes et faciles à raviver (des deux côtés), avec cette circonstance aggravante qu'à tort ou (souvent) à raison, les dirigeants chinois aperçoivent

<sup>67</sup> Arraisonnement de bateau de pêche dans des eaux contestées, incidents sur la "ligne d'armistice" de Pan Mun Jon, etc.

<sup>68</sup> C'est-à-dire les trois voisins réels de la péninsule coréenne.

<sup>69</sup> Commission formée en 2003, à l'initiative de la Chine et comprenant tous les États nommés dans le § ci-avant. ???

l'ombre des États-Unis derrière les dirigeants japonais, si ce n'est à leurs côtés. Avant le 20<sup>e</sup> siècle, la Chine tenait le Japon pour négligeable, sans bien juger de l'ère Meiji. Pourtant, dès 1901, le Japon s'associa à l'incursion des puissances occidentales à Pékin, visant à parachever "l'ouverture" de la Chine et à y tailler des marchés, voire des emprises coloniales. Le Japon récidiva brutalement, à partir de 1931, en capturant la Mandchourie <sup>70</sup>, puis en conquérant de très larges pans de la république nationaliste de Tchang Kai-chek, au prix de massacres, tel celui de Nankin (1937). Les résistances disjointes et rivales des nationalistes et des communistes ne purent endiguer les poussées japonaises. Quand l'aviation nipponne détruisit la flotte américaine de Pearl Harbor (Hawaï, 1941), les États-Unis rejoignirent la seconde guerre mondiale et tentèrent de renforcer l'armée nationaliste, sans grand succès. En 1945, après la destruction nucléaire de Hiroshima et Nagasaki, le vent tourna. Le Japon capitula et subit une occupation militaire américaine, plus tard convertie en une sorte d'alliance-tutelle qui dure encore, cependant qu'en Chine l'ère maoïste commençait pleinement en 1949.

Dès lors, dans un contexte bientôt qualifié de guerre froide, la Chine communiste fit l'objet d'attaques américaines qui s'enchaînèrent longuement. Le siège chinois à l'ONU revint à la république nationaliste, repliée à Taïwan. L'intervention américaine dans la guerre de Corée (1950-53) se déploya sous l'égide de l'ONU. L'aide militaire des États-Unis à la Corée (du sud) et à Taïwan ne fut pas interrompue quand la négociation sino-américaine de 1971 restitua le siège onusien à la République "continentale" qui vit également reconnaître son statut de puissance nucléaire. Les États-Unis, délivrés des séquelles de l'alliance russo-chinoise, mirent encore quelques années avant de se dégager du Vietnam (1975), mais maintinrent leurs bases en Corée (du sud) et leur aide militaire à Taïwan. Cette situation perdure, avec une complicité japonaise (parfois assagie, mais jamais annulée), tandis que la Chine qui s'emploie à séduire Taïwan, comme l'on sait, salue chaque nouvelle livraison d'armes américaines à Taïwan par une bordée de dénonciations politiques et de contre-manœuvres militaires (mais non ouvertement guerrières).

Certes, le temps aidant, ces conflits larvés ont été coupés par maintes éclaircies, mais aucune embellie profonde n'a pu être acquise jusqu'ici. Les États-Unis - dont la *7<sup>e</sup> Flotte* police tout le Pacifique - "justifient" leurs "aides" persistantes par l'obligation que le Sénat (américain) a imposée (en 1971). <sup>71</sup> Jamais, ils n'ont envisagé,

<sup>70</sup> Convertie en un Mandchoukouo semi-colonial, dont l'existence fût néanmoins "reconnue" par divers pays.

<sup>71</sup> Pour donner son accord au transfert à la "Chine communiste", du siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, enlevé à "l'allié taïwanais"...

jusqu'ici, de rénover les relations entre la Chine, la ou les Corée(s), le Japon et eux-mêmes par une négociation d'ensemble. Jamais, non plus, les tentatives régionales où la Chine et la ou les Corée(s) se sont impliquées n'ont pu porter de fruits, faute d'inclure les États-Unis (toujours présents dans la coulisse et parfois assis à la table de négociations fragmentaires). Néanmoins, d'honnêtes relations de voisinage se manifestent parfois. Ainsi, en 2011, le Japon a reçu, pour le Festival du Printemps, plus de 67.000 touristes chinois (soit 60% de plus qu'en 2010) tandis que, de son côté, la Chine n'a pas manqué d'offrir à ce pays désolé par l'accident nucléaire de Fukushima, ses condoléances et quelques secours.<sup>72</sup> La multiplication de telles relations semble souhaitée, de part et d'autre, d'autant que les tensions potentielles entre Chine et Japon perdent de leur vigueur propre. En termes de compétition économique, la Chine qui vient de dépasser le PIB global du Japon reste néanmoins l'un de ses meilleurs client et fournisseur. En termes culturels, il y a plus d'intimes parentés entre ces deux pays qu'entre l'un d'eux et l'Europe ou les États-Unis. En termes politiques, les profondes blessures chinoises dûes aux guerres japonaises commencent enfin à se cicatrifier. Mais la *7è Flotte*, les bases américaines, l'*EnE Défense*<sup>73</sup> sont toujours actifs et vigilants (non sans contreparties chinoises que l'on retrouvera plus loin), si bien que la pacification profonde n'est pas en vue sur la façade est de la Chine...

Pour n'omettre aucun conflit potentiel "visible" au delà de cette façade, il faudrait encore évoquer le cas des Iles Kouriles, archipel que l'URSS a arraché au Japon en 1945. Comme aucun traité de paix russo-nippon n'a été signé, le statut de ces îles n'est pas défini en droit international. Mais leurs riches dépôts pétroliers que plusieurs compagnies internationales, (associées ou courtisanes du russe Rosneft) sont intéressées par cette ressource, pour laquelle la Chine s'est d'ores et déjà portée cliente. Donc, il faut voir dans ce cas particulier un de ces accidents de l'histoire qui peut être envenimé par l'une ou l'autre des parties concernées, mais qui ne présente pas de risque majeur et proche.

Le dernier cas à envisager est plus complexe, de par sa vaste portée. Il s'agit de quelques îlots de la Mer Jaune bordée par la Chine et par la péninsule coréenne. Dans cette zone où la frontière a été vaguement tracée par l'armistice de Pan Mun Jon, les deux Corée(s) se disputent ces îlots aux abords très poissonneux, ce qui a plusieurs fois donné lieu à des querelles entre barques de pêcheurs. Toutefois la Corée du sud ayant décidé de construire sur deux de ces îlots, une agence scientifi-

---

<sup>72</sup> Tout en raréfiant ses importations des pêcheries nippones.

<sup>73</sup> Voir sur le présent site, l'essai intitulé *L'automne des États-Unis* où les *EnE*-sortes "d'État dans l'État" - sont analysés.



que maritime (*a maritime science facility*) peu définie <sup>74</sup> la Corée du nord a manifesté son opposition à coups de canon et l'affaire s'est envenimée pendant quelques jours, avant que la Chine et, plus ou moins, le Japon, y mettent le holà. L'affaire mériterait tout au plus une petite table ronde diplomatique, si elle ne faisait affleurer, ici, une immense question débattue de multiples façons dans la Mer de Chine Méridionale (*South China Sea*), très large bras de l'océan Pacifique qui s'étend du détroit de Malacca au détroit de Formose, c'est-à-dire sur la principale route maritime reliant Singapour à Hong Kong et à Shanghai. Ici, il n'est plus question d'ilots et de poisson, mais d'un flux continu de pétroliers et de porte-conteneurs, mêlés à d'autres cargos et à de plus rares paquebots qui irriguent tout le grand sud-est de l'Asie. Dans cette immense zone, les conflits d'allure frontalière ont été et demeurent multiples et sont parfois envenimés par des poussées de piraterie.

De toutes les marines concernées par la police de ces trafics, la plus vigilante est, finalement, la 7<sup>e</sup> Flotte américaine, mais la Chine qui n'a pas (encore...) les moyens de rivaliser avec celle-ci n'en soutient pas moins plusieurs prétentions historiques sur des îles et des espaces maritimes inclus dans d'autres pays <sup>75</sup>, selon des frontières non ou mal "reconnues" par les États concernés. Outre les arguments de chacun des États en cause, deux difficultés durables nuisent à la résolution des conflits (actuels ou potentiels). <sup>76</sup> D'une part les États-Unis n'ont jamais ratifié la Convention onusienne sur le Droit de la Mer (1982) que 160 pays (dont la Chine) ont déjà signé. D'autre part, USA et Chine ont affirmé, à divers moments leurs "intérêts vitaux" et leurs "droits souverains indisputables" sur les divers points litigieux (énoncés par la note 75). On serait donc en présence d'un *casus belli* n'était la circonspection dont les deux rivaux font preuve lorsqu'un cas particulier devient inflammable. Mais ce *statu quo* implicite n'est blindé d'aucune façon. N'importe quel incident semblable à celui qu'ont déclenché, en avril 2010, les deux Corée(s) pourrait, en s'envenimant, conduire à une mobilisation de solidarités et d'intérêts contradictoires, dans les mers de Chine septentrionale ou méridionale, voire à un affrontement direct des deux puissances principales. Les USA le savent, qui s'en tiennent à l'usage de leur 7<sup>e</sup> Flotte à partir de tous ses points d'appui. La Chine le sait, car elle est consciente de sa faiblesse relativement aux États-Unis. Mais les

---

<sup>74</sup> Le *China Daily* du 5/4/2010 indique simplement qu'il s'agit d'observer et d'analyser le climat et d'autres phénomènes naturels.

<sup>75</sup> Îles Natuna (contrôlées par l'Indonésie), champs pétrolifères voisins de certaines Philippines, une partie des îles Spratly (Vietnam), certains champs pétrolifères du golfe de Thaïlande (entre ce pays et le Cambodge)

<sup>76</sup> Conflits qui s'enflent notamment lors de la délivrance de permis d'exploitation pétrolière ou autre.

rapports et, donc, les positions des deux puissances évoluent vite. Par ici, l'automne américain et l'été chinois influenceront fortement le climat régional.

Sans doute pour de longues années encore, la balance entre États-Unis et Chine ne se déplacera pas très brutalement, si bien que la Chine peut continuer de regarder le monde autour d'elle avec sérénité. Aucune de ses façades ne donne vue sur de proches périls majeurs, ni sur des forces aujourd'hui très menaçantes.

## *(6) Plus loin, d'autres puissances vues par la Chine*

### [Retour à la table des matières](#)

Mais pour en juger d'un point de vue mondial, il faut assurément regarder, bien au delà de ces façades, pour jauger les avenir que les principales puissances asiatiques se préparent. Et plus loin encore, pour apprécier autant qu'il se peut le retentissement éventuel, jusqu'en Chine, de ce que l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique vont faire. Après quoi il sera temps d'en venir au principal problème chinois (et mondial) des toutes prochaines décennies, à savoir : le devenir du système mondial quand les feuilles mortes de l'automne américain se disperseront à tous les vents.

En principe, trois des puissances asiatiques déjà évoquées devraient être examinées derechef : le Japon, l'Inde et la Russie. Mais le premier n'arrive pas à se départir d'un système politique où la fidélité de l'électorat à un parti libéral-démocrate est presque indéfectible<sup>77</sup>, si bien que les victoires occasionnelles de majorités d'autres venues n'ont pu durer assez longtemps pour permettre une novation. L'une de ces majorités a triomphé en 2009, mais avait à peine commencé d'esquisser une révision des "accords" liant le Japon aux États-Unis qu'elle s'est fissurée. La catastrophe de Fukushima lui a porté le coup de grâce, car il est probable que le Japon retombera pour quelques nouvelles années dans sa vieille ornière. La Chine qui l'a dépassé en termes d'économie globale aura tout loisir de renforcer son avance -

---

<sup>77</sup> Grâce à une paysannerie surprotégée, à des entreprises liées à l'Etat par des marchés de travaux publics surabondants et juteux et à la collusion traditionnelle des diverses factions de ce parti avec les grands groupes privés, le tout saupoudré d'à-côtés mafieux bien agencés.

jusqu'à rejoindre le niveau global des États-Unis, sinon leur écrasante force militaire - avant qu'un Japon ragaillardisé puisse derechef l'inquiéter sérieusement.

Le cas de l'Inde est tout à fait différent. Sans avoir surmonté tous les périls que lui feront courir le Pakistan, le Bangla Desh - et, en mineur, le Sri Lanka - l'Inde a trouvé un sentier de croissance où elle avance depuis deux décennies déjà. Elle a de fortes chances de prolonger cet élan industriel et informatique, si elle continue de corriger ses multiples faiblesses internes et d'arracher de nouveaux pans de sa vaste population à une misère qui semble égale à celle de la majorité chinoise, mais n'est pas traitée avec autant d'audace. Par ailleurs, l'équilibre nucléaire que les États-Unis ont favorisé (ou toléré) entre l'Inde et le Pakistan pourrait écarter le retour des conflits ouverts entre ces deux pays <sup>78</sup>, conflits pour le traitement desquels la Chine et la Russie (dite URSS, à l'époque) furent mises à contribution. Détailler davantage ces tensions passées me semble inutile, tant les configurations asiatiques et mondiales se sont transformées depuis les années 1970. Il m'apparaît donc qu'il ne faut pas considérer les Indes comme la base vraisemblable de complications retentissant gravement jusqu'en Chine. Mais, je le dis ici, comme j'aurais pu le dire à propos du Japon et pourrais le répéter à propos de la Russie : l'avenir ne se laisse pas prédire.

Quant à la Russie, troisième puissance asiatique à revisiter, après avoir évoqué ci-avant les aspects sibériens et centre-asiatiques de ses rapports avec la Chine, il reste à entrevoir, d'un point de vue chinois, ce que pourraient être les répercussions d'un éventuel resserrement des liens russo-européens. Cela requiert un examen plus général des relations entre la Chine et l'Union Européenne, sans oublier que les principales puissances européennes gardent chacune son image et sa politique propres aux yeux des Chinois, tandis que, pour sa part, la Russie est (modestement ?) incluse dans le groupe BRICS dont il sera question plus loin. Sous cet angle, on n'aperçoit rien de comparable à l'animosité sino-américaine à propos de Taïwan. Les souvenirs de l'Europe impériale du 20<sup>e</sup> siècle ont été peu à peu effacés par une pleine reconnaissance des droits souverains de la République Populaire de Chine dont la dernière étape a été le retour, dans l'orbite chinoise, de Hong Kong (1997) et de Macao (1999). L'Europe est devenue, pour la Chine, un marché aussi important que celui des États-Unis et peut être plus ouvert, c'est-à-dire moins enclin à des foudrues protectionnistes. Au delà du tout venant des échanges, les investissements et les asso-

---

<sup>78</sup> J'étendrais volontiers à l'ensemble des Indes, les observations d'Amartya Sen, selon qui la coexistence de pouvoirs politiques concurrents a préservé la diversité culturelle, aux Indes - et peut-être dans toute l'Asie du sud-est; (Cf *Amartya Sen - L'Inde. Histoire, culture et identité*. Ed. Odile Jacob, Paris, 2007).

ciations intéressant des compagnies chinoises sont de plus en plus fréquents. Ils portent souvent sur des secteurs de haute technicité et s'accompagnent de transferts de technologie. Enfin, ils ne répugnent pas aux coopérations avec des firmes dont l'État chinois est propriétaire, de façon directe ou non. L'Europe a, en effet, une longue habitude des sociétés nationalisées ou publiques. Les interventions d'entreprises chinoises dépendant des fonds d'investissement dans lesquels la Chine place une partie de ses réserves de change ne dérange aucun État européen. Même les prises à bail d'équipements portuaires ou autres, sis en Europe, ne gênent pas celle-ci : le Portugal et surtout la Grèce <sup>79</sup> en ont largement bénéficié.

La Chine n'a donc pas d'inquiétudes du côté de l'Europe, quelles que soient les divergences à négocier laborieusement à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la lenteur des progrès jusqu'ici réalisés par elle au Fonds Monétaire International (FMI). Elle fait mine, parfois, de regretter les insuffisances de la coordination intra-européenne, qui l'obligeraient à négocier sur le même sujet, avec plusieurs États distincts ayant des vues différentes. Mais outre que la Chine elle-même n'est pas un chef d'œuvre de cohérence centralisée <sup>80</sup>, elle sait fort bien jouer des différences pour avancer ses propres intérêts. La seule grande perturbation provient de la persistance de l'OTAN, lourd appareil <sup>81</sup> dirigé de fait par les États-Unis, dont l'Europe ne semble pas avoir envie de se dégager, quoique, par moments, certains des États membres en évoquent l'éventualité. Quand la Russie cherche à se rapprocher de l'Union Européenne, elle bute sur le même problème, mais elle accepterait, semble-t-il, de le résoudre d'une façon qui aggraverait les réticences chinoises. En effet, en obtenant peut être une atténuation des actions ou des projets otaniens qui lui déplaisent le plus <sup>82</sup>, elle pourrait finalement modifier la vue que la Chine prend depuis sa façade nord. Je ne doute pas que le haut état-major des États et alliances concernés par ces éventualités - comme par d'autres hypothèses de travail pour spécialistes du *Kriegspiel* - les étudient avec leurs raffinements coutumiers, mais leurs plans sur la comète n'acquièrent une réelle importance que dans les

---

<sup>79</sup> Notamment pour ce qui concerne le port du Pirée qui devient l'un des points d'appui du commerce chinois, en vertu d'accords gréco-chinois conclu en 2010-11.

<sup>80</sup> Et, soit dit en passant, l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique (ASEAN) avec laquelle la Chine coopère plus ou moins n'est pas non plus un chef d'œuvre de coordination créative, hormis ses avantages marchands immédiats que l'on discutera plus loin

<sup>81</sup> Usant de moyens et visant des fins militaires (mais aussi, plus sournoisement) policières et d'espionnage.

<sup>82</sup> Par exemple en matière de "boucliers anti-missiles".

périodes où des symptômes significatifs se manifestent sur le terrain. Nous n'entrons pas (encore ?) dans une telle période. Donc la Chine a probablement tendance à voir la Russie et l'Europe avec une certaine sérénité.

Plus enthousiaste est sa réaction envers le tout nouveau groupe d'États que la presse internationale désigne désormais par l'acronyme BRICS, groupe qui fait entendre un lointain écho d'un discours du président indonésien Soekarno, à la Conférence de Bandung (1955). Toujours est-il que les quatre principaux pays dits "émergents" de l'économie mondiale, le **B**résil, la **R**ussie, l'**I**nde et la **C**hine, plus tard rejoints par la *South Africa* (Afrique du sud) forment un groupement, notamment au sein du G20 où ces cinq pays sont entrés en 2009). Ils coordonnent leurs visées, par des réunions annuelles chez l'un ou l'autre d'entre eux ou en marge des assemblées qui les concernent le plus (FMI, G20 et OMC). Leur réunion, sur l'île de Haïnan, en avril 2011, répondait à une invitation du président Hu Jintao. La nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff a profité de cette occasion pour visiter la Chine, six jours durant. Ce n'était pas une escapade touristique, car la Chine est le premier fournisseur et client du Brésil, y investit massivement et envisage d'y acquérir ou louer des terres à mettre en valeur. Le patronat brésilien peste contre cet énorme concurrent, tandis que certaines organisations rurales se méfient d'incursions jugées gênantes pour les "paysans sans terre" qu'ils défendent, mais la Chine répond à cela par des importations industrielles majeures et pas seulement par des achats d'énergie (gaz, pétrole, charbon) et de minerais, sans compter ses crédits et d'autres apports de capitaux. De fait, la Chine prend une part active au développement de tout l'ensemble BRICS, notamment en soutenant les revendications monétaires et financières communes (j'y reviendrai). Rien ne garantit aujourd'hui, la stabilité et la cohérence de ce groupement - qui, pourtant, cherche à s'organiser plus solidement - mais sa force est ailleurs : tant que les États-Unis et, à un degré moindre, l'Europe freineront les initiatives financièrement peu "orthodoxes" et politiquement mal "disciplinables" que pratiquent ou réclament ces pays émergents, leur groupe gardera sa raison d'être.

Au reste, la Chine s'active de tous côtés. Pour développer ses échanges, déjà importants, avec la Colombie, elle projette une voie ferrée de la mer des Caraïbes à l'océan Pacifique, ce qui ne l'empêche pas d'élargir son commerce avec le Venezuela, bien au delà des achats pétroliers. Mais elle n'accorde pas de traitement privilégié à ce protégé du Venezuela qu'est Cuba, pays qui titube entre une "impensable" réconciliation avec les États-Unis et une "impossible" réforme économique radicale. Sans multiplier les exemples à cette échelle, je note néanmoins que, du petit Suriname à l'immense Argentine, elle est présente dans à peu près toute l'Amérique latine. Et que, quittant ces antipodes de la Chine, je constate également que sa part dans le

commerce extérieur du Canada a triplé au cours de la dernière décennie et atteint près de 12%. Ainsi, le Canada, pays de plus en plus industrialisé, rejoint l'autre ex-dominion britannique qu'est l'Australie, grand fournisseur de minerais (de fer et autres) et de moutons, pour une Chine à qui il tente même de vendre de la viande de kangourou...

Toujours en zones australes, mais cette fois en Afrique, la Chine étend évidemment ses échanges avec la République sud-africaine et déborde bien au delà de la Zambie où, à l'époque maoïste, elle avait déjà aidé à l'établissement du chemin de fer reliant à l'Océan Indien les mines de cuivre de ce pays enclavé. De ses initiatives multiples, en Afrique orientale (et anglophone), comme en Afrique occidentale (et francophone) ou centrale (et, notamment, pétrolière et minière), tout le continent en bénéficie, mais non sans risques. Ainsi vit-on la construction de milliers de logements en Algérie soulever l'ire des travailleurs locaux contre la main-d'œuvre chinoise, moins onéreuse, importée à cette fin. En Libye où des entrepreneurs (français et autres) sont exposés à une rude concurrence chinoise, en matière de routes et de voies ferrées, la Chine découvre l'un des périls du trafic international : les spasmes guerriers qui peuvent stériliser de lourds investissements.

Disposer de capitaux ne dispense pas de recourir à ce garant ultime qu'est un État solide et bien organisé. En s'aventurant partout, la Chine commence à rencontrer des zones où le déficit d'État enveloppe les risques économiques et financiers de façon telle qu'aucun État lointain n'y peut rien, sauf à pratiquer une ingérence néo-coloniale. Les États-Unis connaissent une telle situation dans maintes régions du monde (et n'ont pas encore clairement compris pourquoi). Plus tard venue, dans des opérations qui sont (ou se veulent) dissemblables, la Chine découvre, à son tour, que devenir une puissance mondiale n'est pas de tout repos.

## *(7) Quand la Chine dépassera les États-Unis...*

### [Retour à la table des matières](#)

Une rapide revue des diverses régions du monde actuel a permis de constater que, pour le moment, la Chine n'a pas grand chose à craindre de ses voisinages, ni des régions plus lointaines où elle se manifeste désormais. Néanmoins l'écart des performances entre elle et les États-Unis est si persistant qu'il faut se demander comment les relations entre ces deux pays vont évoluer au cours des prochaines années et décennies. La très vieille Chine et les très jeunes États-Unis ne se regardent pas (encore ?) comme des adversaires-à-tout-crin, mais aucun des deux ne prend l'autre pour un modèle à imiter, ni pour un compétiteur facile à disqualifier.

À tout seigneur, tout honneur : que dire des avenir que préparent les Américains, par action ou par omission ? En effet, leurs omissions ne sont point rares. Un exemple majeur est celui de la guerre froide. Ils l'ont terminée victorieusement, ils le savent, mais ils la poursuivent quand même : en Europe, en prolongeant le dépeçage de l'ex-URSS ; partout ailleurs, en entretenant fidèlement leur réseau mondial de bases et de flottes, quitte à risquer diverses aventures pour en rajouter les raisons d'être. Leurs incompréhensions ne sont pas rares, non plus, pour ce qui est de corriger les effets des incursions impérialistes auxquelles ils ont été mêlés, de Cuba aux Philippines, comme dans presque toute l'Amérique latine ; ou qu'ils ont renouvelées dans une grande partie du monde "arabo-musulman" et en quelques régions d'Afrique ; ou, enfin, pour achever les guerres qu'ils font perdurer en Afghanistan et même au Pakistan. Ainsi les États-Unis qui sont devenus, au cours du 20<sup>e</sup> siècle, les voisins immédiats d'à peu près tous les pays du monde, persévèrent dans cette voie depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle.

Mais, à en juger par leurs politiques économiques, ils demeurent viscéralement hostiles à tout ce qui pourrait faire de l'État le régulateur du marché. Leur économie de guerre des années 1940 est venue à bout de la crise ouverte en 1929, mais ils n'ont eu de cesse que soient éliminées les normes fiscales, bancaires et boursières

créées dans ces années-là, ce qu'ils ont achevé vers 1975.<sup>83</sup> D'où la crise bancaire et financière qui a éclaté en 2008 et qui n'est pas terminée.<sup>84</sup> Par ailleurs, les guerres du Vietnam et d'Irak (prolongée jusqu'en Afghanistan) n'ont pas été financées par le budget américain (ni par de suffisantes contributions des "alliés), d'où l'énorme déficit des États-Unis et la faiblesse croissante de leur dollar.

Les avenirs qui se préparent en Chine souffrent d'autres déficits. Ce vaste pays n'a pas été effleuré par les révolutions démocratiques bourgeoises qui ont plus ou moins transformé les Europes et les Amériques depuis le 18<sup>e</sup> siècle. En effet, la tardive tentative de Sun Yat Sen, vite embourbée sous Tchang KaI Chek, fut de mince effet, même si on peut lui accorder quelque mérite dans l'élan ultérieur de Taïwan. D'où le retard (ou les réticences) de la Chine en matière de droit, de partis, d'élections, etc. De même, les hypothétiques bienfaits des immixtions impérialistes dont la Chine souffrit jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, n'ont guère été évalués par ce pays qui en récolte aujourd'hui la menue monnaie technique et scientifique. Mais surtout, la Chine qui connaissait de longue date les activités (internes ou débordantes) du capital marchand et en jouait fort bien, de Hong Kong à Tianjin, ne s'est pas pénétrée d'une connaissance intime du capitalisme industriel et financier. Aujourd'hui où, par la grâce des réformes de l'ère Deng Xiao Ping, ce capitalisme fleurit en son sein, elle découvre ses vertus et ses méfaits, sans voir où conduit la mondialisation qu'il entraîne. La Chine s'ouvre aux FMN<sup>85</sup>, elle commence à en produire, elle aussi. Mais ses dirigeants n'ont pas une idée claire de la responsabilité de ces firmes dans la crise de 2008 (qui se prolonge). Plus généralement, ils ne savent ce que produira, chez eux et autour de leurs investissements extérieurs, le couple État-marché, alors qu'ils misent sur la responsabilité et l'initiative de l'État, tout en se réjouissant de l'élan donné par le marché.

Ainsi, sur la grand route de l'histoire, l'énorme véhicule chinois va dépasser prochainement le surpuissant véhicule américain. Quelles que soient les péripéties des

---

<sup>83</sup> Je prends cette année comme repère, car c'est à cette date que le Trésor et la Réserve Fédérale se sont ralliés aux innovations de la banque "à l'anglaise" (et "à la suisse" ou "à la luxembourgeoise", etc.) pour lâcher la bride à la banque "à l'américaine".

<sup>84</sup> Voir *Ma seconde crise mondiale*, étude disponible sur le présent site. J'y reviendrai plus loin, en examinant les litiges sino-américains quant aux rôles respectifs du dollar, du renminbi et des autres monnaies principales.

<sup>85</sup> Firmes dites Multinationales, qui sont, en fait, des groupes capitalistes plus ou moins polyvalents (commerce, banque, bourse et, bien sûr, industrie et "services"), qui s'émancipent de leur(s) État(s) d'origine, sauf à les utiliser comme protecteurs en dernier recours.



années prochaines et les incertitudes méthodologiques des statistiques, ce "dépassement" (en termes de PIB global) ne sera un événement que dans l'imaginaire des peuples, nourris par les émotions médiatiques. Mais nul ne sait ce que les dirigeants chinois et américains feront alors. Les USA qui se laissèrent galvaniser par un Spoutnik inopiné ou par un Boeing démolisseur du World Trade Center, pourraient être à la merci de nouvelles campagnes d'opinion. Mais, de fait, les conséquences majeures ne se révéleront que peu à peu, sur des terrains très variés : par fin de guerres enlisées ou par de nouvelles ruades guerrières ? par fermetures de bases à l'étranger ? par le repli de telle ou telle flotte océanique (ou par sa "coopération" avec des navires d'autres pavillons) ? par déformation des balances commerciales en telles ou telles régions ? par anémie (lente ou galopante) du dollar ? ou par vingt autres surprenantes transformations touchant, par exemple, à la circulation spatiale, à la suprématie informatique, etc. ? La seule certitude à moyen terme est que les FMN les plus "américaines" d'origine ou de style changeront d'allure ou d'appuis internationaux ; et que les *EnE*<sup>86</sup> américains les plus extravertis souffriront le plus. Quant aux États de l'ensemble étatsunien et aux multiples antennes internes du pouvoir fédéral, l'affaire se jouera, en crises ou à pas lents, par des spasmes politiques locaux plus que généraux. Mais j'arrête là mes vaticinations, car maintes péripéties pourront survenir, jusqu'à inverser pour un temps le cours historique que je crois probable : il se pourrait, en effet, que par son propre raidissement ou par l'effet d'une Chine qui trébucherait, le pouvoir américain reconquière une part plus ou moins substantielle du pouvoir qu'il aurait d'abord perdu.

Il m'est plus difficile encore d'aventurer quelques hypothèses sur "l'après-dépassement" considéré à moyen terme, du point de vue de la Chine, car ce pays, héritier d'une longue histoire introvertie, devra pleinement inventer son avenir. De cette grande aventure, pour lui sans précédent, comme du faisceau d'avenirs hypothétiques que les USA pourraient faire germer, je tirerais plutôt quelques conclusions prudentes. La première est que l'on assistera certainement à une sorte de "guerre mondiale" des universités et autres institutions scientifiques, tant les savoirs de mieux en mieux assurés et, surtout, les novations majeures prendront de prix au milieu des incertitudes mondiales. Si telle est bien la perspective, on pourrait assister à une compétition internationale des "méritocraties", tant chez les "étudiants" à la recherche des foyers culturels les plus prometteurs, que chez les "accédants" au pouvoir au sens confucéen-chinois du terme, comme au sens populiste-électif "à l'américaine".

---

<sup>86</sup> *Ces États non État*, (Défense, CIA, NASA, et autres antennes semi-autonomes du pouvoir fédéral américain) ont été présentées dans l'essai n°1 de la présente série sur *L'automne américain*. [[URL](#).]

Pour passer de ce genre de réflexions superficielles, à des considérations plus riches de sens (sinon d'espoirs), il me faut une nouvelle fois inviter le lecteur à accepter un changement de l'échelle du raisonnement. Je viens de spéculer sur les aspects globaux du devenir mondial, en périodes multi-décennales (non bornées a priori). Pour ce qui va suivre au prochain chapitre, je vais centrer l'attention sur chacune des trois dimensions que je peux explorer plus avant, à savoir les luttes futures du commerce international, les devenirs de la finance, et certains au moins des risques guerriers.

L'été chinois. Essai.

## Chapitre 3

---

### Trois chantiers d'importance mondiale

[Retour à la table des matières](#)

Je vais aborder ci-après trois domaines directement concernés par l'essor chinois. Dans le premier, celui du commerce mondial en ses divers aspects, le dépassement des États-Unis par la Chine est déjà chose faite, en grande masse sinon en qualité. Dans le deuxième qui est financier plus que monétaire, quoi qu'on en dise à Washington, les États-Unis sont à la fois surpuissants et très inquiets. Quant au troisième qui est celui des risques guerriers, il se centre présentement sur les efforts de la Chine pour s'adapter à la supériorité militaire américaine, ce qui ouvre un domaine où les deux compétiteurs affichent des intentions pacifiques sinon pacifiantes.

## *(8) L'avenir du commerce international*

### [Retour à la table des matières](#)

Quelles que soient les difficultés statistiques d'une évaluation comparative des résultats commerciaux de deux pays<sup>87</sup>, les performances persistantes de la Chine et la perte d'élan des États-Unis sont devenues si manifestes que, partout dans le monde, l'idée que les biens et services vendus par la première excèdent les ventes des seconds est en train de s'ancrer. À court et moyen terme, cette situation semble devoir se prolonger, malgré d'éventuels aléas. La vraie question est désormais celle des perspectives à moyen et long terme : les États-Unis sont-ils durablement surclassés sur le marché mondial ? Autrement dit : faut-il s'attendre à des guerres commerciales entre ces deux puissances ?

À vrai dire, les guerres commerciales pleinement militaires semblent avoir disparu du monde actuel, si l'on excepte quelques regains de piraterie aux abords de la Somalie ou du détroit de Malacca. La faiblesse de certains États riverains et l'occasionnelle distraction des grandes puissances marchandes pourraient conduire, de ci de là, à de nouveaux désordres excédant la patience et les ressources des compagnies d'assurance maritime ou aérienne.<sup>88</sup> Mais il est présentement peu probable que ces menues puissances en viennent à des conflits ouverts, tant les coûts et les conséquences de telles batailles excéderaient vite leur intérêt éventuel. En fait les réels conflits commerciaux - qui sont nombreux et souvent lourds d'intérêts multiples - se règlent d'autre manière : non sur un champ de bataille, mais sur un "terrain de sport" juridico-financier.

---

<sup>87</sup> Ces difficultés sont d'ordre douanier (normes, contrôles et marges de fraude dissemblables), fiscal (barèmes, ruses et mises en œuvre), financier (implications du crédit et problèmes de "comparabilité" des monnaies dans la durée) et "physique" (pour les "volumes" que l'on essaie de chiffrer dans leur réalité matérielle, comme par "déduction" à partir des évaluations "en valeur"). Le travail (héroïque ou "à œillère") des statisticiens qui doivent maîtriser toutes ces difficultés, dans leurs empilements successifs, ne peut aboutir qu'à un résultat conventionnel, c'est-à-dire validé, faute de mieux, par des institutions internationales (OCDE, OMC, FMI, CNUCED, etc.).

<sup>88</sup> Et les capacités des gestionnaires d'oléoducs et de gazoducs transfrontières.

L'arbitre principal de ces matches sans cesse renouvelés est l'OMC - l'Organisation Mondiale du Commerce - complétée ou suppléée par divers organismes spécialisés : pour certains produits, tels les hydrocarbures, par des cartels ; pour d'autres échanges, arbitrés par commun accord entre deux ou trois FMN <sup>89</sup> qui ne souhaitent pas étaler leurs désaccords à la vue de tous les concurrents, ni de tous les États concernés ; ou, enfin, pour l'ordinaire des transactions dans une région continentale, par un organisme régional comme l'Union Européenne ou l'ASEAN <sup>90</sup>, etc.

Les USA et la Chine sont devenus de grands utilisateurs de l'OMC, bien qu'il leur ait fallu beaucoup de temps avant de se retrouver dans cette organisation. L'ancêtre de l'OMC un Accord Général sur le Commerce et les Tarifs douaniers, établi en 1947 et dénommé GATT <sup>91</sup>, fut refusé par le Sénat américain, mais l'administration fédérale l'appliqua néanmoins en tant qu'arbitrage non comminatoire. La Chine qui était partie prenante à cet Accord fut entraînée, dès 1949, dans les secousses et déchirements que l'on sait, si bien que c'est seulement à partir de 1986 qu'elle s'efforça de réintégrer un GATT qui, dans l'intervalle, avait été transformé en OMC et où Taiwan figurait toujours. De longues négociations, coupées d'accords partiels, sont intervenues depuis lors et ont permis à la Chine de jouer, plus ou moins, le jeu de l'OMC. Néanmoins, c'est seulement en 2011 qu'un accord "définitif" (incluant les cas de Hong Kong, Macao et Taiwan) finit d'être élaboré. Il recevra pleine application, si le consensus de tous les États membres est confirmé. J'ai dit "définitif", car dans une matière aussi fluide que le commerce international, rien ne peut rester longtemps inchangé. En fait, la Chine participe pleinement aux travaux de l'OMC depuis les dernières années du 20<sup>è</sup> siècle.

Pendant les douze prochaines années, la Chine conservera le droit d'appliquer un commerce d'État exclusif pour des produits tels que les céréales, le tabac, les combustibles et les minéraux. Elle pourra maintenir "certaines restrictions" en matière de transport et de distribution des marchandises, moyennant promesse d'éliminer ou d'assouplir bon nombre de ces restrictions au libre commerce, dès les trois prochaines années. S'agissant de la protection des droits de propriété intellectuelle, la Chine appliquera désormais la totalité des dispositions d'un accord spécial, déjà négocié à ce propos. <sup>92</sup> Symétriquement, les autres États membres de l'OMC auront, pendant ces mêmes douze années, le droit de prendre des mesures de sauvegarde, si des

---

<sup>89</sup> Firmes MultiNationales.

<sup>90</sup> Acronyme anglais de l'Association des États du Sud-Est Asiatique.

<sup>91</sup> General Agreement on Tariffs and Trade, d'où l'acronyme GATT.

<sup>92</sup> Il s'agit des brevets et marques, comme des services juridiques, financiers et autres.

produits d'origine chinoise désorganisaient le marché au détriment de leurs producteurs nationaux. Enfin, en matière de droits de douane, des garanties réciproques sont d'ores et déjà détaillées, pour assurer sinon leur suppression du moins leur abaissement. Les dispositions que je viens de résumer très sommairement s'étalent sur des dizaines de pages assorties de gloses et de réserves pour tout ou partie des pays concernés et pour des catégories de produits, si bien que l'on est ici en présence non pas d'un traité à graver dans le marbre, mais bien d'un compte rendu de championnat, pour des marches ouverts à d'infinies revanches.

Le directeur général de l'OMC - le Français Lamy - souligne volontiers que les conditions imposées à la Chine sont les plus dures de toutes celles qui ont été requises pour l'adhésion des "pays en voie de développement".<sup>93</sup> Mais il ajoute que "cette pilule amère" est aussi "une assurance contre le protectionnisme", car l'entrée à l'OMC prolongera la baisse des tarifs douaniers chinois, lesquels sont tombés en moyenne de 15,3% à 9,8% au cours de la décennie précédente. L'important est que la Chine, les États-Unis, l'Union Européenne, le Japon et l'Inde, etc., acceptent de jouer le jeu du marché mondial, selon les règles d'une même ligue, qui

fournira des arbitres et produira des jugements autant que de besoin, c'est-à-dire cas par cas. Pour sa part, la Chine envisage de multiplier les délégations commerciales en Europe et aux États-Unis, notamment pour stimuler leur commerce d'exportation vers le marché chinois qui va s'ouvrir de plus en plus. Mais, comme le Japon l'a montré pendant les premières décennies de son essor, de telles délégations sont plus vendeuses qu'acheteuses. Limiter et réduire la surpuissance commerciale de la Chine se jouera surtout d'autre manière : par le bâti de réseaux commerciaux en Chine, par l'éveil de besoins chinois "à l'américaine" et surtout par la réalisation, en Chine même, d'investissements bien ciblés tant sur les débouchés locaux que sur d'indispensables importations américaines (ou européennes, selon les commodités des investisseurs). Autrement dit, le jeu ne sera pas un pur match entre pays pris deux à deux, mais ce sera aussi, de plus en plus souvent, un tournoi où les FMN étrangères (et bientôt) chinoises se mêleront aux parties entre États. Jeu qui sera de plus en plus ouvert et complexe...

Ainsi par exemple, au printemps 2011, les États-Unis empêtrés dans une crise économique qui les grignote depuis 2008 et promis à une élection présidentielle délicate, en 2012, ont moins d'appétit pour le libre-échange élargi qui est leur antienne habituelle. Ils veulent stopper un cycle de négociations qui dure depuis près de dix

---

<sup>93</sup> Qualité que la Chine revendique encore, à juste titre, mais aussi qualité que ne prennent pas en considération les États-Unis et les principaux pays européens, qui estiment être les victimes d'une excessive concurrence chinoise...

ans, car cette révision des normes commerciales dont l'OMC est gardienne serait trop libre-échangiste pour leur goût d'aujourd'hui...Ils se mêlent fort peu à la querelle des "terres rares" (que j'ai évoquée plus avant), car les critiques adressées à une Chine qui en rationnerait les exportations sont sans prise sur un État qui commence à peine à dresser sa législation minière. Mais les États-Unis n'ont pas l'exclusivité de ce genre de contorsions. Ainsi, la Chine qui les poursuit (à l'OMC), par exemple pour protester contre leurs pénalités anti-dumping en matière de crevettes, sait également s'abstenir en d'autres cas. Elle laisse deux de ses entreprises à capitaux étatiques (Huawei et ZTE), spécialisées dans les technologies informatiques de "quatrième génération" (dites 4G) <sup>94</sup> se concurrencer sur des marchés où elles ont largement développé leurs ventes (Amérique latine, Afrique et divers pays européens). Ce sont en fait des FMN dont les filiales sont déjà dotées d'actionnaires non-chinois et qui recourent à des crédits d'origines variées. Or, ces FMN se heurtent à des obstacles majeurs aux États-Unis, ce qui irrite la Chine qui, néanmoins, ne semble pas encline à porter l'affaire devant l'OMC. Du coup, ces deux firmes rivales en viennent à porter leurs litiges (de brevets et autres) devant des tribunaux européens. Autrement dit, les grands joueurs de matches internationaux aiment choisir leurs terrains de jeu, voire leurs compétiteurs...

Tandis que des FMN chinoises commencent d'apparaître sur le marché mondial, la Chine est sollicitée - ou sollicitante - de divers côtés. Je prends des exemples tout frais, persuadé qu'ils se multiplieront avant longtemps : Shell négocie son entrée dans la CNOOC <sup>95</sup> ; Alstom s'allie avec *Shanghai Electric* leader chinois des chaudières à charbon ; la Chine surenchérit sur deux firmes européennes qui cherchent à pénétrer dans le capital de Draka, société hollandaise de câbles et fibres optiques. En 2010, sur 131 gros investissements chinois à l'étranger, l'Asie a bien été le destinataire principal (46 cas), devant l'Europe (23) et l'Afrique (22), mais l'Australie suit d'assez près (7) et l'Amérique du sud (3 cas) a toutes chances de voir sa part croître à l'avenir. <sup>96</sup> Depuis des années déjà, l'Union Européenne et la Chine sont néanmoins, le plus souvent, en termes de commerce global, le principal client et fournisseur l'une de l'autre. Donc, aussi intéressées l'une que l'autre, par les efforts d'innovation industrielle et de renforcement des droits de "propriété intellectuelle" que le 12<sup>e</sup> Plan chinois (2011-2014) entend promouvoir. En 2010 déjà,

---

<sup>94</sup> Les liaisons "4G" véhiculent plus rapidement des "paquets" plus massifs que ne le font les liaisons "3G" qui sont les normes actuellement les plus répandues en Europe et aux États-Unis.

<sup>95</sup> China National Offshore Oil Corporation.

<sup>96</sup> Données UNCTAD.

la Chine avait enregistré plus de 12.000 brevets à la WIPO de Genève <sup>97</sup>, rejoignant ainsi le Japon et la Corée (sud) dans le groupe de tête pour l'Asie, mais encore très loin derrière les États-Unis - dont les capacités innovatrices ont néanmoins faibli depuis 2008.

L'OMC n'est donc pas le seul arbitre des "matches" commerciaux internationaux auxquels la Chine participe. À des titres divers, l'Organisation Internationale du Travail et d'autres agences onusiennes ont à connaître de problèmes les concernant. Mais c'est l'ASEAN qui est devenu le principal terrain régional où la Chine joue sa partie. Cette "Alliance des Nations du Sud Est Asiatique" a été précédée, sinon préparée, par une ligue mineure qui fut surtout un produit de la guerre froide, ligue où la Thaïlande, stimulée par les États-Unis, se joignit à quatre voisins hostiles aux poussées communistes. C'est seulement en 1977, quand la Malaisie eut fait ratifier une déclaration de tonalité plus neutraliste que l'ASEAN put prendre son élan. <sup>98</sup> L'association couvre désormais à peu près tout le sud-est asiatique et commence à peser bon poids dans le commerce mondial. Un accord de libre-échange signé avec la Chine en 2010 a fait de l'ASEAN un important partenaire commercial. Dans une région où la diaspora chinoise est largement répandue, l'ASEAN fut - et demeure - un investisseur très motivé par les réformes de Deng Xiaoping. Elle devient aussi, par plusieurs de ses pays membres, un compétiteur de la Chine auprès des investisseurs occidentaux à la recherche des très bas salaires. La Malaisie et l'Indonésie ont rejoint Singapour au rang des partenaires préférés de la Chine, tandis que la Thaïlande est restée plus fidèle au Japon et aux États-Unis, et que le Vietnam s'affirme plutôt comme un joueur solitaire. Mais, de match en match, les rapports évoluent et les échanges s'amplifient. Derrière cet élan commercial, une Banque Asiatique de Développement, fondée en 1966, sur le modèle de la Banque Mondiale et sous le contrôle des États-Unis <sup>99</sup> exerce une influence variable. La "crise asiatique" des années 1997 et le ralentissement de l'économie japonaise, depuis lors, ont tempéré son influence qui sera peut être relancée par de grands projets (à venir), tels ceux du Grand Mekong.

Depuis 2005, les droits de douane entre pays de l'ASEAN et entre celle-ci et la Chine ont été considérablement réduits. Le Japon et la Corée se joignent à ce mouvement, si bien que l'ensemble, dit ASEAN + 3, préfigure une organisation régionale

---

<sup>97</sup> *World Intellectual Property Organization*, agence (onusienne) sise à Genève, qui surveille l'application du traité international sur les brevets.

<sup>98</sup> Malgré une secousse d'été, en 1979, à l'intervention vietnamienne qui élimina le régime de Pol Pot, au Cambodge.

<sup>99</sup> Qui en ont toutefois laissé au Japon la direction opérationnelle et aux Philippines le siège social.



du commerce - et une influence politique - plus considérables. Par contre, la recherche d'un accord de libre échange entre l'Union Européenne (UE) et l'ASEAN a été abandonnée en 2009. Seules se poursuivent les négociations entre l'UE et Singapour, accompagné de la Malaisie. La Thaïlande, l'Indonésie et le Vietnam sont renvoyés à plus tard.

Ainsi, la Chine dont le 12<sup>e</sup> Plan (2011-2015) projette une grande réforme économique, semble bien partie pour ce qui est de sa contribution au commerce mondial et probablement aussi pour son ouverture aux FMN de toutes provenances, comme pour l'édification à leurs côtés de FMN d'origine chinoise. Tout semble se passer comme si la Chine s'apprêtait à une expansion économique moins grandiose qu'au cours des décennies précédentes, mais qui, en divers domaines, enregistrera des progrès plus qualitatifs que quantitatifs. La qualité visée intéresse surtout l'industrie, la technique, le commerce, les savoir-faire de la main d'œuvre, toutes orientations bonnes à prendre, mais qui ont de fortes chances d'accentuer le déséquilibre de "l'économie socialiste de marché". Sa dimension "socialiste", déjà imprécise le deviendra plus encore quand les prouesses capitalistes de la Chine se renforceront, y compris par la naissance de multiples FMN, sans contreparties suffisantes pour le bien être de la population en général.

Les profits et la consommation ostentatoire d'une courte minorité et les hausses de salaires (souvent encore modestes) d'une fraction plus qualifiée de la main d'œuvre ont de bonnes chances de s'améliorer, parfois considérablement. Mais qu'advient-il pour les immenses classes inférieures qui sont très majoritaires dans la population de 1 milliard 338 millions de la mi-2010 <sup>100</sup> et qui pourrait atteindre 1,476 milliard d'ici quinze ans, avant de redescendre vers 1,437 milliard à la mi-2050. Il n'est pas douteux qu'une large partie de ce croît démographique sera localisé dans les villes et aura bénéficié d'une meilleure formation, y compris dans les filières du secondaire et du supérieur. Beaucoup plus difficile est l'estimation prospective des gains qui seront réalisés "pour tous" - c'est-à-dire pour les classes populaires des villes et des campagnes, dans les régions déjà dynamiques, comme dans les régions reculées, voire arriérées. Au tournant du 21<sup>e</sup> siècle, les normes des logements chinois <sup>101</sup> étaient jugées "adéquates" pour 38% de l'habitat urbain, mais seulement pour 24% de l'habitat rural. L'effort à accomplir pour rapprocher ces normes des standards européens ne pourrait être accompli d'ici 2025 (ou même 2050) qu'au prix

<sup>100</sup> Donnée tirée (comme les suivantes) du *Population Reference Bureau*, service fédéral américain qui fait bon usage des données démographiques et autres, tirées de toutes les agences de l'ONU.

<sup>101</sup> Nettement inférieures aux standards des HLM françaises et de leurs homologues européennes.

d'énormes efforts qui sont loin d'être déjà amorcés ou annoncés. Or les progrès qui rendraient décente la vie des masses chinoises <sup>102</sup>, ne concernent pas que l'eau courante et le chauffage central, car maints autres aspects de l'existence sont à considérer, tant pour l'alimentation et la santé, que pour l'école et l'emploi, comme pour les loisirs, etc. Une part significative de ces progrès serait réalisée, si des institutions chinoises ad hoc, consacraient autant de soins que le font les multiples agences tournées vers le marché. Il leur faudrait comprendre et faire connaître le pourquoi et le comment des modifications radicales qui sont intervenues, au bénéfice des classes populaires, en Europe, durant l'industrialisation capitaliste du 19<sup>e</sup> siècle et du premier 20<sup>e</sup> siècle. Sur cette même lancée, un examen attentif du grand capital américain qui s'est coagulé à l'extrême fin du 19<sup>e</sup> siècle et qui s'est enflé derechef au bénéfice de la seconde guerre mondiale (et de ses suites immédiates) permettrait de mettre en lumière les rapports entre les deux termes principaux de "l'économie *socialiste* de *marché*". Laquelle n'a chance de se montrer *socialiste* que si l'organisation et l'expression directe des "classes populaires" réussissent à percer la croûte épaisse de la classe dominante actuelle, bien retranchée dans son parti.

Encore faudrait-il ne pas enfermer le double examen du devenir-capitaliste et du devenir-socialiste dans les limites où je viens de les tenir, car dans "l'économie *capitaliste* de marché" qui menace, présentement, d'entraîner la Chine, il est d'autres domaines où la puissance marchande et industrielle du capitalisme est menacée ou/et protégée par ses excroissances financières des dernières décennies, celles qui ont mûri jusqu'à la crise de 2008 et qui s'efforcent présentement d'enrayer ou d'endiguer les réformes (hautement souhaitables) que quelques gouvernements occidentaux essaient de leur imposer. Pour une part importante, l'avenir de la Chine, comme celui des États-Unis (et du système mondial en son entier) se joue présentement sur ce terrain massif et friable.

---

<sup>102</sup> En prenant pour repère les normes européennes d'aujourd'hui ou d'autres normes proprement chinoises et adaptées au devenir du 21<sup>e</sup> siècle.

## ***(9) La crise (américaine) de la finance mondiale***

### [Retour à la table des matières](#)

En matière financière, les relations entre la Chine et les États-Unis n'ont rien d'un match bien organisé. Ils n'y a pas d'arbitre respecté de part et d'autre, ni même de règles communément reconnues. Dans la presse occidentale, on titre parfois sur la "guerre des monnaies" comme si le dollar et le yuan <sup>103</sup> renouvelaient, en ce début du 21<sup>e</sup> siècle, un affrontement qui devrait s'envenimer bientôt. Tel celui des années 1930, entre le franc et le couple dollar + livre, au grand dam du deutschmark alors chancelant, puis du franc et de la livre qui déclinèrent au début des années 1940, le tout se concluant, à Bretton Woods, en 1944, par la préparation d'un triomphe mondial du dollar - aujourd'hui mis en péril. <sup>104</sup>

Evidemment, les deux pays prépondérants du commerce mondial ne sont pas seuls concernés par les débats, négociations et conflits d'ordre financier qui s'enchevêtrent, ces temps-ci, dans les paniers d'anguilles que sont les banques, les bourses, les assurances, les sociétés financières d'autres types, les autorités monétaires et les agences étatiques (fiscales ou dépensières). J'arrête là cette liste qui pourrait être longuement allongée et diversement subdivisée, parce qu'elle ne veut strictement rien dire. D'un pays à l'autre, et d'une période à l'autre, ces termes changent de portée. Pour projeter un peu de clarté dans ce grouillement institutionnel et réglementaire où le fonctionnement de la monnaie, du crédit, de l'impôt etc., s'entortille sur lui-même, de façon souvent très différente d'un pays à l'autre, il faut prendre un énorme recul : voir l'ensemble, pour comprendre les cas particuliers.

L'ensemble, mais quel ensemble ? Il s'agit en fait du fonctionnement du système mondial, considéré en sa totalité, pour tout ce qui use d'une monnaie quelconque. Mais, dans cet énorme massif, la chaîne - ô combien montagneuse - qui relie les deux puissances aujourd'hui prépondérantes peut être retenue comme terrain à explorer en priorité. En effet, l'avenir mondial des "choses monétaires" se joue, pour une part

---

<sup>103</sup> La monnaie chinoise en général est dénommée *renminbi*, c'est-à-dire "monnaie du peuple". Cette monnaie a pour unité le *yuan*.

<sup>104</sup> Voir l'excellent *Lords of Finance* de Liaquat Ahamed, 2009.

décisive, entre la Chine et les États-Unis. Quant à sérier les questions, en vue d'en tirer quelques leçons, il faut se garder de tout classement a priori. Il convient de commencer en recensant les problèmes qui apparaissent et réapparaissent le plus souvent dans les conflits entrelacés, pour avoir chance d'en tirer quelques lumières projetables sur les autres conflits plus diffus. Alors seulement, il sera possible de remplacer la vision d'un panier d'anguilles par le repérage de quelques voies praticables vers des avenir parmi lesquels les États pourront essayer d'orienter leurs politiques.

La Chine offre un bon point de départ, parce que son système monétaire et financier, hier encore embryonnaire, se déploie peu à peu. À suivre ses réactions et ses démarches vis-à-vis d'États-Unis qui surplombent toute la finance mondiale (comme ils patrouillent dans tous les océans), on simplifie forcément maints problèmes, ce qui est le but recherché. Donc, avant l'ère Deng Xiaoping, la Chine fonctionnait avec une banque unique, si l'on excepte les bribes d'archaïsmes divers et les commodités parfois frauduleuses ou secrètes offertes par Hong Kong et Singapour. Après 1979, la Banque Populaire de Chine (PBOC) s'est scindée en quatre morceaux. Trois furent spécialisés respectivement dans l'Agriculture, la Construction et l'Industrie & Commerce, tandis que la PBOC devenait une "banque centrale". Comme c'était l'époque où il fallait assurer la survie de l'industrie lourde délaissée par l'URSS et accompagner les premières poussées de l'ère nouvelle, ce système bancaire fruste et lourd mit beaucoup de temps à se stabiliser. Son inévitable faillite fut souvent prophétisée aux États-Unis comme en Europe. Néanmoins, l'afflux de capitaux diasporiques et le puissant essor de l'économie s'accompagnèrent d'un déploiement de l'appareil bancaire qui fit place à de nouvelles banques commerciales diversément spécialisées (avec, parfois, des associés étrangers), assorties de coopératives de crédit urbain ou rural et de sociétés de défaisance. Ces dernières portèrent toute la charge des industries à la dérive et coopérèrent avec les autorités provinciales et les antennes ministérielles chargées d'innovations diverses, pour organiser la vente, la transformation ou la suppression des vieilles usines, évidemment avec l'aide de la PBOC, qui pilote tout le système bancaire. En un quart de siècle, l'héritage du passé maoïste et de "l'aide" soviétique fut pratiquement liquidé, sans aucun effondrement bancaire et au prix de poussées sporadiques de chômage que l'expansion générale de l'économie permit de résorber. Pendant ce temps, de multiples banques étrangères qui avaient ouvert des filiales à Shenzhen ou à Shanghai reçurent licence d'opérer tant en yuan, que dans la devise de leur pays d'origine, pour des catégories bien définies d'opérations. En 2000, elles portaient 20% des prêts en devises étrangères alors en cours, contre à peine 1% des prêts en yuan. Depuis lors, à mesure qu'avançaient les négociations qui allaient permettre à la Chine de participer pleinement à l'OMC, le rôle des banques étrangères s'est modérément accru. Il

devrait prendre quelque ampleur au cours des dix prochaines années, selon l'accord cité ci-avant. Néanmoins, la PBOC jouera, comme aujourd'hui, de ses divers outils <sup>105</sup> pour contenir l'expansion bancaire tant nationale qu'étrangère.

Emportée par l'élan de son commerce international et par les besoins de ses entreprises - étatiques, mais diversifiées - la Chine qui usait déjà prudemment des bourses de Singapour et surtout de Hong Kong décida, en 1990, que certaines bourses pouvaient être créées sur son propre territoire. Elle s'engagea dans cette voie de façon circonspecte. Les crises qui avaient sévi, tout au long des années 1980, en Amérique latine, lui avaient fait apercevoir les dangers de la *hot money*, périls dont la crise (soi-disant) *asiatique*, d'après 1997, confirma la vigueur, renforçant de la sorte sa prudence. Les deux termes que j'ai mis en relief méritent explication.

La *hot money* désigne, de façon poliment bancaire, les capitaux spéculatifs qui voyagent de place en place (boursière), vers les placements locaux les plus rentables et qui refluent, vite fait, lorsque les rendements locaux sont ou paraissent menacés. Durant les années 1980, le Mexique et surtout le Brésil (qui dut changer six fois de monnaie en huit ans...) furent les plus touchés de tous les pays latino-américains par un tel aller-retour. En fin de course, le FMI vint au secours des pays atteints, en leur offrant (= imposant) des refinancements plus stables, mais beaucoup plus onéreux. Des ravages analogues se firent sentir en Thaïlande en 1997 et gagnèrent plusieurs pays de l'est asiatique, y compris Taïwan ;. Seule la Malaisie y échappa à peu près, grâce aux précautions qu'elle prit pour modérer les flux de *hot money*. Celle-ci sévit partout où il y a des banques, mais ne devient ravageuse que dans les pays à économie exubérante où le système bancaire est mal contrôlé. La Chine le sait bien, qui, en 2010 encore, dénonçait le risque d'un afflux de *hot money* via Hong Kong et renforçait ses précautions réglementaires là-contre.

Parmi les instruments dont la Chine fait usage pour financer ses investissements majeurs, sans recourir à des crédits bancaires, ni à des capitaux levés en bourse, figurent les "fonds souverains" où elle a logé, au fil des ans, une fraction substantielle des réserves de change nées des excédents de sa balance des paiements courants. <sup>106</sup> Ces fonds ne sont nullement une invention chinoise, car plusieurs autres

---

<sup>105</sup> Notamment le capital minimum requis (selon le type d'activité et selon le statut de maison mère ou de filiale), le taux des réserves (à déposer à la banque centrale) en proportion des dépôts reçus et les divers ratios prudentiels en fonction du poids des actifs immobiliers, des risques globaux et par client, et, enfin, des collectes en devises).

<sup>106</sup> Les "paiements courants" d'un pays résultent du solde de ses échanges internationaux et, le cas échéant, des capitaux étrangers qui sont apportés pour être convertis en yuan.

pays, dont la Norvège et Abu Dhabi, riches de recettes pétrolières, ont créé, avant elle, de tels fonds, souvent importants. Les fonds chinois ne détiennent que les deux tiers environ d'un total mondial qui est de l'ordre de 4000 milliards de dollars <sup>107</sup>. Au lieu de laisser, ces ressources "dormir dans les caves" de leur banque centrale, les pays riches de telles réserves peuvent les placer dans des entités *ad hoc* aux noms très variables, que l'on assemble sous la rubrique des "fonds souverains", car ce sont des sociétés financières (fonds) appartenant à un État (souverain). Chaque fonds a une mission définie par l'État qui le contrôle. Ainsi, en Norvège, la mission du fonds est d'alimenter le service des retraites quand les rentes tirées du pétrole de la mer du Nord cesseront d'alimenter le budget courant de l'État. En Chine, comme souvent ailleurs, ces fonds se comportent comme des sociétés de capital-investissement : ils placent leurs capitaux dans des entreprises (nouvelles ou en voie de réorganisation), ayant ou non d'autres associés chinois ou parfois même étrangers. Leur activité a occasionnellement débordé des frontières chinoises, quand du moins, l'État du lieu n'y a pas mis obstacle.

Les États-Unis ne voient pas d'un bon œil cette éventuelle immixtion (indirecte) de l'État chinois dans des sociétés américaines ou dans des FMN de cette origine. On a aperçu, chemin faisant, divers exemples de refus par l'État américain de telles intrusions. La solution qui conviendrait le mieux aux USA serait de les tarir à la source. Mais il faudrait, pour cela, une active complicité du gouvernement chinois, lequel est en fait le principal prêteur à un gouvernement américain menacé par le déficit abyssal de ses propres "paiements courants". Ce déficit vient de loin. Il est dû pour l'essentiel aux dépenses publiques, non financées par les budgets publics : la riche Amérique répugne aux impôts supplémentaires requis par les nouveaux surcroûts de dépenses. De ce fait, son déficit brut total, rapporté au PIB, s'accroît considérablement en période de guerre <sup>108</sup>. Ce fut massivement le cas, à l'occasion de la WW2 et de la guerre du Vietnam, puis de façon moins nette, du fait des guerres proche-orientales, depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle. Déficit commercial vis à vis de la Chine, dépendance financière à son égard, tel est le triste sort des États-Unis, auquel ne répondent que des solutions simplistes : du protectionnisme commercial et des "leçons" de banque.

Pour juger de leur simplisme, il faut se souvenir des conditions d'accès de la Chine à l'OMC, évoquées plus avant, mais aussi prendre en considération les effets mondiaux du "déluge" de dollars produit par les États-Unis, avant d'en venir aux "leçons" de bonne bancarisation, à examiner ensuite : Greenspan pour le déluge et

---

<sup>107</sup> Ou, pour le dire à l'américaine, quatre trillions de dollars.

<sup>108</sup> Ce fut le cas dès les guerres d'Indépendance, puis de Sécession.

Paulson pour les "leçons". Naturellement, Greenspan n'est pas l'auteur unique, ni même l'acteur principal du "déluge". De 1987 à 2006, il dirigea ce qui tient lieu de banque centrale aux États-Unis : la Fed, c'est-à-dire la Banque Fédérale de Réserve, qui chapeaute les douze banques régionales de réserve, lesquelles, à leur tour, sont censées contrôler les banques commerciales de leur ressort. Au cours des années Greenspan, la dette intérieure des États-Unis - c'est-à-dire le volume global des créances financières de toute sorte s'est accru de façon massive, mais inégale. Je résume ici l'océan des données fournies par la Réserve Fédérale, en % (arrondis) par grand secteur : les crédits aux États locaux et aux collectivités territoriales ont pratiquement doublé ; ils ont quadruplé pour l'État fédéral, mais seulement triplé pour les entreprises (non financières) ; ils ont quintuplé pour l'habitat et les autres achats des ménages <sup>109</sup> ; et, enfin, ils ont septuplé pour les entreprises financières, devenues, pour la plupart, de fervents adeptes du *leverage*, ce fameux effet de levier qui permet, en prenant appui sur un capital donné, de trouver en banque ou en pseudo-banque des crédits plusieurs fois supérieurs au capital de l'emprunteur.

Il serait trop long de détailler tout cela, aussi vais-je m'en tenir au ressort principal, celui des banques et des pseudo-banques (qu'à Wall Street on appelle souvent les *non-bank banks*). Ces entreprises sont habillées de diverses façons. Ce sont des fonds de placement et autres sociétés d'investissement, des sociétés de capital-risque (ou *venture capital*), des *hedge funds*, et vingt autres désignations qu'utilisent celles qui répugnent à se déclarer banques - et, à subir de ce fait, les obligations et contrôles (très allégés, depuis Reagan) qui subsistaient encore. Autour de ces prêteurs, grouille toute une faune de *brokers*, lesquels sont des courtiers et autres intermédiaires vers les firmes aptes à prêter ou vers les banques et bourses où l'on peut acheter (ou vendre) des titres de placement. Pour informer tout ce monde, des sociétés de notation jaugent périodiquement la valeur des titres et des créances offertes aux particuliers, comme aux compagnies d'assurance et aux sociétés financières de toute sorte. Dans cette jungle, quelques grandes banques qui ne sont pas toutes domiciliées à Wall Street, ni toutes d'origine américaine, pilotent - isolément ou en associations multiformes - des ensembles riches de banques et de non-banks, de sociétés de *brokerage*, de sociétés de notation, etc. La réalité se dissimule vertueusement dans ces massifs touffus, mais la rentabilité y gonfle vers des niveaux auxquels le capital industriel ou marchand ne peut prétendre, sauf à l'occasion des

---

<sup>109</sup> On est ici dans le paradis des cartes de crédit (*revolving*, c'est-à-dire à renouvellement automatique, avec règlement mensuel sur facture...) et des crédits hypothécaires enflés, parfois, au delà du prix d'achat global du logement hypothéqué, de façon "à avoir de quoi l'équiper correctement"...

rarissimes introductions en bourse de *start up*<sup>110</sup> "géniales". Les *bonus* énormes qui surmultiplient les salaires annuels des hauts dirigeants des FMN financières et les cadres "virtuoses" de leurs salles de marché (c'est-à-dire les cadres de leurs bureaux d'achat/vente de titres), sont à la fois, les étendards commerciaux de ces firmes multinationales et le pinacle de la spéculation.

Car, il ne faut pas en douter, ces énormes excroissances des activités bancaires et boursières qui caractérisent le fonctionnement financier du capital ne peuvent se rentabiliser qu'en pompant une large part du profit industriel ou commercial, comme de la rente agricole, foncière et minière qu'elles peuvent capter (y compris dans l'exploitation pétrolière), sans oublier - *last but not least* - ce qu'elles peuvent aspirer de l'épargne des classes plus ou moins fortunées (détentrices d'un quelconque patrimoine boursier) ou des classes populaires vivant de leurs salaires. A ce dernier titre, la démonstration est devenue éclatante quand il est apparu que des obligations *subprime* s'effondraient chez leurs acquéreurs, comme les maisons acquises par surendettement s'évanouissaient dans une imparable saisie parce que l'économie réelle se noyait dans le chômage. Le scandale des *subprime* est plus révélateur que celui des saisies immobilières rendues massives par une conjoncture défavorable, car il touche à l'un des mécanismes centraux de la financiarisation du capitalisme et de la prolifération des *non-banks*.

La banque qui a mûri au bénéfice de l'industrialisation capitaliste s'est organisée<sup>111</sup> autour d'un ajustement simple : recueillir des dépôts monétaires et, pour l'essentiel, les prêter à des industriels et commerçants, avec l'intervention éventuelle d'une banque centrale prête à escompter les créances "matérialisant" ces crédits. Sur ce mécanisme de base, qui "transformait" les dépôts en crédits, la finance "moderne" a surajouté un étage supplémentaire, celui de la "titrisation". Il s'agit cette fois de transformer les crédits bancaires en titres vendables : on les empile en masses diverses, par exemple selon l'activité de leurs destinataires ou, plus souvent, selon leur rendement probable (taux d'intérêt, risque de défaillance), et aussi selon la monnaie dans laquelle ils sont libellés. À ces "produits directs" la titrisation peut ajouter des "produits dérivés" pour affiner les crédits ainsi assemblés, afin de les rendre plus rentables ou "plus sûrs" (assurance, garantie de change, promesse de rachat, etc.). Reste à saucissonner les masses diverses ainsi composées, pour les vendre par tranches au guichet des banques, dans les boutiques des *brokers* ou par le canal de tous autres intermédiaires : par exemple, les vendeurs d'automobi-

<sup>110</sup> *Start up* désigne, à l'américaine, une société naissante.

<sup>111</sup> Ou plutôt réorganisée, à partir d'activités bancaires plus anciennes, agences autour du capital marchand (et aventurier) ou de la gestion de fortunes à dominante foncière.



les ou les agents immobiliers, et tous autres vendeurs "à crédit" de matériels, fournitures et marchandises. La publicité, l'habileté commerciale et la tromperie aidant, il n'est pas douteux que ces titres se vendent bien. D'où l'énorme gonflement des pyramides de crédit.

Jusqu'à ce que tel ou tel pan de l'édifice s'effondre. Ou jusqu'au moment où tout menace de s'écrouler : mais je reviendrai plus loin sur ce "risque systémique", car il ne s'est pleinement révélé qu'après le "règne" de Greenspan. Lequel en eut pourtant un avant goût quand deux ou trois krachs encore limités l'obligèrent à motiver d'extrême urgence quelques grandes banques new-yorkaises pour échafauder les murailles branlantes. Ce qu'il réussit à faire en ouvrant plus larges encore les écluses de la *Fed*, pour les abreuver de dollars, autant qu'ils en réclamaient.

En 2005 Greenspan céda la direction de la Fed à Bernanke et, en 2006, Paulson devint secrétaire d'État au Trésor. Ces nominations effectuées par Bush Jr qui allait bientôt achever son second mandat présidentiel ne furent pas aisément ratifiées par le Sénat : on entendait déjà des craquements dans tout l'appareil financier américain, mais Paulson (banquier venu de Goldman Sachs) et Bernanke (ex-universitaire, spécialiste de la crise des années 1930) n'avaient, ni l'un ni l'autre, aucune réforme utile à proposer. Quand la crise financière - qui allait devenir mondiale et qui dure encore (en 2011) - éclata en 2007 et s'épanouit en 2008, ils ne changèrent guère leurs routines. Après l'effondrement de la banque Lehman, vieille rivale de Goldman, Paulson fit voter par le Congrès un énorme programme de secours, dit TARP <sup>112</sup>, grâce auquel plus de 700 milliards de dollars vinrent renflouer des banques et d'autres sociétés financières, au prix de quelques contraintes et contrôles provisoires. La dette publique fit alors un bond supérieur à celui que les guerres proche-orientales avaient entraîné au tout début du 21<sup>e</sup> siècle.

À plusieurs reprises, Paulson se rendit à Pékin pour persuader la Chine d'ouvrir plus largement son marché et de moderniser ses banques "à l'américaine". Il n'eut aucun succès. En matière commerciale, les négociations se poursuivirent à l'OMC, comme l'on sait. En matière financière, la Chine continua d'empiler les bons du trésor américain, par conversion d'une partie de ses réserves de change. Prudemment, elle commença même, à partir de 2010, d'alléger son stock de tels titres, tandis qu'elle accélérât quelque peu ses investissements en divers pays, y compris dans plusieurs FMN américaines. En 2011, elle était encore le premier créancier du Trésor

---

<sup>112</sup> Intitulé *Troubled Assets Relief Program* (programme de secours pour les actifs (financiers) en péril).

américain <sup>113</sup>, devant le Japon, le Royaume Uni et bien d'autres pays. Dans les débats provoqués par Paulson, la réponse fut toujours du même type : nous gérons notre économie à notre manière, sans artifice visant à affaiblir le yuan ; pour revigorer le dollar, soignez votre économie, en comblant votre énorme dette. Formules que les deux parties détaillèrent à l'aide de multiples arguments statistico-techniques et qu'ils envenimèrent parfois par des remarques acerbes. Au moment où j'écris ceci, on en est toujours là, d'autant que les réformes nécessaires pour améliorer le pilotage mondial de l'économie et de la finance avancent à très petits pas, malgré les belles promesses des principales puissances intéressées, États-Unis et Chine comprises.

## *(10) Sortir de la crise, mais comment ?*

### [Retour à la table des matières](#)

Les principales promesses sont venues du G20, le groupement des vingt principales puissances du monde actuel qui est désormais superposé au G7/G8, de plus vieille souche. <sup>114</sup> Une ou deux fois par an, le G20 délibère sur les réformes à opérer au FMI et dans les grands centres financiers pour rendre l'appareil financier mondial plus efficace et plus sain. Mais, les réformes qu'il suggère (et qui sont assez souvent pertinentes) n'ont aucune valeur contraignante. Les États restent maîtres dans leurs domaines respectifs, lesquels débordent de leurs frontières, quand leurs banques et *non-banks* poussent leurs agences et succursales (bancaires, boursières et financières d'autre farine) sur les territoires d'autres États. Le G20 est mieux écouté au FMI, depuis que diverses adjonctions et novations opérées depuis 2008 ont commencé d'y réorganiser le pouvoir. Le temps n'est plus où la Belgique pesait plus lourd que le Brésil dans les décisions du FMI - exemple souvent cité, mais nullement isolé.

---

<sup>113</sup> En avril 2011, elle détenait près de 900 milliards de bons du Trésor américain, ou plus de 1200 milliards, si l'on fait masse de ces avoirs avec ceux de Hong Kong.

<sup>114</sup> Le G7 assemblait depuis 1975 les sept principaux pays industriels. Il devint G8 quand la Russie "libérée du communisme" y fut adjointe, ce qui n'empêcha pas le G7 de poursuivre ses propres réunions annuelles. Ce qu'il continue de faire, nonobstant la création du G20 en 2009.

À y regarder d'un peu plus près, on peut en effet constater que les voix des "pays émergents", notamment ceux de l'ensemble BRICS - et tout spécialement de la Chine - y sont mieux entendues à l'heure des votes décisifs. En effet, le système des "quotas" qui proportionne la voix de chaque État à sa quote-part dans le capital du FMI <sup>115</sup>, a pu, au prix de contorsions nouvelles, être un tant soit peu adapté aux réalités présentes. Pour atteindre ce résultat, il a fallu réduire le poids des Belgique au bénéfice des Brésil, je veux dire : réduire l'influence de l'Europe pour accroître celle des "pays émergents". Les États-Unis durent aussi lâcher un peu de leur pouvoir éminent, mais pas (encore) au point de perdre leur droit de veto sur celles des décisions du Fonds qui les dérangent. En effet, toutes les décisions du FMI doivent recueillir 85% des voix, alors que les États-Unis détiennent encore 17% des "quotas". En outre, derrière le directeur général (jusqu'ici européen), ils désignent toujours le n°2 de l'organisation, en raison, disent-ils, de leur part prépondérante dans les crédits alloués par le FMI. <sup>116</sup> Ainsi le dollar règne en maître au FMI, mais sans doute plus pour très longtemps.

En effet, le capital financier, plus ou moins guidé par Wall Street et ses alliés du Royaume Uni et de maints autres pays (européens ou non) a été le principal responsable de la crise "systémique" <sup>117</sup> qui s'est généralisée en 2008. Depuis lors, il combat les réformes et les contrôles que certains États esquissent et que, dans sa majorité, le G20 soutiendrait assez volontiers. Pour s'en tenir à l'essentiel, en négligeant les variantes qui doivent s'adapter aux particularités institutionnelles de chaque pays, les réformes souhaitables se résument en quelques orientations simples, mais décisives. La finance doit être soumise à des normes précises, à des contrôles stricts et à des sanctions brutales quand elle s'écarte des limites qui lui sont fixées légalement, nonobstant la vélocité des outils informatiques dont ses acteurs - et leurs clientèles - font usage. Autrement dit les sociétés de bourse sont à inclure dans le champ visé. L'opposition du capital financier à de telles orientations, aussi édulcorées soient-elles, ne prend plus, pour l'instant, la forme d'un refus frontal. Le Congrès américain et d'autres parlements ont adopté des lois qui, tout en étant encore insuffisantes, seraient d'application "gênante". Elles sont donc combattues,

---

<sup>115</sup> Système blindé par des statuts de 1945, peu modifiés lors de la montée en puissance du Japon, ni lors de l'enrichissement des États pétroliers, et encore moins lorsque les décolonisations enflèrent l'effectif total du Fonds,

<sup>116</sup> Lesquels proviennent, le plus souvent de l'*EnE Wall Street* et non de la Réserve Fédérale, ni du budget américain.

<sup>117</sup> "Systémique", parce qu'elle affecte tout le système financier. Souvent l'usage de cette formule permet d'envelopper les responsabilités particulières de telles banques (ou *non-banks*) dans un pieux brouillard.

mais de biais. À grand renfort de *lobbies* et de *lawyers*, on s'attaque à une partie des dispositions votées ou on travaille à les rendre inapplicables. Le plus bel exemple vient, comme il se doit, de New York. À l'heure où l'État fédéral se débat avec le déficit que l'on sait, les commissions et sous-commissions du Congrès ou du Sénat s'évertuent à priver les autorités régulatrices récemment rénovées (dans une modeste mesure) des crédits budgétaires sans lesquels leurs contrôles ne peuvent s'exercer, faute de contrôleurs... Ailleurs, en Angleterre notamment, on combat le découpage des grandes banques mêle-tout, qui tente de séparer <sup>118</sup> les activités classiques (dépôt/crédit) des fonctions jadis dévolues aux seules "banques d'affaires" (investissement et gestion de fortunes, etc.).

Pour mettre en perspective les réflexions ci-avant, je vais me référer à des opinions plus autorisées que le mienne. Celle de Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, de 2004 à 2011, tirant les conclusions d'un débat tenu à Shanghai, en octobre 2010 : "Il faut rendre le système financier plus sûr et plus stable et remettre les banques au service de l'économie réelle [c'est-à-dire non-financière]... Nous savons que le risque systémique ne concerne pas que les banques...il affecte la stabilité et la résilience du système financier dans sa totalité...Les politiques macro-économiques et les instruments macro-prudentiels sont à lier intrinsèquement." <sup>119</sup> Celle, aussi, du G20, réuni à Washington en avril 2011, qui essaie d'avancer dans cette direction, en proposant que le FMI et la Banque Mondiale tiennent à jour une batterie d'indices (dite MAP <sup>120</sup>) permettant d'apprécier, pays par pays, si le déficit budgétaire ou la balance commerciale sont déséquilibrés d'une façon qui devient dangereuse non seulement pour le pays lui-même, mais pour l'ensemble du système mondial. Ce qui est une façon de dire que la dispute récurrente entre la Chine et les États-Unis est à réduire de façon concertée. Mais ce n'est encore qu'un vœu pieux : la résorption du déficit américain n'est pas encore engagée par un État capable de la mener à bien ; la cotation d'un yuan abandonné aux jeux fluctuants du "marché" n'est pas envisageable par le gouvernement chinois.

---

<sup>118</sup> Comme ce fut le cas, un peu partout, après la crise des années 1930.

<sup>119</sup> Adepte d'une macrosociologie qui s'efforce d'embrasser les situations et les périodes à étudier dans une vision embrassant, autant qu'il se peut, les apports de toutes les sciences sociales, je salue, comme une contribution précieuse, les efforts (à plus courte emprise) qui tendent à synthétiser toutes les données des sciences économiques (d'où leur allure macro-économique) et même à rassembler les contraintes et contrôles souhaitables pour l'ensemble du système financier dans une même visée "macro-prudentielle".

<sup>120</sup> MAP est un *Mutual Assessment Process* identifiant les objectifs globaux à atteindre et les politiques nécessaires à ces fins.

Après un long tri du panier de crabes qu'est le (petit) monde de la (grande) finance d'où il résulte que la Chine et les États-Unis ne sont pas près de s'entendre sur les réformes à opérer, il faut en venir, avant de conclure, à une vision simplifiée, mais claire, de la prospective financière telle qu'on semble en juger du côté américain et telle qu'elle semble s'esquisser du côté chinois.

**Du côté américain**, on ne sait trop que faire. La dette publique devient obsédante, mais la chicane entre l'administration Obama qui demande que le plafond réglementaire de cette dette soit une nouvelle fois relevé se heurte à un refus persistant du Congrès qui fait mine de donner priorité à des économies budgétaires drastiques (visant, évidemment, les dépenses "sociales" provoquées par les réformes qu'Obama a fait voter (en matière sanitaire, notamment) du temps qu'il avait une majorité pour ce faire. Ce piétinement s'achèvera bientôt par un médiocre compromis, mais il prélude aux élections présidentielles de 2012 qui seront serrées et vigoureuses. Geithner qui est le nouveau secrétaire au Trésor (depuis 2009) se débat comme il peut dans un pays affaibli par les guerres non (ou mal) financées de l'ère Bush et ravagé par la crise depuis 2007-08. Ancien collaborateur du cabinet *Kissinger Associates*, il n'est certainement pas dépourvu de réalisme et comme il a notamment servi à l'ambassade américaine de Tokyo et au FMI, il connaît mieux que beaucoup de ses compatriotes ce qu'est le monde *off shore*. En 2003, il est devenu le président de la *Federal Reserve* de New York, laquelle est la principale des douze FRB régionales. Dans cette fonction, il a participé à l'élargissement des écluses monétaires, par quoi la crise financière a été "soignée". Héritant du TARP (aperçu plus haut), il n'en a aucunement freiné l'emploi, enfin il semble avoir été vigilant pour ce qui est du respect des contraintes liées à l'emploi et au remboursement des avances de trésorerie. Présentement, il peine à mettre en œuvre les réformes financières décidées par le *Dodd-Frank Act*<sup>121</sup>, parce que plusieurs des postes décisifs pour leur application ne sont pas pourvus, par hostilité du Sénat ou même par défaillance de la Maison Blanche.

Cependant, l'inflation s'installe partout sur la planète, pour des raisons qui ne sont certes pas toutes imputables à l'énorme dette américaine, mais parmi lesquelles les flux massifs de dollars jouent un rôle certain - et sans doute important. Les dernières statistiques du COFER (FMI) converties en dollars, montrent qu'à la fin de l'année 2010, sur un total supérieur à 9 trillions \$ détenus hors leurs pays d'origine,

---

<sup>121</sup> Loi votée en 2010 qui est censée rénover les obligations des banques et des bourses, tout comme les contrôles exercés sur elles (et, plus ou moins, sur les *non-banks*).

34% sont des dettes <sup>122</sup> libellées en dollars américains et 45% ne sont pas imputables, de source sûre, à une monnaie précise. Les banques et *non-banks* qui gèrent <sup>123</sup> ces dettes-crédances et les font circuler à toutes fins utiles ne s'y trompent pas : le dollar est la principale monnaie dans le monde actuel et sa fragilité croît avec le temps. La Banque Mondiale - institution onusienne traditionnellement fidèle aux orientations américaines - prédit néanmoins qu'en 2025, le dollar ne sera plus la principale monnaie de réserve, et que, dans un monde multipolaire, il sera supplanté par l'euro et le yuan. Cela pourrait se vérifier, si l'euro surmonte ses turbulences actuelles, si la Chine poursuit sur sa lancée présente et si aucun compétiteur majeur ne se présentait, par exemple du côté d'un Japon restaurant sa pleine vigueur ou d'un Brésil ne perdant rien de son élan actuel. Mais rien de cela ne peut être garanti.

Les plans quinquennaux n'étant pas d'usage aux États-Unis - sauf à l'échelle de certaines FMN, lesquelles ne disposent pas des outils étatiques permettant de gérer plus ou moins bien les visées à long terme - l'avenir de la dette américaine, du dollar, du commerce international des États-Unis et des dépenses étatiques *off shore* à des fins militaires ou autres est nimbé dans une glorieuse incertitude, hardiment tempérée par une "exceptionnelle" confiance dans la "destinée manifeste" d'un pays "bénédicté par Dieu". Cela ne suffit pas pour garantir que *l'automne américain* <sup>124</sup> sera suivi par un nouveau printemps, plutôt que par un rude hiver.

**Du côté chinois**, la situation est différente. Le 12<sup>e</sup> Plan (2011-2015) est précautionneux, mais difficile à mettre en œuvre. Le freinage de la croissance économique est délicat, après quatre décennies de "surchauffe". La dépense publique est mieux encadrée, mais le recours au crédit bancaire est lent à se calmer. L'État chinois craint la *hot money* dont il a pu observer les ravages durant la "crise asiatique" et dont il perçoit la pression à ses abords. Des capitaux spéculatifs afflueraient via Hong Kong ou vers la bourse de Shanghai si diverses écluses n'en maîtrisaient le débit. La plus importante d'entre elles - mais aussi la plus fragile à moyen terme - concerne le jeune secteur boursier qui s'enflerait volontiers. Hong Kong avait une bourse assez active, qu'il a gardée en réintégrant la Chine, en 1997. Shenzhen, sa voisine, l'a imitée peu après, mais avec des marges de manœuvre très réduites. Shanghai est entré dans ce jeu à partir de 1990. Quelques péripéties, chez l'un ou

---

<sup>122</sup> Ce sont, bien évidemment, des créances, si on les considère du point de vue des détenteurs des titres de dette.

<sup>123</sup> En les camouflant à l'occasion, dans leurs "paradis", leurs "comptes numérotés" et autres "bonnes manières".

<sup>124</sup> Voir l'essai présenté sous ce titre sur le présent site. [[URL](#) Les Classiques des sciences sociales.]

l'autre de ces marchés de titres <sup>125</sup>, ont été maîtrisées sans drame. Une loi de 1998 "sur les valeurs mobilières" est venue régir ce domaine qui continue néanmoins de se complexifier : non pas en important les formules utilisées par les bourses occidentales, mais en essayant d'adapter certaines d'entre elles à une finance "à la chinoise" qui tient à ses écluses. En 2002, la PBOC et la Commission de Régulation des Marchés boursiers ont sélectionné quelques "investisseurs institutionnels étrangers qualifiés" <sup>126</sup> désormais autorisés à opérer sur le marché chinois des actions A. À leur tour, les actions B des entreprises d'État ont afflué vers la bourse de Shanghai, à partir de 2004, tandis que la bourse de Shenzhen s'ouvrait aux PME dont les actifs sont plus réduits. Les action A sont cotées en yuan. Les actions B - qui ne peuvent couvrir qu'une fraction bien limitée du capital de la société concernée - sont, quant à elles, cessibles en devises étrangères : en dollar américain à Shanghai et en dollar de Hong Kong à la bourse de Shenzhen. Mais ces repères ont fluctué et bougeront sans doute encore, tant que la Chine s'efforcera de maintenir de réelles écluses entre ses marchés et le jeu habituel des bourses capitalistes. D'autant que 85 compagnies chinoises sont d'ores et déjà (juin 2011) cotées dans de grandes bourses étrangères, dont 45 pour le seul Nasdaq. Car là est le risque que prend une Chine désireuse de garder le contrôle global de son "économie socialiste de marché" : utiliser les pompes à capitaux boursières chez elle, user des bourses étrangères à sa convenance et ne pas être envahie par des capitaux étrangers indiscriminés, ni inondée par des flots de *hot money*. Pari périlleux, le capitalisme étant ce qu'il est...

Moins périlleuse, la pression interne du crédit bancaire est, elle aussi, jugée inquiétante. Coup sur coup, la banque centrale vient de relever le ratio des réserves (proportionnelles aux dépôts reçus) à consigner obligatoirement à la banque centrale (PBOC), ce qui réduit d'autant la capacité de prêt des banques commerciales. Jusqu'au début 2010, ce ratio était de 16% ; par étapes, il a été porté à 17,5% en novembre 2010 et, depuis lors, plusieurs marches de 0,5% ont été gravies, presque de semaine en semaine, mais rien ne garantit que leur taux se stabilisera aux 21,5% atteints en juin 2011. La PBOC se bat contre l'inflation et la spéculation, qu'elles soient d'origine interne ou internationale, distinction qui n'a pas (encore ?) perdu sa signification, mais que l'OMC et le FMI comptent voir disparaître dans les cinq ans qui viennent. De leur côté, les réserves de change ne sont plus entièrement bienvenues, car leur accroissement nourrit le crédit interne, sauf placement financier ou investissement productif à l'étranger. Leur placement en bons du Trésor américain est à surveiller. Il serait réduit si cette monnaie semblait menacée d'une prochaine

---

<sup>125</sup> Bien détaillées dans une note de *Beijing Information* (22/12/2010).

<sup>126</sup> Tels le japonais Nomura, ou les américains Citigroup et Morgan Stanley International, etc.

dévalorisation. Par contre, l'investissement dans l'économie réelle de divers pays serait bienvenu, mais il se heurte ici ou là - et surtout aux États-Unis et sur leurs terrains d'élection (les compagnies pétrolières, notamment) à des obstacles divers, voire à des vetos déclarés. Les "fonds souverains" chinois ne manquent pas de moyens, ni de cibles, mais ils sont quand même à gérer prudemment...

Les explorations précédentes auraient dû être largement élargies pour tenir compte des répercussions, en Chine et donc aux États-Unis, de quelques évolutions dont les conséquences seront lourdes pour ces deux pays et pour le système monétaire/financier mondial. Je pense notamment aux perspectives de l'euro, à l'éventuelle reviviscence du Japon et de son yen, à l'avenir d'une Russie encore titubante et aux promesses fort variables des divers pays du BRICS. Cet élargissement de l'étude m'aurait assurément conduit à approuver pleinement la conclusion d'une riche étude de Michel Aglietta sur les "Déséquilibres globaux et [la] transformation du système monétaire international" <sup>127</sup>, à savoir que "l'évolution vers un système monétaire polycentrique est en marche". Autrement dit, le primat du dollar américain, jusqu'ici consolidé, d'une péripétie à l'autre, va rejoindre le tombeau des idées hier reçues et aujourd'hui mortes où gît déjà le "consensus de Washington" de naguère.

Je vais resserrer derechef l'attention sur le seul "match" Chine / États-Unis, - lequel, à vrai dire, n'est un match que du point de vue américain, car la Chine semble viser non point la suprématie monétaire, mais la poursuite de sa propre montée en puissance. C'est d'ailleurs l'une des conclusions (reprise par François Godement <sup>128</sup>) d'un séminaire tenu au CICIR <sup>129</sup> en juin 2010, avec la participation de neuf experts chinois (de diverses universités et d'un professeur au Centre de Recherches Stratégiques de l'École Centrale du Parti). De ce dossier qui mérite une lecture très attentive, il résulte notamment que le renminbi est sur une lancée très différente de celles qu'ont suivies les principales monnaies. La perspective est d'en faire, avant tout une monnaie pour les échanges commerciaux. Puis, plus tard, de le rendre utilisable pour les investissements, les prêts et les réserves (de change), mais seulement

---

<sup>127</sup> Publiée dans le n° de janvier-mars 2011 de la revue *Confrontations Europe* (pp. 7-9).

<sup>128</sup> Directeur de l'Asia Centre, à Sciences Po, Paris et fellow at the European Council on Foreign Relations (ecfr). Les citations sont extraites de l'étude "Redbacks for Greenbacks ; the internationalisation of the renminbi" publiée dans *China Analysis*, en novembre 2010. Je les ai traduites pour la commodité du lecteur francophone.

<sup>129</sup> China Institutes of Contemporary International Relations.



avec les partenaires commerciaux de la région <sup>130</sup> et avec d'autres pays ayant une économie sous contrôle étatique (*state-run economies*), ce qui n'implique pas un modèle comparable à celui de la Chine, mais exclut assurément les pays pleinement ouvert au libre-échange à l'américaine (et sans doute aussi à l'européenne). <sup>131</sup> Ce "plus tard" s'ouvrirait peut être avant 2020, mais s'étendrait "régionalement" entre 2020 et 2030, après quoi, au cours de la décennie suivante, le renminbi deviendrait utilisable pour toutes les transactions financières, à égalité avec le dollar et l'euro.

En résumant les conclusions très nuancées de Gaudement et des experts qu'il cite, j'ai assurément durci le trait. Mais il est clair que ces visées chinoises n'ont rien de séduisant pour les États-Unis (et leurs plus fidèles disciples) ; elles n'ont rien, non plus, d'un plan bien fixé. Leur pivot central est que les questions monétaires ne peuvent être abandonnées aux vagabondages des marchés, le pouvoir politique doit avoir prise sur elles, ce qui me paraît fort sage. L'un des participants au séminaire de juin 2010 - Lin Limin - estime pour sa part que "*peaches and plums have no need to speak, the world come to them by itself*", autrement dit les réformes bénéfiques pour tous les partenaires parleront d'elles mêmes.

Et, pour bien faire comprendre le rôle de l'État, il paraphrase un adage de Clémenceau : "l'économie est chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls économistes". J'en conviens volontiers. Mais rappelant le dire de Clémenceau lui-même - "la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux seuls militaires" - je pense aussi qu'il est temps de passer à cet autre terrain de la rivalité sino-américaine des prochaines décennies...

---

<sup>130</sup> Pas explicitement définie, mais le cas de l'ASEAN est évoqué, non celui du Japon.

<sup>131</sup> Ce qui pourrait notamment concerner le Vietnam et peut-être aussi la Corée (N), l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Mongolie et la Russie.

## *(11) Les risques guerriers*

### [Retour à la table des matières](#)

Les bonnes plumes journalistiques, essayistes ou universitaires ont déjà tout écrit là-dessus : une guerre mondiale entre les États-Unis et la Chine est possible, probable, inévitable (*biffer les mentions inutiles*). Un peu plus sérieusement les états-majors (militaires ou non) et tous les autres spécialistes du *Kriegspiel* détaillent les contours et les péripéties d'un conflit qu'ils craignent ou espèrent. Cet ample flot se gonfle à chaque nouvel indice de l'essor chinois ou du déclin des États-Unis. Je n'entraînerai pas le lecteur dans ce labyrinthe de confusions et de délires, même si l'on peut y trouver, de ci de là, quelques réflexions bien fondées en raison. Pour ma part, je m'en tiendrai aux faits acquis, aux périls réellement recensables et aux supputations reposant sur de solides assises théoriques ou exprimant des stratégies politiques respectables.

Longue serait la liste des plaques multi-étatiques ou quasiment dépourvues d'États utiles qui sont aujourd'hui victimes d'un prurit guerrier ou en sont mal guéries après en avoir subi de rudes atteintes. Il faudrait, pour cela, promener le lecteur depuis les Balkans ou le Caucase jusqu'aux rivages de la Mer Caspienne, puis l'entraîner vers l'Afrique centrale, lui faire visiter toutes les régions côtières de la Mer Rouge et du Golfe Persique, l'emmener aussi en Amérique centrale et revenir par plusieurs des archipels et péninsules d'Asie australe. Long périple qui ne procurerait aucun éclairage bien significatif sur ce que pourraient être les rapports guerriers ou pacifiants de la Chine et des États-Unis au cours des prochaines décennies. Tout au plus disposerait-on d'une liste à peu près complète des abcès locaux que de grandes puissances antagonistes pourraient aisément envenimer, sans que rien ne garantisse que ces abcès seront encore purulents, ni aisément réactivables au milieu du siècle ou plus tard.

La sagesse est de partir des zones, aujourd'hui sous tension, où les deux puissances principales du système mondial (en gésine) sont impliquées : dans l'espace Japon-Corée(s) et dans l'ex-empire des Indes (britannique). La première de ces zones n'a jamais été pacifiée depuis la guerre de 1950-53 qui a fait éclater une Corée, à peine émancipée de la colonisation japonaise. Le Nord a agacé ses alliés/protecteurs successifs, de Russie, puis de Chine, et n'a cessé de s'aventurer, de

provocations en lancers de missiles et essais nucléaires, d'une façon dont les USA tirent parti pour surveiller de près toute la région. Le Sud s'est peu à peu libéré d'un gouvernement militaire et a été l'un des premiers États asiatiques à réussir un brillant décollage économique ; mais la base américaine qui le protège s'accroche obstinément à son territoire. Les deux Corée(s) sont séparées par une ligne d'armistice au tracé vague du côté des îles voisines et qu'aucun traité n'a validée. Les tentatives de rapprochement initiées par le Sud n'ont guère eu d'effet, nonobstant l'énorme besoin d'aide (alimentaire, notamment) qui désole le Nord. Pour calmer les tensions zonales, une conférence réunissant ces deux États, avec la Chine, la Russie, les États-Unis et le Japon se tient de temps à autre, mais sans succès. Tant la Chine que les États-Unis (opérant seuls ou sous couvert du Japon) pourraient envenimer une nouvelle tension locale - et même la généraliser - si tel était leur dessein stratégique.

En annexe à cette première zone, il faut considérer le cas de Taïwan qui n'est pas analogue à celui de la Corée. En effet, l'accord Nixon-Mao de 1974 <sup>132</sup> n'a pas écarté les USA de cette île naguère chinoise et les pressions américaines ultérieures ont incité le Japon à "protéger" Taïwan <sup>133</sup>, nonobstant sa constitution démilitarisée. Chacune des fournitures d'armes américaines à l'armée taïwanaise a ravivé une tension qui, néanmoins, s'est plutôt réduite. L'essor chinois a offert au Japon et surtout aux Taïwanais eux-mêmes de solides raisons (commerciales, familiales et touristiques) de coopérer avec la Chine continentale. L'exemple de Hong Kong réintégrant la République Populaire de Chine sans rien perdre de ses particularités ni de sa quasi-autonomie politique a donné à la formule "un pays, deux systèmes" une valeur que les partis politiques taïwanais considèrent moins souvent comme un piège, mais plutôt comme une promesse. Taïwan n'est donc plus une poudrière aussi dangereuse que la Corée.

La seconde zone à considérer est celle des Indes. Ici, les virevoltes ont été et demeurent nombreuses. La blessure causée par la partition de 1947 s'est irrémédiablement envenimée autour d'un Cachemire que l'Inde et le Pakistan se disputent depuis lors, par un incessant mélange de guerres et de sournoiseries. Elle a contaminé la Chine quand l'Inde a autorisé, en 1959, l'installation d'un "gouvernement tibétain en exil" à Dharamsala, dans l'État hindou de l'Himachal Pradesh. Elle a menacé

---

<sup>132</sup> En réalité, c'est plutôt un accord Kissinger-Chou Enlai. Il a privé Taïwan du siège (chinois) de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, mais a été suivi, au Congrès américain, d'une loi promettant aide et protection à Taïwan.

<sup>133</sup> En patrouillant dans le détroit de Formose, c'est-à-dire entre Taïwan et le continent.

de s'étendre plus encore quand la Chine a tenté de rectifier ses frontières himalayennes, par l'annexion du Sikkim (1975). Mais sur ce dernier point, sept tentatives de réconciliation ont abouti à un accord en 2005 : le Sikkim a rejoint l'Inde moyennant la reconnaissance par celle-ci de la souveraineté chinoise sur le Tibet. À l'autre bout du Pakistan, une route frontalière de 1600 km a été rendue carrossable par le travail conjoint des armées chinoise et pakistanaise.<sup>134</sup> Son terminus sur l'océan Indien est le port pakistanais de Gawdar, en grande partie équipé et financé par la Chine. Un oléoduc la longera pour rejoindre le réseau qui se dessine, par ailleurs, entre la Caspienne et le Xin Jiang afin de sécuriser les achats chinois de pétrole. Mais ce projet pharaonique irrite l'Inde (qui craint de perdre de son influence dans l'Océan Indien<sup>135</sup>) et, plus encore, les États-Unis qui voient d'un mauvais œil ces incursions dans un océan que sa 5<sup>e</sup> Flotte est censée contrôler. D'autant que, par ailleurs, le Pakistan est intimement mêlé aux pires complications d'une guerre d'Afghanistan dont les USA tentent de s'extraire sans perdre la face. Tuer Ben Laden (mai 2011) ne suffit pas pour cela, ni pour résorber l'emprise des taliban dans les tribus pachtounes des deux côtés de la frontière pakistano-afghane...

Au reste, la Chine qui a aussi des intérêts à défendre en Afghanistan (notamment du fait de son investissement dans les mines de cuivre d'Aynak) n'entend pas camper sur une position hostile à l'Inde. Depuis quelques années, les rencontres entre Mammothan Singh, Premier Ministre Indien et son homologue chinois Wen Jia Bao ou avec le Président Hu Jintao lui-même se sont multipliées. Elles ont produit plus de communiqués exaltant la coopération (à venir) que de projets déjà concrets. Elles n'ont pas effleuré les problèmes qui pourraient s'envenimer dans le nord-est hindou, région où le Bangla Desh est fragilisé par les crues<sup>136</sup> et les moussons, bordé par le tumultueux Bengale indien et parfois harcelé par des révoltes se disant encore "maoïstes". Mais il reste toutefois que la participation de l'Inde et de la Chine aux efforts du BRICS, pour réformer le FMI et le système financier mondial sont de bon augure.

Les deux zones qui viennent d'être évoquées sont riches en potentiels guerriers, mais elles offrent aussi des perspectives dé-dramatisantes. Chacune de ces régions a été marquée par des guerres dont les séquelles vives (ou parfois ravivées) se sont enchaînées depuis plus d'un demi-siècle sans provoquer une explosion à chaque crise. Dans les deux cas, des concertations ont à demi pacifié les antagonistes. Entre les

<sup>134</sup> Elle joint le port pakistanais de Gawdar au Xin Jiang chinois, à travers vallées et montagnes, en franchissant notamment un col à plus de 4000 mètres

<sup>135</sup> D'autant que la Chine se rapproche aussi du Myanmar (Birmanie), autre débouché plus direct sur cet océan.

<sup>136</sup> Delta du Gange rejoint par le Brahmapoutre.

deux Corée(s), la Chine, le Japon et les États-Unis ont aidé à éteindre un feu que l'un ou l'autre de ces cinq États avait d'abord allumé. Du côté des Indes, la pacification, recherchée par l'URSS de son vivant, a ensuite relevé de démarches souvent américaines. En outre, les Corée(s) et les divers États issus des Indes britanniques ont manifesté plus d'entrain pour l'accalmie que pour le combat, ce qui a infléchi les attitudes de leurs "alliés" et "protecteurs". Enfin - et peut être surtout - la maturation dans ces deux régions d'armements nucléaires non négligeables a transformé les enjeux, y compris pour les super-puissances de chaque époque. Bref, l'apaisement régional n'a pas produit de résultats fermes et durables, mais il a permis à ces deux régions de découvrir peu à peu les modalités d'une coexistence pacifiable.

Ailleurs, la Chine pourrait un jour - prochain ou lointain - se trouver prise dans un ou plusieurs conflits locaux et se trouver, de ce fait, affrontée à l'inéluctable présence américaine. En effet, son développement économique se nourrit de matières premières, de ressources énergétiques et d'importations industrielles, tandis que la consommation croissante de sa population l'incite à des importations alimentaires d'appoint. En outre les courants migratoires qui rejoignent les *China towns* déjà plantées de par le monde et les afflux vers la Chine, de travailleurs migrants de multiples origines<sup>137</sup> se joindront aux sites d'où ses importations proviennent, pour multiplier les États avec lesquels elle devra coexister, en résistant aux tentations de faire sentir sa force. De façon plus insidieuse, il se pourrait même que son essor économique fasse émerger des FMN aux finances sournoises<sup>138</sup> et aux intérêts massifs, lesquelles pourraient, comme leurs homologues américaines, européennes ou autres être parfois tentées d'agir selon des méthodes violentes et potentiellement belligères.<sup>139</sup> De façon plus éclatante, les péripéties auxquelles l'Arabie séoudite sera probablement soumise à mesure que son trésor pétrolier se résorbera pourront déboucher sur de très dangereuses tensions internationales dont l'agitation de Ba-

---

<sup>137</sup> Le recensement de 2010 en a dénombré plus de 600.000.

<sup>138</sup> En mai 2011, Renren (le Facebook chinois) a été brillamment introduit à la bourse de New-York. S'il se confirmait que le groupe de sociétés dont cette filiale relève est chapeauté par une compagnie, certes chinoise, mais logée aux îles Caïman, à la manière d'une FMN américaine aimant la discrétion, on pourrait se demander si la dérive "mondialisante" des FMN chinoises va les entraîner loin de "l'économie socialiste de marché" et de la tutelle politique de la République Populaire de Chine ?

<sup>139</sup> Maintes FMN américaines (ou autres) ont occasionnellement servi de levier pour de rudes interventions à l'étranger : le rôle de ATT dans l'assassinat de Pinochet (Chili, 11 septembre 1973) est devenu emblématique à ce propos.

hrein <sup>140</sup> faisant écho aux multiples révoltes arabes de 2011 donne comme un avant goût. La Chine pourrait en être aussi affectée que les États-Unis...

Une différence aujourd'hui essentielle, mais qui pourrait s'atténuer et même s'effacer au fil des décennies, tient au fait que les États-Unis sont une puissance pleinement mondiale, déjà installée partout dans le monde terrestre comme dans l'espace circum-terrestre et - ne l'oublions pas - dans les organisations internationales existantes <sup>141</sup>, alors que la Chine est une puissance qui déborde de son périmètre historique et devient mondiale depuis quelques décennies seulement. En examinant les dimensions stratégiques et militaires des politiques affichées (ou masquées) par l'une et l'autre, il ne faut jamais perdre de vue cet énorme écart que l'un s'efforce de renforcer, tandis que l'autre s'emploiera de plus en plus à le réduire.

De ce point de vue, la Chine joue la prudence, tout en affichant une orgueilleuse modestie. Il faut lire ses déclarations en se souvenant de *L'Art de la Guerre* de Sun Tzu, notamment de sa 14<sup>e</sup> thèse : "Egalement instruit de ce que vous pourrez et de ce que vous ne pourrez pas, vous ne formerez aucune entreprise qui ne puisse être menée à bonne fin". Dans cette perspective, la lecture du rapport très officiel, publié en mars 2011 sous le titre "*China's National Defense en 2010*" est des plus instructives. De ses dizaines de pages, j'extrais quelques passages intéressants. Vue d'ensemble : au total, le monde (actuel) demeure pacifique et stable. Néanmoins la situation, en termes de sécurité internationale devient plus complexe. La région Asie-Pacifique est stable, en général. Néanmoins le développement pacifique des relations autour de détroit de Formose est à poursuivre, selon les intérêts et les aspirations des compatriotes des deux rives. Par contre les forces "indépendantistes" de Taïwan sont à contenir, tout comme les forces séparatistes du Turkestan oriental [minorité Ouïgour] et des régions à peuplement tibétain, que le pseudo-gouvernement installé en Inde essaie d'agiter.

Plus généralement : les armes nucléaires sont à prohiber et à détruire, la responsabilité première à cet égard, étant celle des puissances qui en détiennent les plus grands arsenaux. Suit une rapide revue de toutes les autres armes à maîtriser, qu'elles soient chimiques, biologiques ou spatiales ; viennent aussi le déminage humanitaire, la répression du commerce illicite des armes légères ; et, pour éclairer le tout, la recherche d'une transparence militaire entre États.

---

<sup>140</sup> Base de la 5<sup>e</sup> Flotte US et de la composante maritime de l'US *Central Command*.

<sup>141</sup> Sauf dans celles qu'ils jugent sans intérêt ou qu'ils négligent (ou boudent) de propos délibéré.

Bâtir la confiance militaire entre États est hautement souhaitable. Le rapport consacre quelques lignes élogieuses aux consultations avec la Russie ou les États-Unis, mais centre vite l'attention sur la sécurité de la zone Asie-Pacifique. Il dit grand bien des accords de contrôle des frontières sino-indiennes, comme des accords sur l'entretien de la confiance avec le Kazakstan, le Kirghizstan, la Russie et Tadjikistan. D'aussi bonnes intentions, néanmoins plus imprécises, sont exprimées quant à la "sécurité maritime", à la coopération pour la sécurité régionale et aux échanges de vues avec les autorités militaires d'autres régions.

Venant à sa propre politique, la Chine la veut défensive par nature. Il s'agit de résister à l'agression, d'assurer la sécurité des terres chinoises, comme des eaux intérieures, des mers territoriales et de l'espace aérien, y compris l'espace et le cyber-espace.

À ces fins, la modernisation de l'Armée Populaire de Libération (PLA) doit se manifester par un renforcement de l'armée, de la marine, de l'aviation et la "seconde artillerie", rubrique sous laquelle le rapport range les équipements offensifs et défensifs les plus divers - en souhaitant les rendre de plus en plus efficaces. [On sent, ici, une volonté d'effacer les souvenirs des "paysans aux pieds nus" de l'époque maoïste et d'avancer hardiment dans l'âge informatique et *high-tech* en tous ses aspects, logistique comprise]. Néanmoins la dépense à des fins militaires est évoquée avec des chiffres prudents : la part du PIB consacrée à la défense serait restée à peu près stable (*relatively steady*).

Viennent ensuite des considérations détaillées sur le déploiement des forces armées, tant pour le gardiennage des frontières et des rivages qu'à des fins plus variées (renforcer la police, participer à des travaux de construction, secourir les zones accidentées, participer à des opérations de l'ONU [exemples rares et récents], patrouiller dans le golfe d'Aden, effectuer des exercices conjoints avec d'autres pays [idem]. Le partage des responsabilités entre l'État central, ses agences spécialisées et les provinces territoriales est également évoqué, ainsi que le rôle de la réserve et de la milice, tandis que sont vaguement évoquées les mises à jour des lois et règlements couvrant la défense en tous ses aspects [hormis les "services secrets" nullement évoqués].

Cet aperçu très sommaire serait incomplet si je ne soulignais pas l'aspect scientifique, technologique et industriel de la défense sur lequel le rapport insiste fortement (comme s'il fallait le faire comprendre par des "têtes galonnées" peu ouvertes à ces "nouveautés"). Insistance avare de détails, mais qui souligne néanmoins qu'un noyau d'industries tournées vers la défense a été mis en place au cours du 11<sup>e</sup> Plan

(2006-2010) et qu'il s'agit désormais de veiller à son développement coordonné, en matière de R & D, d'armements sophistiqués et de consolidation des savoir faire.

Pour évaluer la signification présente de ce rapport, il suffit, me semble-t-il, d'effleurer un seul exemple, mais des plus significatifs : celui de la marine chinoise. Certes, le temps n'est plus où les énormes jonques de l'amiral Zeng He parcoururent une grande partie de l'Océan Indien <sup>142</sup>, jusqu'à découvrir les côtes orientales de l'Afrique, avant que l'Empereur mette fin à ces entreprises onéreuses et jugées de portée médiocre. <sup>143</sup> Aujourd'hui, la Chine regarde vers le monde entier et s'intéresse déjà d'assez près à l'Océan Indien, mais sa flotte totale ne "pèse" pas lourd. Son tonnage commercial total se gonfle rapidement, y compris par des achats aux vastes chantiers navals coréens. Mais à des fins militaires, elle ne possède qu'une très faible fraction du tonnage américain (de l'ordre de 5% semble-t-il) ; et moins encore en termes d'armées et d'armements transportables. Ce qui donne un certain sel aux protestations venues des États-Unis, à l'occasion de la récente mise en service d'un vieux porte-avion russe, cédé par l'Ukraine (qui en a hérité) à une marine chinoise dont c'est le premier navire de cette classe !

Néanmoins, il est vrai que la Chine modernise méthodiquement la "politique défensive" qui assure sa "sécurité nationale", comme le répète de diverses façons le rapport cité plus haut. Elle espère lancer dès 2015 un porte-avions de sa fabrication ; elle a inauguré lors d'une visite de Robert Gates <sup>144</sup> son nouvel avion "furtif", c'est-à-dire échappant aux radars ; elle espère achever avant la fin 2011 son système propre de satellites, équivalent du GPS américain ; elle ambitionne de déployer vers 2020 sa propre station spatiale. Des commentaires américains saluent chacune de ces réalisations ou annonces, comme si elles étaient porteuses de menaces certaines et proches. Ainsi de l'enquête réclamée, en juin 2011, par Hilary Clinton <sup>145</sup> à propos d'une effraction (*hacking*) dont a souffert Google et dont des services chinois sont soupçonnés. Le Pentagone envisage même d'assimiler les cyberattaques à des "actes de guerre" pouvant donner lieu à des rétorsions armées. Hier, les terroristes, aujourd'hui les *hackers*, d'autres suivront demain : les États-Unis surpauvres se sentent victimes de tout ce qui leur déplaît de par le monde.

---

<sup>142</sup> En sept expéditions étalées de 1405 à 1433.

<sup>143</sup> C'était un temps où le Japon et d'autres royaumes d'Asie orientale fermaient leurs ports aux navires étrangers ou les cantonnaient dans quelque écart insulaire.

<sup>144</sup> Ministre de la Défense des États-Unis (janvier 2011).

<sup>145</sup> Épouse de l'ex-président Clinton et naguère rivale d'Obama, pour l'élection présidentielle de 2008, nommée Ministre des Affaires Étrangères par ce dernier.



Kissinger qui est bon connaisseur du jeu chinois, interprète plus raisonnablement ces coups en termes de *weiqi*.<sup>146</sup> J'y reviendrai après avoir jeté un coup d'œil sur les forces américaines dont la Chine pourrait se sentir menacée. Pour mener à bien cet exercice, il faudrait examiner de près les équipements et les orientations de ceux des voisins de la Chine qui suivent les USA plus ou moins fidèlement. Ainsi du Japon qui n'arrive pas à se débarrasser des bases américaines installées à Okinawa depuis la WW2, qui feint d'ignorer les armes nucléaires américaines séjournant sur son territoire terrestre ou naval, et qui renforce régulièrement ses équipements, jusqu'à posséder un porte-avions des plus sophistiqués.<sup>147</sup> À quoi la Chine répond, présentement, par des efforts renouvelés pour séduire les entreprises de ces "alliés" et pour les entraîner vers d'autres coopérations est-asiatiques, leur appliquant, en somme, une variante de la politique qu'elle a menée avec succès du côté de Hong Kong, puis de Taïwan. La Chine ne figure pas (encore ?) au premier rang des préoccupations militaires américaines. Seule la Septième Flotte est censée s'en occuper : son QG est à Yokosuka (Japon) et ses forces se déploient dans le Pacifique Ouest et dans l'Océan Indien<sup>148</sup>.

Quant à détailler les forces mondiales des États-Unis, ce serait un long et vain exercice. En effet leurs cinq branches militaires<sup>149</sup> sont déployées dans 135 pays où les USA disposent de bases militaires parfois énormes et d'au moins 100 personnes. En 2010, les forces actives employaient près de 1,5 millions d'hommes et femmes, les forces de réserve en comptaient à peu près autant et les forces paramilitaires près de 0,5 million. Le tout pour un budget annuel de 685 milliards de dollars. Tous chiffres fournis par *Military Bases. Com* que je ne puis évidemment pas vérifier, mais peu importe : les ordres de grandeur sont tels que l'omniprésence militaire mondiale des États-Unis est chose certaine. D'où les vigilances exercées à l'égard des pays non ou peu accueillants aux forces américaines...

---

<sup>146</sup> *Weiqi* est le nom chinois du jeu japonais que l'Occident a importé sous le nom de *go* où les deux opposants progressent en posant un pion à la fois sur la planche de jeu (ou *go ban*) pour une lente et patiente conquête de la majeure partie du quadrillage imprimé sur cette planche.

<sup>147</sup> Outre la Russie et l'Inde, un autre possesseur de porte-avions est la Thaïlande, assez fidèle alliée du Japon.

<sup>148</sup> Les autres flottes US sont la 2<sup>e</sup> (Atlantique), la 3<sup>e</sup> (Pacifique est), la 4<sup>e</sup> (Atlantique sud et Caraïbes), la 5<sup>e</sup> (mers Rouge et d'Oman + Golfe Persique), la 6<sup>e</sup> (Méditerranée).

<sup>149</sup> Aviation, Armée, Garde-côtes, Marine et "*Marine Corps*", ce dernier à bien distinguer de la *Navy* ou Marine est une "infanterie de marine", dotée en propre de ce qu'il faut d'avions et de navires pour fonctionner n'importe où comme corps expéditionnaire.

Pour supputer l'avenir des forces américaines, de par le monde et spécialement à l'égard de la Chine, il est au moins trois voies d'accès. L'une serait de pénétrer dans l'immense forêt des publications, occidentales ou non, qui méditent (ou vaticinent) sur ce sujet avec de l'animosité ou simplement de la crainte, mais rarement de la sinophilie. Pour extraire de cette jungle un article que je crois sérieux et pertinent, je n'évoquerai qu'un universitaire français qui a travaillé quelque temps à la *Rand Corporation* et se partage actuellement entre Sciences Po Paris et le ministère français de la Défense : à savoir, *Une géographie américaine de la menace chinoise* par Jean Loup Samaan (*Hérodote*, n° 140, 1<sup>er</sup> trim. 2011). Ce texte vaut le détour.

La seconde voie serait d'étudier de fort près les perspectives pour 2040 (présentées à une commission du Congrès américain) lesquelles dessinent d'ambitueuses modernisations et de modestes réductions d'appareillages et d'effectifs. Mais, plus encore que la lénifiante doctrine chinoise pour le 12<sup>e</sup> Plan (2011-2015) que j'ai sommairement résumée ci-avant, ces textes (et leurs multiples affluents offerts aux commissions et sous-commissions du Sénat et de la Chambre) ne nous apprendraient rien, car ils procèdent d'une dialectique budgétaire et non d'une vision un tant soit peu stratégique. Circonstance aggravante, ils fourmillent à un moment où les États-Unis s'approchent *volens nolens* d'une période de révisions déchirantes.

Si bien que la troisième voie à emprunter est l'examen des périls réels et des hésitations laborieuses auxquels ce pays est aujourd'hui exposé, de fait, par les méfaits de certaines de ses politiques passées, comme par les premiers effets majeurs des transformations mondiales en cours. Ses futures relations avec la Chine ne seront pas - au cours de la prochaine décennie - le déterminant principal de ses actions et inactions.

La novation Obama (étudiée dans le premier essai de la présente série) pourrait ne pas conduire à une réélection de ce président, dérangeant, parfois maladroit et desservi par les rudes effets d'une crise économique-financière mondiale que ses équipes ont mal décelée et par les catastrophes en chaîne que les guerres "bushiennes" (contre la drogue, le terrorisme, etc.) ont préparées. Mais qu'importe le président ! Sa réélection accélérerait peut être (enfin ..) un traitement correct de ces immenses problèmes, mais son éviction n'aurait qu'un effet retardateur, le temps qu'une nouvelle Administration découvre le monde réel autour des États-Unis - et mesure assez bien les périls supplémentaires que pourraient produire ses *EnE*, aux premiers rangs desquels figurent *Wall Street* en guerre contre le nettoyage de l'appareil financier et *Défense*, potentiellement en guerre contre l'absence de guerres...

Cette hypothèse très enveloppante est à observer de plus près. La valse des dirigeants militaires américains montre qu'il y a problème du côté d'une *Défense* épou-

vantablement onéreuse et incapable de produire les victoires que le peuple américain a acquis l'habitude de considérer comme sa destinée manifeste. Valse des dirigeants ? Les va-t-en guerre de l'équipe Rumsfeld-Wolfowitz *et alii* ont été virés par Bush lui-même en 2004, mais c'est seulement en 2011-12 que Petraeus dirigera la CIA, en remplacement de Panetta lui-même installé à la tête du ministère de la Défense, tandis que le général Dempsey (armée) remplacera l'amiral Sullen à la tête du *Joint Chiefs of Staff*.<sup>150</sup> Les connaisseurs du haut personnel politique américain voient dans ces promotions convergentes la promesse d'un repli lent et en assez bon ordre hors le bourbier pakistano-afghan où les USA s'enlisent, ce qui n'augure pas de prochaines offensives sur d'autres fronts. Du côté de l'*EnE Wall Street*, la difficile mise en œuvre des contrôles à demi rénovés par la loi Dodd-Frank (2010) et quelques procès esquissés contre la spéculation financière qui alimenta la crise de 2007-2008 annoncent peut-être un raffermissement de la politique intérieure américaine. Au reste, cette double tendance répond à d'évidentes évolutions extérieures : d'une part les fidèles amis, associés ou renforts contraints des États-Unis se laissent de plus en plus difficilement entraîner dans les croisades américaines et répugnent même à les co-financer ; d'autre part la Chine et les autres pays "émergents" ne sont pas seuls à souhaiter (parfois vigoureusement) une réforme financière et budgétaire des États-Unis.

En effet, le déficit du budget et des paiements courants que les États-Unis financent depuis des décennies en jouant de la suprématie mondiale de leur dollar devra être attaqué de front, car l'afflux quotidien des 3 à 4 milliards de dollars requis pour le compenser devient chaque jour plus improbable. La Maison Blanche peine à obtenir du Congrès un relèvement de la dette fédérale autorisée, si bien que le fonctionnement de la machine fédérale est exposé à des à-coups. Les réticences croissantes des prêteurs étrangers - dont le principal est la Chine, suivie du Japon - vont être transformées en reflux du dollar, comme monnaie mondiale prépondérante aisément manipulable par Washington. Hausse des impôts aux États-Unis, forte baisse de leurs dépenses militaires (ou autres...), net flottement du dollar sur les marchés des changes, élargissement du rôle des DTS<sup>151</sup> ou création d'autres liquidités par le FMI, etc : inévitablement, une (ou plusieurs) transformations de ce genre devront intervenir dans les toutes prochaines années. Quel qu'en soit l'habillage, chacune affichera un net recul international des États-Unis.

---

<sup>150</sup> Comité des Chefs d'état-major des cinq branches militaires.

<sup>151</sup> Ces Droits de Tirage Spéciaux, créés en 1969, quand le Hollandais Witteveen dirigeait le FMI ont été raréfiés dès que les États-Unis (et l'*EnE Wall Street*) en retrouvèrent la force.

Au total, les relations entre la Chine et les États-Unis ne peuvent être récapitulées en quelques formules simples, d'autant qu'elles se déploient dans un monde en transformation rapide dont je renvoie l'examen d'ensemble au prochain chapitre. À considérer seulement le binôme des superpuissances d'aujourd'hui, force est de constater que l'essor prodigieux de l'une n'est pas conditionné par la quasi-stagnation de l'autre, quoi qu'en pensent les autorités économiques et politiques qui se plaisent à accuser la monnaie, le budget ou l'État chinois des rhumatismes dont souffre l'économie américaine, pour ne rien dire des revers militaires que la surpuissance américaine subit au Moyen Orient. Les USA gardent l'espoir que leur supériorité militaire les abritera de tout revers majeur et continuent de plaider pour un désarmement nucléaire général. Mais ils ne sont pas prêts à payer d'exemple, ni à abandonner leur projet d'installation en Europe de boucliers anti-missiles qui irrite tant la Russie, ni davantage à supprimer l'armement nucléaire semi-clandestin qu'ils entretiennent en Corée et au Japon. L'établissement d'échanges militaires normaux avec la Chine ou, mieux encore, l'établissement de liens stratégiques entre Chine et USA <sup>152</sup> demeurent des vœux pieux pour les deux parties.

Dans un débat publié en 2008 <sup>153</sup> Brzezinski [conseiller du président Carter en 1976-80] et Scowcroft [ensuite, conseiller des présidents Bush (père) et Ford] s'accordent pour constater que la Chine et les États-Unis sont l'un et l'autre impitoyables (*ruthless*) dans la poursuite de leurs intérêts propres. Kissinger qui a servi à des titres divers sous dix présidents, de Kennedy à Obama est un peu plus nuancé, parce qu'il comprend mieux les contrastes diplomatiques entre ces deux pays <sup>154</sup>. Il souligne que la Chine, sortie d'un isolement très dur, est devenue une puissance économique dans un monde polarisé par l'Occident. Sur cette lancée prolongeant une histoire bi-millénaire, sa diplomatie s'apparente au *weiqi* (ou jeu de go) : elle entretisse les éléments politiques, militaires et psychologiques au service de son dessein stratégique. Autrement dit, elle avance prudemment ses pions en diverses zones du *go-ban*. Les diplomates américains n'accordent pas la même attention à tout ce qui se joue sur ce plateau. Ils ont coutume de briser les blocages par de nouvelles propositions, ce qui conduit à de nouveaux contre-blocages à élucider. Autrement dit, les Américains jouent aux échecs et cherchent le mat, alors que les Chinois visent à occuper une large partie du *go-ban*, s'il se peut sans rupture, ni guerre ouverte.

---

<sup>152</sup> *China Daily*, 16 février et 17 mai 2011.

<sup>153</sup> *America and the World, conversations on the future of Foreign Policy*, Basic Books, 2008

<sup>154</sup> L'ouvrage majeur de Kissinger est *On China* (2011).

Mais on constatera au prochain chapitre que la transformation du système mondial - qui est, d'ores et déjà, en cours - ne peut se réduire à un jeu à deux joueurs (ou à deux équipes) contrairement à ce que Kissinger semble penser.

L'été chinois. Essai.

## Chapitre 4

---

# À la recherche d'un Nouveau Monde

[Retour à la table des matières](#)

La prépondérance des États-Unis dans le monde actuel ne semble être mise en doute par aucun État. Mais cette vérité de 2011 s'accompagne trop souvent de l'idée que l'essor de la Chine conduira inéluctablement à un duopole sino-américain, débouchant probablement sur une guerre mondiale, froide ou chaude. Beaucoup d'Américains, y compris parmi les mieux avertis des affaires mondiales, semblent craindre (ou espérer) une telle évolution. Les Chinois qui pensent de même sont nettement moins nombreux, mais il est impossible de juger si cet écart est dû à un contrôle politique sévère ou à la moindre curiosité d'un pays qui s'éveille au monde extérieur depuis deux générations seulement.

À mon sens, ce contraste n'a pas grande importance, car il prolonge les violences du 20<sup>e</sup> siècle, mais n'anticipe guère sur les énormes changements qui s'esquissent d'ores et déjà et qui feront du 21<sup>e</sup> siècle le cadre d'une histoire neuve, de par le bâti d'un Nouveau Monde. En effet, l'aventure multiforme que l'Europe a vécue du 15<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, en découvrant peu à peu un lointain Nouveau Monde fort différent de son monde propre <sup>155</sup> est en train de se renouveler, mais à l'échelle de la planète

---

<sup>155</sup> Et différent, plus encore, du Monde Antique chanté par ses cultures savantes.

entière. L'impuissance d'États-Unis surpuissants mais désorientés, l'aboulie d'une Europe riche et pacifiée et l'enivrant essor d'une Chine martyrisée deux long siècles durant, mais devenue dynamique comme jamais, laissent apercevoir certains des traits nouveaux du système mondial qui est en gésine. Mais il reste à assembler ces éléments, à supputer leur enrichissement probable et à imaginer certaines des voies nouvelles qui pourraient être ouvertes par des forces sociales naissantes ou ravivées. Le tout en veillant à raison garder, c'est-à-dire en évitant de prendre l'espéré pour le probable.

## *(12) Brève recherche sur les États d'échelle mondiale*

[Retour à la table des matières](#)

L'actuel système mondial est de dimension planétaire. Longtemps ses prédécesseurs ont été des mondes nettement plus courts. La nouvelle échelle a été construite par plusieurs pays européens à partir du 15<sup>e</sup> siècle. Auparavant, les mondes les plus vastes avaient été façonnés par des armées, des marchands et des pèlerins, équipés de montures ou de navires dans le rayon d'action desquels des empires ont parfois pu durer. Les premières constructions "modernes" ont eu même allure dans leurs débuts. Les "grandes découvertes" des navigateurs portugais, espagnols, italiens, hollandais, anglais et autres ont croisé, combattu ou relayé des caravaniers arabes et des marins indiens ou malais. S'ils ont tardé à rencontrer des Chinois, c'est, on le sait, parce que leur empereur a jugé que les incursions chez de lointains barbares étaient sans intérêt. Les multiples souverains européens ont évalué tout autrement les produits et les esclaves achetés ou pillés par leurs marins. L'exploration du lointain est devenue la grande affaire de marchands-aventuriers dont certains se sont parfois érigés en souverains d'États déployés autour de leurs ports d'attache. <sup>156</sup> En peu de siècles, les compagnies formées par ces marchands, par leurs bailleurs de fonds ou par les maîtres d'États déjà bien assis, se sont équipées de navires plus vastes et mieux armés. Venant en renfort de terres déjà très productives et d'artisanats presque aussi diversifiés que ceux de l'immense Chine, les richesses tirées de

---

<sup>156</sup> Ils ont ainsi renouvelé l'aventure des Vikings et des Varègues, conquérants ou bâtisseurs de principautés jusqu'en Sicile ou vers Byzance.

toutes les "Indes" et de tous les "Soudans" et autres "Congos" ont nourri des États puissants (et combatifs...). Puis les innovations d'industries de plus en plus capitalistes ont libéré les flottes marchandes de la servitude des vents. Mieux que tout autre État européen, l'Angleterre (maîtresse d'un "Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande") a su utiliser sa marine <sup>157</sup> pour s'affirmer comme puissance mondiale prépondérante, de la fin du 18<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècle. La mondialisation, à la façon du 19<sup>e</sup> siècle, a adjoint aux empires coloniaux, aux réseaux commerciaux et aux industries mûes par la vapeur, des nouveautés majeures, telles le chemin de fer, le télégraphe et une banque de type nouveau. Ainsi ont été démultipliés les liens qui sous-tendent une puissance d'échelle mondiale.

Sur cette lancée, le 20<sup>e</sup> siècle a ajouté beaucoup du sien, mais il est inutile de détailler ses nouveautés : tout vivant d'aujourd'hui sait en quoi le monde a changé d'outils, de machines et de "services" depuis l'époque de ses grands-parents. Peut-être faut-il insister quelque peu sur les changements de nature plus éthérée qui ont accompagné cette machinerie nouvelle. Avec l'auto et l'avion sont venus la commune découverte des étrangers et le foisonnement des produits exotiques. La téléphonie, avec ou sans fil, a vite entraîné le cortège multiforme des medias omniprésents, puis le fourmillement des relations hétéroclites que ces medias peuvent supporter. De ce fait, les limites spatiales qui encadraient les humains ont souvent disparu, y compris, à de nombreux titres, les frontières politiques entre les États.

Aujourd'hui, les appareils économiques, idéologiques ou politiques de toute sorte peuvent aisément se faire connaître et s'activer dans le monde entier <sup>158</sup>. S'ils sont économiques, ils forment le menu fretin quasiment omniprésent du capital marchand, mais ils n'ont alors qu'un poids modeste et un court rayon d'action. À moins qu'ils ne relèvent de firmes commerciales, industrielles ou financières puissamment agencées dans plusieurs pays où ils entremêlent souvent ces divers types d'activité : ce sont alors des FMN, des firmes multinationales. Les appareils idéologiques d'aujourd'hui sont d'une plus grande diversité. Ce ne sont pas seulement des églises, des partis ou des syndicats, mais aussi des associations aux visées infiniment diversifiées. Les liens qu'ils entretiennent d'un pays à l'autre sont, eux aussi, des plus variés. Leur écho peut être considérable, mais leur portée qui, naguère, était rarement internationale le devient de plus en plus, mais spasmodiquement, quand le zèle de menus groupes, relayés par les medias les plus modernes les fait entrer en résonance avec

---

<sup>157</sup> Bientôt appuyée par un réseau mondial d'escalas charbonnières pour alimenter ses machines à vapeur.

<sup>158</sup> Le tome 3 de *La Société* qui est reproduit sur le présent site, détaille ma théorie des *Appareils*. [[URL](#). Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]



d'autres groupes, parfois très épars. Pour que la durée leur soit acquise, il faut que des États s'en mêlent, soit pour soutenir et propulser les activités (révolutionnaires, religieuses, caritatives et autres), soit pour en organiser simplement l'exercice normal. A contrario, les États qui interdisent ou entravent divers types d'action idéologique s'exposent parfois à la réprobation d'autres États, mais sont de plus en plus exposés aux contournements que les susdits médias permettent. Quant aux appareils politiques, pour juger de leur portée internationale, il faut toujours s'interroger sur le fonctionnement des États entre eux, que leur action soit guerrière, pacifique, propagandiste ou diplomatique, etc. Ladite action change d'échelle quand elle s'exerce par le canal des grandes institutions internationales qui ont pris forme, pour l'essentiel, vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle (à l'instar de la *Croix Rouge*), se sont multipliées au sortir de la WW1 <sup>159</sup>, avec la *Société des Nations* et sont devenues légion après la WW2, sous l'égide de l'ONU et de bien d'autres façons, par exemple en tant que groupements régionaux-continentaux d'États (ainsi de l'*ASEAN* souvent citée plus haut) ou en tant que banques, elles aussi régionales-continentales, démultipliant les interventions de la Banque Mondiale d'échelle onusienne. Et ainsi de suite, les appareils politiques d'échelle mondiale s'entremêlent souvent avec des appareils idéologiques de même échelle, ce qui leur permet de se déguiser en associations.

Il faut avoir en vue tout ce fouillis institutionnel et toute la poussière des activités multi-médiatiques initiées par des micro-groupes ou des individus, pour juger clairement de ce qu'est aujourd'hui l'échelle mondiale des activités sociales, c'est-à-dire pour s'orienter utilement parmi les *mondialisations du ceci ou du cela* qui jaillissent et s'étalent de toutes parts. En effet, il est impossible de s'en tenir aux seuls États, dûment constitués comme tels et pleinement "reconnus" les uns par les autres, selon des critères que l'ONU a clarifiés. Et il est également impossible d'embrasser d'un seul regard tout le reste, tout l'immense reste, tant son ampleur s'accroît d'année en année, à une vitesse prodigieuse. La seule solution est de pratiquer une sorte de macrosociologie chirurgicale, c'est-à-dire de couper dans le vif, pour repérer autant que possible *ce qui fait problème* et pour poser ainsi un diagnostic autorisant une intervention qui ait chance d'être pertinente. On m'aura compris : le diagnostic et l'intervention ici évoqués sont d'ordre politique et d'échelle aussi mondiale que possible.

C'est pourquoi, j'ai entamé le questionnement en cours, en partant des deux États qui sont, aujourd'hui, d'une échelle manifestement mondiale, non pour centrer la recherche sur l'éventuel duopole Chine/États-Unis, mais pour juger, en premier lieu, de ce qui fonde leur échelle mondiale, afin de pouvoir apprécier le cas d'autres

---

<sup>159</sup> Je rappelle que WW désigne une guerre mondiale.

États (isolés ou groupés) qui seraient en passe d'atteindre cette même échelle ou qui tendraient leurs forces pour se hisser à ce niveau.

La force militaire des États-Unis est tout-à-fait supérieure à celle de la Chine, en stock d'armées et d'armements, comme en saupoudrage mondial de bases aériennes ou navales, elles-mêmes appuyées par l'incessante vigile des satellites. Mais cette inégalité majeure n'est pas dirimante, car la population totale de l'immense Chine est dix fois supérieure à celle des USA. Les régimes chinois qui se sont succédé depuis le début du 20<sup>è</sup> siècle ont montré la capacité d'une population misérable (sinon celle des états-majors) à survivre combattivement aux pires catastrophes. À quoi s'est ajouté, depuis le début de l'ère Deng Xiaoping, une montée en puissance de l'économie chinoise qui lui a permis d'égaliser (en volume, mais non en qualité) la performance commerciale mondiale de l'économie américaine. Les États-Unis - et le reste du monde - s'attendent à un prolongement de cette performance qui débordera plus ou moins de l'excellence commerciale vers l'affinement technologique et la modernisation militaire en tous leurs aspects. Seul le temps pourra valider cette vue. Par contre, la comparaison des mérites respectifs des politiques américaines et chinoises conduit, aujourd'hui encore, à des évaluations souvent très favorables aux États-Unis. Mais les promesses industrielles, scientifiques et universitaires qui se multiplient en Chine rendent douteuse la pérennité de ces évaluations, d'autant que les symptômes de fatigue économique, financière et militaire se multiplient aux États-Unis. Bref, aucun "match nul" ne peut être constaté, aujourd'hui, entre les deux principales puissances mondiales, car tout bouge chez elles et surtout entre elles.

De leur compétition, jusqu'ici non ou peu conflictuelle, aucun critère de validité tout à fait générale ne peut être dégagé, pour jauger les autres États (ou groupes d'États) aspirant à demeurer ou à devenir des puissances d'échelle mondiale.

L'Europe serait la plus sérieuse des prétendantes à ce titre, si elle existait vraiment. Mais l'Union Européenne (UE) qui grandit depuis 1958 n'a pas acquis cette qualité. Non point parce que ses bas flancs balkaniques font désordre, ni parce qu'elle est incapable de fixer sa doctrine quant à l'adhésion éventuelle de la Turquie ou à la nature exacte de ses relations avec le pourtour méditerranéen ou avec les vastes séquelles de ses excroissances coloniales de jadis. Mais bien, parce qu'elle ne peut offrir aucune réponse précise et praticable aux questions majeures qu'elle aurait à traiter si son unité opérationnelle était chose faite. Est-elle apte à dissuader, y compris par voie nucléaire, d'autres puissances d'échelle mondiale (ou d'autres candidates à ce rang) ? Peut-elle, à cette fin, s'émanciper de l'emprise otanienne des États-Unis, tout en s'équipant autant que de besoin ? Saura-t-elle bâtir une relation stratégique globale avec la Russie que ce soit ou non sur un mode coopératif ? Pour-

ra-t-elle surmonter les séquelles d'animosités anciennes qui la travaillent encore, en excluant l'Angleterre ou en l'europanisant pour de bon ? Saura-t-elle amener la France et l'Allemagne à découvrir les bénéfices d'une pleine coopération et à fournir, de ce fait, un modèle pour tous les États européens ? Pourra-t-elle faire évoluer les rapports entre tous les États d'une Europe réellement unifiée vers des institutions politiques bien équilibrées à l'échelle de l'Union, mais demeurant souples et variées à l'échelle de chacun des États ainsi unis (comme à l'échelle des districts internes dont chacun de ces États est composé) ?

La maturation européenne qui vient d'être suggérée pourrait s'accomplir de diverses façons. Le principal obstacle est l'existence de l'OTAN, outil majeur de la tutelle exercée par les États-Unis. Vient, en second rang, la prédominance de la finance américaine sur les appareils bancaires des principaux pays européens. Puis, en troisième rang, mêlant le militaire et le financier (avec quelques excroissances policières ou autres), les "liens spéciaux" entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. À l'inverse, le principal levier pour débloquer la maturation européenne ne peut être qu'une réelle coopération germano-française, cristallisant les attitudes des autres États européens. Vues de 2011, ces perspectives sont non pas illusoire, mais bien inatteignables à court-moyen terme. Mais l'avenir durera longtemps et une bonne utilisation des potentialités qu'apporte déjà la Chine <sup>160</sup> pourrait modifier la donne si elles se prolongeaient harmonieusement. D'autant que les freinages américains pourraient vite perdre de leur efficacité. Un rebond de la crise financière mondiale conduirait le couple franco-allemand à des réformes bancaires et boursières plus exigeantes que celles auxquelles l'*EnE Wall Street* tarde à se résigner, alors que l'Angleterre semble s'y préparer <sup>161</sup>. Bref, l'Europe ne deviendra - peut-être - une puissance mondiale de plein exercice qu'au terme de longues années. Mais il est sûr qu'aucun de ses États membres ne pourra désormais se hisser, en solitaire, à cette échelle, pas même la petite France vieillissante, ni l'Allemagne un peu plus grosse, mais en net recul démographique. Le seul cas à réserver me paraît être celui de la Grande-Bretagne qui mérite un détour, plus théorique que pratique : j'y viendrai plus loin.

D'autres États pouvant éventuellement acquérir une échelle mondiale - ou, en tout cas, y prétendre un jour peut-être - mûriront en d'autres parties du monde. Tel

---

<sup>160</sup> Dont l'Union Européenne est, présentement, le principal partenaire commercial, grâce, notamment, à l'Allemagne.

<sup>161</sup> La puissance financière européenne est aussi affaiblie par le Luxembourg, ce pays sans monnaie propre, mais densément peuplé de banques de toutes origines et dont l'habile Premier ministre, Juncker, préside l'Eurogroupe (financier) de l'UE.

est le cas du Japon dont une ascension fulgurante a placé l'économie au second rang mondial, derrière les États-Unis. Mais son élan s'est perdu et la Chine l'a dépassé avant de surclasser les États-Unis (en PIB global). En effet le Japon souffre depuis deux décennies déjà d'une anémie politique qui inhibe son économie et que des accidents naturels ont aggravée. <sup>162</sup> Le parti libéral-démocrate se maintient au pouvoir par surprotection d'une paysannerie et par connivence intime avec les grands groupes industriels. De vastes travaux publics parfois inutiles complètent ce système en mobilisant une large partie de l'épargne populaire. De rares poussées réformatrices s'ensablent dans le petit monde clos des grandes affaires et de la haute administration qui a réussi jusqu'à présent à bloquer les initiatives parlementaires qui le dérangeraient. Couronnant le tout, la tutelle diplomatique et militaire des États-Unis - jamais démentie depuis 1945 - affermit ce système. Le Japon est devenu une puissance commerciale de notoriété mondiale tout en demeurant un nain politique sur la scène internationale. Il ne pourrait devenir une véritable puissance étatique d'échelle mondiale qu'en se débarrassant de son corset politique interne et en se libérant de la laisse internationale tenue par les États-Unis. L'affaiblissement probable de ces derniers lui en ouvrira la possibilité au cours des prochaines décennies, l'assouplissement de ses institutions politiques fera éventuellement le reste, pour autant que le vieillissement de sa population le permette. Mais la portée internationale de ces hypothétiques mutations dépendra aussi, dans une large mesure d'une évolution favorable des relations du Japon avec la Russie et surtout avec la Chine.

Quant à la Russie, il faudra assurément beaucoup de temps pour qu'elle retrouve une véritable puissance à l'échelle mondiale, non point en reconstruisant celle qu'elle a détenue au siècle passé, mais bien en se construisant à neuf, opération qu'elle peine à esquisser depuis les années 1990. L'énorme arsenal nucléaire et militaire dont elle a hérité, la ressource pétrolière qu'elle exploite mieux que jadis et quelques progrès productifs (plus agricoles qu'industriels) lui offrent une base de départ assez substantielle. Mais sa population qui décline et son territoire qui se racornit par l'émancipation des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale et par les désordres récurrents des régions causasiennes inhibent plus ou moins sa remise en forme. Il est vraisemblable qu'un rapprochement avec l'Union Européenne ou avec la Chine favoriserait sa reprise d'élan. A fortiori, une coopération bien agencée avec ces deux puissances (inégaux en fait et en devenir) pourrait, à terme, se révéler fort utile. Mais ce sont là des spéculations de portée incertaine. La Russie se cherche, son avenir se jouera principalement chez elle et par elle-même. Si elle ne se dynamise pas assez rapidement, le temps de l'après-pétrole pourrait lui être pénible.

---

<sup>162</sup> Séisme qui a détruit le port de Kobe en 1995 et tsunami qui a provoqué la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011.

Longtemps neutraliste, l'Inde a tardé à se mêler activement aux affaires d'échelle mondiale. Elle a certes commercé avec l'Europe, mais avec méfiance. Elle s'est équipée d'avions russes avant d'acheter des avions de chasse de fabrication anglaise. Les USA ont tardé à envisager une sorte de partenariat stratégique avec l'Inde, ce qu'ils ont fait après avoir accepté à contre-cœur de laisser le Pakistan officialiser son (modeste) armement nucléaire. Le Japon est venu commercer avec elle et la Chine l'a suivi avec retard. Tous positionnements qui ont occupé plusieurs décennies après la partition de 1947, longue période où l'Inde a, par deux fois, guerroyé contre le Pakistan, sans qu'aucune paix stable s'établisse entre eux. Au Cachemire plus qu'ailleurs des foyers de luttes actives ou sournoises se réveillent de temps à autre : l'Inde n'a pas pu pacifier ses frontières comme elle l'a finalement fait vis-à-vis du Sri Lanka (Ceylan) ou sur ses confins chinois. Pendant ces décennies tumultueuses, elle a néanmoins réussi à calmer les peuples aux langues et aux religions fort variées dont elle se compose, au prix d'une multiplication de ses États internes. Elle a aussi fini par donner un réel élan à ses industries, malgré la misère de ses paysanneries traditionalistes. Elle a même réussi à conquérir une position mondiale éminente dans la fourniture de services informatiques bien diversifiés. Bref, elle pourrait devenir prochainement une puissance d'échelle mondiale, malgré ses faiblesses internes persistantes. Mais ce résultat dépendra principalement de ses relations avec la Chine et les États-Unis : une entente trop étroite avec Pékin mobiliserait sans doute une contre-offensive américaine multiforme, un refus de coopérer braquerait contre elle une Chine qui va s'activer dans toute l'Asie du sud, un ajustement entre ces deux lignes d'action pourrait être d'autant plus délicat que les capacités perturbatrices du Pakistan sont loin d'être éteintes.

Avec un élan plus soutenu que celui de l'Inde, le Brésil semble promis lui aussi à un bel avenir. En tout cas le contraste avec la "décennie perdue" des années 1980 et avec le Mexique qui a subi, lui aussi, cette crise financière, mais ne s'en est pas encore remis, est tel que, dans sa région latino-américaine comme à l'échelle mondiale, le Brésil d'aujourd'hui figure en très bonne place parmi les "pays émergents" du BRICS.<sup>163</sup> Certes, sa population est six fois plus faible que celle de l'Inde, mais son environnement immédiat est plus confortable : le Brésil a une frontière commune avec chacun des pays d'Amérique australe (sauf le Chili et l'Équateur), mais l'espagnol pratiqué par toute cette région et le portugais propre au Brésil sont des langues

---

<sup>163</sup> Groupement encore informel des pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et *South Africa*) qui s'affirment au G20 et tentent de renforcer leur position dans les principales institutions internationales, telle l'Inde qui brigue un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU ou le Brésil qui présidera désormais la FAO (branche de l'ONU s'occupant de la production alimentaire).

très proches. D'autre part, la population brésilienne qui est presque aussi jeune que celle de l'Inde est déjà beaucoup mieux formée que celle-ci <sup>164</sup> et elle croît de façon plus modérée (+ 10% d'ici 2050, contre + 50% en Inde). Avec une croissance plus soutenue, dans une économie plus diversifiée, le PIB par tête brésilien est de 3,5 fois supérieur à l'indien. En outre, le Brésil est en passe de devenir le premier producteur agricole mondial dès la prochaine décennie, tandis que son essor industriel se diversifie de mieux en mieux, et que son équipement territorial ne cesse de s'améliorer. Privé d'ennemis à sa mesure (hormis l'Argentine avec laquelle les rivalités de naguère sont à peu près apaisées), le Brésil est, de fait, la locomotive du sous-continent et il pèse de plus en plus lourd dans les institutions bancaires et politiques inter-américaines. Comme il a remis assez bon ordre dans son armée et sa police (longtemps corrompues par une variante locale du caudillisme et par une inféodation aux services étatsuniens), il s'est plus qu'à demi émancipé de la tutelle nord-américaine et il n'a évidemment rien à craindre de la Chine dont le commerce s'accroît ici comme partout. Néanmoins, rien n'est encore acquis : le Brésil est une puissance d'échelle mondiale en germe (ou en devenir) mais il lui faudra encore plusieurs décennies pour faire mûrir ses potentialités. Sa réussite dépendra pour une part décisive de son environnement régional, s'il continue de l'entraîner sans le gêner.

Ailleurs dans le monde actuel, il est sans doute d'autres États qui s'emploient à monter en puissance. Plusieurs d'entre eux y arriveront peut être, mais autant il est facile d'apercevoir dès à présent les cas les plus prometteurs, autant il est difficile de préjuger de leur avenir, dans un système mondial qui va se transformer globalement sans programme préétabli : beaucoup se sentent appelés, mais il y aura peu d'élus dans leur courte liste.

En Amérique latine, l'Argentine qui s'était épanouie provisoirement (quand la WW1 lui offrit un large marché et la libéra de puissants concurrents) pourrait y figurer, tout comme le Mexique, ragaillardisé par sa nationalisation du pétrole en 1938 et par les souplesses que la WW2 lui offrit pour un temps. Mais ces deux cas suggèrent a contrario que la prééminence étatsunienne peut être inhibitrice. <sup>165</sup> En Asie de l'est, la réunion des Corée(s), si elle devenait possible, pourrait donner naissance à un nouveau "tigre", plus puissant que ceux qui se sont affirmés de Singapour à Taïwan. Plus au sud, le Vietnam qui a fort vaillamment conduit ses guerres d'indépendance, a échoué dans son projet de ré-agglutiner l'ex-Indochine française et de l'étendre vers la Thaïlande et peut être la Malaisie, car la Chine a mis bon ordre à cette

---

<sup>164</sup> Chez les 15-24 ans, au Brésil, l'illettrisme frappe 15% des hommes et 2% des femmes, contre 20% et 35% en Inde.

<sup>165</sup> Ici, comme au Japon ou en Europe, après 1945.

ambition qui la gênait. <sup>166</sup> Elle pourrait renaître dans un autre contexte. De même que l'ombrageux Pakistan pourrait, lui aussi, finaliser plus clairement ses ambitions. Mais, toujours en Asie, c'est dans sa lointaine partie occidentale que l'inévitable bouleversement qui préparera - ou accompagnera - l'assèchement des richesses pétrolières du Golfe Persique pèsera lourd sur les destinées de plusieurs États régionaux. Non point ceux qui ont investi une partie de la rente pétrolière en somptuosités touristico-mercantiles, mais bien les bâtisseurs locaux d'États aspirant à renouveler des exploits "à la prussienne" : sera-ce le cas de la Turquie ou de l'Iran s'ils retrouvaient l'ancien élan de l'Ottoman ou du Perse ? ou bien celui d'un Irak, voire d'une Egypte enfin désembourbés ? Toujours est-il que l'Afrique voisine - qui atteindra les deux milliards d'habitants vers 2050 - ne restera pas, à jamais, une terre de petits chefs locaux associés et asservis à des entreprises (plus commerciales qu'étatiques) exploitant ses richesses minières et ses réservoirs de main-d'œuvre juvénile. Mais savoir qui déploiera - et comment ? - les chances de multiplier ou/et d'étendre les "nations arc-en-ciel" à la Mandela, les agrégats encore hétéroclites (à la keniane ou à la nigériane) et les plus menus germes parsemés de Dakar à Djibouti, comme du Caire au Cap, le savoir, dis-je, est l'une des énigmes majeures du 21<sup>e</sup> siècle, alors qu'il est d'ores et déjà certain que l'Afrique surpeuplée, mais peu et mal labourée, déjà dotée d'élites intellectuelles assez nombreuses, mais trop souvent émigrées vers des climats plus confortables, sera nécessairement le théâtre de novations bouleversantes.

### *(13) Les associations d'États se multiplient*

[Retour à la table des matières](#)

Les divers exemples qui viennent d'être évoqués ont un commun défaut : ils impliquent que la vigueur actuelle des deux États déjà "les plus mondiaux" servira d'étalon pour juger des performances futures des aspirants d'aujourd'hui. On peut corriger quelque peu cette perspective implicite en rappelant d'autres modèles qui furent jadis efficaces et qui pourraient le redevenir, c'est-à-dire en inventoriant les types d'associations étatiques qui prolifèrent déjà et en explorant hypothétiquement quelques nouvelles pistes.

---

<sup>166</sup> Voir *On China* de Kissinger, pp 340 sq.

À propos du Proche et Moyen-Orient où semblent progresser quelques modernisations d'États déjà substantiels (Turquie, Iran, etc.), j'ai évoqué l'éventuelle évolution "à la prussienne" de certains d'entre eux. Cela revenait à projeter sur cette région un modèle souvent répété en Europe, pour agglutiner des provinces d'échelle variée sous une dynastie habilement brutale. La Prusse fédérant l'Allemagne du 19<sup>e</sup> siècle, n'a fait qu'adapter ce traitement qui, déjà, avait donné forme à l'Espagne, à l'Angleterre et à la France. L'Italie s'y est elle aussi résignée. A la fin du 20<sup>e</sup> siècle, la Serbie aurait volontiers appliqué cette même recette, mais l'Europe-des-États et les impérieux États-Unis n'en voulaient plus.

Il y eut d'autres modèles européens, appliqués à plus courte échelle, mais qui pourraient éventuellement s'adapter ailleurs, à commencer par le Proche et Moyen-Orient. Le premier exemple vient des Pays Bas plus que d'Italie : c'est celui des alliances de cités qui se sont déployées de la Baltique à la Manche, à l'enseigne de la Hanse, puis des provinces flamande et batave. Un autre exemple, plus riche en paysans qu'en marchands et artisans a marié ville et campagne en cantons aptes à l'alliance avec leurs semblables, dans les Alpes suisses ou autrichiennes. Les États assembleurs de grandes et fortes seigneuries ont longtemps peiné pour annexer ces petits ensembles tenaces dont il reste des traces encore bien vives, de la Belgique aux pays scandinaves ou à la Suisse. D'autre échelle et d'autre substance, les petits États moyen-orientaux d'aujourd'hui, tels le Liban, Bahrein et divers émirats arabes pourraient peut être s'associer sans perdre toute leur singularité, si l'anémie pétrolière régionale est bien prévue et tôt traitée.

A contrario, on peut soutenir que beaucoup des micro-États, plus ou moins indépendants et souvent insulaires et tropicaux, seront exposés à de fortes pressions sur l'une de leur deux richesses spécifiques. Non point du côté de leur tourisme qui a toutes chances de se développer dans un monde enrichi et vieillissant, si du moins les aléas climatiques ne les ravagent pas. Mais bien pour tout ce qui résulte de leurs méfaits "paradisiques", c'est-à-dire fiscaux et bancaires, sans oublier leurs autres trafics éventuels. Un bref détour par les Iles Caïmans suffit pour en juger. Ce minuscule archipel des Caraïbes, peuplé d'à peine 45.000 habitants réguliers, est censé gérer dans ses banques et *non-banks* plus de 2 ou 3 trillions de dollars. Ce pays, très couru par la haute administration britannique, est ce que la France appellerait un TOM (territoire d'outre-mer), c'est-à-dire un confetti survivant à l'ancien empire. Ses services financiers sont essentiellement postaux : ils offrent une domiciliation sous un climat fiscal des plus doux et, pour ce qui est des travaux proprement bancaires, des communications bien agencées avec les bureaux de Wall Street (et autres lieux) où se traitent les affaires sérieuses. En 2009, les mesures quelque peu vertueuses préparées par l'OCDE et ratifiées par le tout nouveau G20, ont mis en



péril la santé budgétaire de cet archipel où l'essentiel des petits impôts locaux est formé d'une taxe par employé des banques locales : la finance cargait sa voilure, mais la "flotte" locale a peu perdu de son "tonnage". Bien évidemment, quand l'un ou l'autre des rebonds de la crise financière de 2008-2009 finira par imposer une réelle domestication des appareils financiers de tous pavillons, les Caïmans et leurs émulles souffriront. Mais réduits à la pêche et au tourisme, ces écarts ne perdront pas toute leur valeur paradisiaque - et le système mondial se portera mieux...

Cette réflexion caïmanesque incite à réfléchir sur la situation mondiale de l'ex-empire britannique. Je pourrais d'abord souligner les commodités offertes par les débris de cet ex-empire, comme par les séquelles de l'unification du Royaume Uni qui l'a longtemps piloté. Ce serait l'occasion d'énumérer la longue liste des semi-paradis fiscaux qui courent de l'île de Man aux anglo-normandes, puis à Gibraltar et de Belize aux Seychelles <sup>167</sup>, avant de s'embrouiller dans les distinctions entre ce qui relève directement de l'actuel Royaume-Uni et ce qui, procédant de l'ex-empire, a pris le statut d'un ex-dominion indépendant ou s'inscrit dans quelque autre boucle juridico-politique de l'univers forgé par l'Angleterre. L'occasion, également, de soupeser les commodités stratégiques offertes aux États-Unis, par exemple par la location (bien connue) des Bermudes ou par celle (plus discrète) de la base de Diego Garcia d'où les Indes sont à bonne portée <sup>168</sup>. Ce serait, en outre, s'obliger à de charitables comparaisons avec d'autres ex-empires - dont le français - qui n'est pas, sous toutes latitudes, un chef d'œuvre de vertu. Le temps aidant, ces poussières d'empire balayées sous le vaste tapis d'une diplomatie courtoise, finiront par perdre de leur rôle ou même de leur existence semi-autonome. En revanche, le trait qui m'apparaît comme le plus durable - et, peut-être le plus exemplaire - de l'héritage impérial britannique se manifeste d'autre façon, par l'épanouissement d'États qui sont devenus pleinement indépendants, mais qui tirent néanmoins quelque bénéfice de leur commune histoire et peut-être aussi de leur appartenance à un Commonwealth qui n'est pas purement cérémoniel. Je pense, ici, à l'Australie et à la Nouvelle Zélande, comme au Canada, mais aussi à des pays plus complexes, comme l'Union Sud Africaine, le Kenya ou le Nigeria. Ces cousins émancipés de la vieille Angleterre partagent néanmoins, avec elle, une langue et une culture assez communes, des études supérieures souvent connectées et de multiples entreprises aux capitaux mêlés. Dans l'Afrique orientale et australe, c'est-à-dire dans sa zone anglophone, presque tous les États mûrissent dans un contexte plus britannique que n'est français le contexte, en Afrique francophone, des régions occidentale et équatoriale. Pour ne rien dire des traces laissées

<sup>167</sup> Voir notamment <http://www.paradisfiscaux20.com>.

<sup>168</sup> Ou par les deux bases aériennes conservées à Chypre, nonobstant l'inclusion de cette île dans l'Union européenne.

par la Belgique dans "son" immense Congo-Zaïre et des marques légères rappelant la longue présence du Portugal en Angola ou au Mozambique, régions que la décolonisation a vidée de leurs cadres portugais, surtout au bénéfice du Brésil. J'ai déjà souligné que l'immense Afrique très peuplée deviendra l'un des ressorts de la novation mondiale en ce 21<sup>e</sup> siècle : c'est pourquoi ses élans culturels pèseront beaucoup dans le Nouveau Monde à venir.

Encore faut-il ne pas prêter aux unions et associations d'États, aujourd'hui observables, d'égales chances de pérennité. Les craquelures de plusieurs des alliances politico-militaires forgées par les États-Unis depuis 1945, ne vont pas se développer aussi vite que celles qui firent disparaître le Pacte de Bagdad quatre ans après sa naissance (1954-58). Mais il est évident que l'OTAN qu'il a fallu déguiser en *coalition of the willings* (2002) pour les expéditions bushiennes et où chaque nouvelle initiative américaine voit se multiplier les *caveats*<sup>169</sup> n'annoncent pas une longue pérennité pour cette vieille alliance. Celle que les États-Unis ont imposée au Japon et sur laquelle s'est plus ou moins greffé le sort des bases en Corée du sud - mais non les fournitures d'armes à Taïwan - semble moins fragile, simplement parce qu'elle associe deux États seulement. Partout, l'envie de combattre s'évapore, faute d'ennemi menaçant ou crédible, ce qui n'est pas une situation éternisable. Pour le reste, plutôt que de passer en revue les autres alliances militaires américaines lesquelles étalent leurs bases dans presque toutes les régions du monde et de tenter d'évaluer la solidité de chacun des 135 *Sofas*<sup>170</sup> sur lesquels ces bases reposent, mieux vaut passer du militaire, souvent promis à un reflux, aux associations nettement plus solides, durables et même expansives qui tissent entre de multiples États des liens commerciaux ou/et financiers, enveloppés de diplomatie.

L'OTAN, l'Union Européenne, l'ONU et ses agences multiformes, les associations "régionales continentales" telle l'ASEAN déjà rencontrée et les Banques régionales inter-étatiques qui imitent la Banque Mondiale ou qui prolifèrent à l'ombre de l'Union Européenne<sup>171</sup> sont autant de variantes des associations inter-étatiques qui se sont épanouies depuis 1945. Les précédents qu'on peut leur trouver, avant 1914, étaient pour l'essentiel issus de traités desservis par de maigres secrétariats. Les

<sup>169</sup> Réserves d'un État membre qui demande que l'on fasse attention (*cave canem*) aux réserves (militaires, budgétaires ou autres) qu'il a formulées.

<sup>170</sup> Ces *Statute of Armed Forces* définissent les conditions d'activité des bases américaines dans chacun des pays concernés, ainsi que la position des personnels employés par ces bases. Voir *L'automne américain* sur le présent site. [[URL](#). Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

<sup>171</sup> Telles la Banque Européenne d'investissement ou la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

entités d'après 1945 ont déployé de vastes services, souvent dispersés chez plusieurs des États co-signataires. Ils ont de la sorte préfiguré ou imité la nouvelle catégorie de puissances d'échelle mondiale qui a germé non plus sur une base étatique, mais sur un terreau pleinement capitaliste, à savoir les FMN.

## ***(14) Les firmes mondiales se répandent plus encore***

### [Retour à la table des matières](#)

La portée internationale de ces firmes a longtemps été tenue pour mercantile et, donc, jugée mineure, même à l'époque où, par exemple, les bourses et les ambassades des grandes puissances industrielles d'Europe se souciaient déjà des compagnies ferroviaires ou maritimes qui exportaient et exploitaient - jusqu'en Russie ou aux Indes - les capitaux et les productions nationales.

Mais la production industrielle a changé d'échelle, la gamme de ses produits s'est diversifiée et enrichie de services multiformes, si bien que la banque qui avait d'abord suivi ce train, s'est mise à l'encadrer et à le structurer à sa manière. De ce fait, les États sont désormais aux prises avec tout un grouillement de compagnies industrielles et financières, elles-mêmes agrégées en groupes de taille variable. Je continuerai de désigner ces groupes sous le sigle FMN, même s'ils rassemblent des firmes qui ne sont "multinationales" que d'apparence, dès que leur ampleur et leur dispersion les rend pleinement "internationales" et "apatrides", quels que soient les États (d'origine ou non) dont elles cherchent l'appui en cas de difficultés - et dont elles appliquent les lois (fiscales et autres) avec une prudente modération. On se gardera de considérer ces FMN, comme de pures émanations d'un capitalisme privé, même si elles sont nées sur cette lancée. Quand, en 1932, au plus fort de la crise mondiale - la précédente...- Berle et Means publiaient leur livre novateur - *The Modern Corporation and Private Property*<sup>172</sup> - qui montrait comment le pouvoir dans les grandes compagnies avait glissé des actionnaires-propriétaires vers des *managers* (cadres dirigeants) techniquement qualifiés, mais porteurs de peu d'actions. Ils analysaient les premières étapes d'un processus qui s'est poursuivi d'au moins deux

---

<sup>172</sup> Ouvrage qui mettait en perspective une transformation majeure des grandes firmes, amorcée depuis le tout début du 20<sup>è</sup> siècle.

façons. D'une part, les banques ont accéléré ce mouvement qui ôtait aux actionnaires la direction de "leurs" affaires et ont diversifié les apports de fonds aux firmes géantes, tout en aidant celles-ci à bâtir de complexes architectures de filiales et sous-filiales, agencées de façon à blinder le pouvoir de l'équipe dirigeante. D'autre part, les États se sont parfois ingéré dans des FMN, soit en les créant de toutes pièces, soit (*horresco referens*) en "nationalisant" des groupes déjà existants, soit, enfin, en volant au secours de FMN en crise, comme on a pu le constater depuis 2007. Ainsi, contrairement à une illusion qu'entretiennent d'occasionnelles campagnes contre les "fonds souverains" arabes, chinois ou norvégien, les capitaux d'origine étatique dont se nourrissent certaines FMN sont d'origine variée. Ils relèvent non seulement d'entreprises "nationalisées", comme la France et d'autres pays européens en possèdent encore, mais de budgets étatiques, comme le savent tous les connaisseurs des combats homériques entre Airbus et Boeing.

Donc, pour analyser clairement les rapports souvent complexes et parfois fluctuants que les États et les FMN entretiennent, sans les réduire à des schémas simplistes, il faut opérer de façon très circonspecte. Si on les rapporte aux novations technico-scientifiques qui ont permis le développement de ces firmes, on constate que les États ont été débordés en divers domaines (chimie, pharmacie, cinéma, automobile, etc.), mais que la progressive conquête de l'espace est ce qui les a rendu impuissants. Auparavant, des traités suffisaient pour agencer l'expansion internationale du rail et même de la poste, et la plupart des débordements industriels se sont accommodés des normes ainsi établies. Mais avec l'aviation, puis la téléphonie sans fil et leurs suites multiples, un immense domaine fort mal "étatisable" s'est déployé. Aucun douanier ne peut contrôler les satellites, aucun censeur ne peut bloquer à la source les émissions "télé-numériques" de toute sorte, car les États ont assisté, complices ou ignorants, à un déluge d'inventions qui, en se combinant, les ont déposés d'un pouvoir qu'ils croyaient souverain.

Souvenez vous en ! IBM se rend célèbre par des "machines à écrire" de plus en plus perfectionnées. Microsoft marie ces engins avec de bonnes vieilles calculatrices et de nouveaux raffinements des appareils téléphoniques, le tout se miniaturisant à grand renfort de menus transistors. Vers 1955, chacun des "ordinateurs" ainsi agencés occupe une vaste pièce dûment climatisée. Leur miniaturisation progresse à vive allure, leur capacité de "mémoire" fait de même, leur assemblage capte à peu près tout : le son, la photo, l'impression, la téléphonie, la radio, la télévision et mille autres "applications", dérivées de multiples vieilleries ou créées à neuf. Le résultat est la machine superpuissante qui siège sur votre bureau ou se repose dans votre poche. Elle est déjà "démodée" tant la compétition des firmes créatives et des bricoleurs inventifs qu'elles recrutent s'accélère, au bénéfice d'extravagantes spéculations

financières. Peu à peu, les industries, commerces et banques "s'informatisent". Ceux des États qui comprennent à peu près ce qui se passe adoptent les nouveaux engins, à des fins bureaucratiques ou militaires, mais ils tardent à découvrir que leurs capacités d'action sur les industries informatiques et sur l'utilisation de leurs produits sont nulles ou négligeables. Ils croient souvent que leur impuissance tient aux us et coutumes d'États-Unis ultra-libéraux où l'entreprise est pratiquement souveraine. Ils découvrent, d'année en année, que les FMN luttent parfois entre elles, avec plus de brutalité que les États, même si leurs armes technico-financières opèrent sur des champs de bataille mal "lisibles". <sup>173</sup> Ils tardent à découvrir à quel point les utilisations "sécurisées" de tous les ordinateurs (y compris ceux dont se servent leurs services les plus "secrets") sont vulnérables, malgré la multiplication des remparts qui les défendent. <sup>174</sup> L'inventivité de *hackers* souvent juvéniles (et l'obstination des diverses coopérations organisées entre *hackers*) débordent leurs défenses. Du coup, les États en viennent à jouer de ruses informatiques pour s'informer ou se dispenser de guerroyer. <sup>175</sup>

Un État peut certes couper les lignes téléphoniques internationales qui abordent son territoire, il peut aussi tenter de limiter l'utilisation des antennes paraboliques qui permettent de recevoir des émissions retransmises par satellites, il pourra même venir un temps où la destruction des "méchants" satellites arrosant un territoire deviendra possible. <sup>176</sup> Sans attendre ce moment, il peut spécialiser certains de ses services dans la "guerre électronique" pour la déjouer ou en user. À ces tâtonnements, les États les plus puissants auront peut être la sagesse de préférer une sorte d'agence internationale comparable à l'AIEA <sup>177</sup>, pour surveiller et contenir les débordements informatiques. Mais, en tout état de cause, l'espace extra-planétaire et son utilisation depuis la Terre échapperont durablement aux souverainetés étatiques.

---

<sup>173</sup> Décrypter les "guerres" entre Google et la Chine est un jeu d'enfants, par comparaison avec les guerres de Google contre Microsoft ou Facebook et autres FMN rentières ou innovatrices.

<sup>174</sup> Une conférence des spécialistes de la sécurité informatique, assemblée à Singapour en juin 2011 a célébré la création de "clés numériques" ultra-sécurisées : elles sont logées dans des centrales à triple protection, installées dans cette ville comme à Zurich et à San José (Californie). Histoire à suivre...

<sup>175</sup> On prête à Israël et/ou aux États-Unis, les désordres qui ont arrêté, vers 2010, la montée en puissance de réacteurs nucléaires iraniens enrichissant de l'uranium à des fins militaires.

<sup>176</sup> Si se concrétisent les rêves de "guerre des étoiles" que Reagan a caressés, pour la plus grande joie d'une partie de *l'EnE Défense*...

<sup>177</sup> Agence Internationale de l'Energie Atomique.

Or j'insiste sur cet exemple, non point pour sa valeur intrinsèque, mais pour sa signification généralisable. La perte de pouvoir des États devient tout à fait évidente lorsqu'on considère l'usage de l'espace extra-terrestre, mais cette caractéristique du monde actuel vaut aussi au ras du sol. La taille prise par les FMN les plus amples les émancipe du contrôle étatique, dès lors qu'elles sont solidement accrochées à des ressources indispensables. Tel est le cas des groupes pétroliers, tant l'usage mondial de l'auto, de l'avion et du navire les met hors de portée des entraves étatiques. Il peut y avoir coopération ou complicité entre une FMN "pétrolière" et un État déjà puissant, mais il ne pourrait y avoir un plein contrôle politique des firmes de ce type, que si elles étaient soumises à l'action coordonnée de suffisamment d'États, ce qui n'est guère d'atteinte facile. L'expérience de l'AIEA le démontre. Certes, l'exemple du pétrole peut être jugé exceptionnel, mais il suffit de bien observer le cas des multiples FMN qui exploitent d'autres ressources naturelles ou industrielles ou même des réseaux internationaux de relations commerciales ou d'entreprises productives, pour vérifier qu'à des degrés divers, mais jamais nuls et souvent très élevés, elles naviguent assez librement dans l'espace terrestre du libre-échange. Minerais, denrées alimentaires, produits d'usage commun ou marchandises très "désirables", les exemples foisonnent et se multiplient. De toutes les agences onusiennes la plus éclairante à cet égard n'est certes pas la triste Organisation Mondiale du Commerce, car cette OMC peine à se dépêtrer des traditions commerciales (et politiques) qui bloquent la généralisation du libre-échange dont elle est le chantre. Ni la FAO, autre agence de l'ONU <sup>178</sup>, ni aucun des États aussi puissants soient-ils, (sauf pour ce qui s'opère sur leur territoire propre). Mais c'est plutôt de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED <sup>179</sup>) que viennent quelques lumières, car ses rapports annuels sont éclairants. Bref, les relations entre États (isolés ou groupés) et FMN se jouent de puissances à puissances. Certes, toutes les FMN ne sont pas d'échelle mondiale, pas plus que ne le sont tous les États. Certes également, ces deux catégories de puissances d'échelle mondiale ne disposent pas des mêmes capacités, encore qu'il n'y ait pas entre elles, de différences absolues <sup>180</sup>.

---

<sup>178</sup> Cette *Food and Agriculture Organization* ne fait pas le poids, face à la quinzaine de FMN exportatrices de l'agrobusiness (telles Bunge, Cargill, Louis Dreyfus, etc.).

<sup>179</sup> Dont le sigle anglais est UNCTAD.

<sup>180</sup> Qui invoquerait le fait que les armées sont choses étatiques, s'interrogera sur les aspects militaires de l'exploitation pétrolière au Nigeria ou des exploitations minières au Congo (spécialement au Kivu). Qui jugerait que lever l'impôt est un privilège étatique, s'interrogera sur le fonctionnement financier des

Les agglutinations d'États et la prolifération des FMN ne sont que deux aspects des grandes transformations que va subir le système mondial. Deux aspects aujourd'hui majeurs, mais que d'autres "transformateurs" pourraient rejoindre, car ils mûrissent déjà. Je laisserai de côté les calamités naturelles de portée catastrophique qui sont prophétisées de temps à autre et parfois envisagées avec prudence par des scientifiques de bon aloi. Il y a eu et il y aura des séismes, parfois suivis de tsunamis, mais la consolidation des plaques tectoniques de notre croûte terrestre n'est pas (encore ?) concevable, si bien qu'aucun *que faire ?* ne peut s'en inquiéter, sauf à bien développer la physique du globe et toutes les autres sciences de la matière. Cette réflexion ne vaut pas pour le précautionneux travail de prévention des risques connus, travail dont la négligence a connu, en 2011, un regain d'actualité du côté de Fukushima. Une gestion ultra-sévère des activités nucléaires, une répression féroce du laxisme industriel ou immobilier dans toutes les zones côtières, insulaires, montagneuses pour lesquelles on connaît les précautions à prendre est partout de bonne politique. Mais les risques prendront une portée mondiale si les modifications climatiques dûes aux productions et consommations aujourd'hui en cours ne font pas l'objet de précautions étendues et rééquilibrées, selon des normes bien définies et dûment appliquées. Formule dont la trop grande généralité s'efface si on l'applique, par exemple, aux problèmes de la relève du pétrole par d'autres formes d'énergie. Pour autant on ne quitte pas le domaine du déjà-connu où les déficits et défaillances soulignent la responsabilité d'États plus attentifs au confort de leur population propre qu'à la gestion de leur quote-part des responsabilités planétaires. Bref, on est ici dans le domaine des politiques connues dont l'extension internationale et la modernisation permanente sont insuffisamment prises en comptes par tous les États et toutes les FMN d'échelle mondiale. Domaine où les besoins d'adaptation structurelle sont eux-mêmes connus des mouvements écologistes, sinon de toutes les forces politiques agissantes.

Au delà de ces domaines déjà explorés, la grande novation du 21<sup>e</sup> siècle est commencée. Elle tient pour partie aux milliards d'humains supplémentaires que la planète devra encore porter, quoique la croissance de sa population se soit sérieusement ralentie dès avant la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Mais elle tient aussi aux changements qualitatifs qui transforment cette population et aux modifications géo-politiques qui en déplacent l'impact. Le nombre, la qualité et la localisation : telles sont les trois caractéristiques à embrasser d'un même regard pour comprendre ce que devient la

---

FMN, en étudiant notamment leurs mécanismes de prix internes, leurs "négociations commerciales" avec les États locaux ou en observant les jeux (intra- et circa-) FMN gérant au mieux la fiscalité réclamée par le ou les États que chaque FMN prend pour domicile(s) officiel(s).

population mondiale et pour supporter les tensions nouvelles - ou renforcées - qu'elle fera subir à un système mondial déjà bousculé par les transformations des États et des FMN.

Donc, si l'on en croit les estimations prévisionnelles - d'excellente qualité - fournies par l'ONU <sup>181</sup>, la population mondiale dépassera les 7 milliards en 2011 et s'enrichira de 3 milliards supplémentaires d'ici la fin du 21<sup>e</sup> siècle. Pour moi qui suis né en 1927, cela signifie un quasi-quadruplement de mon vivant. Mais cette énorme croissance ne résulte plus principalement de l'afflux des naissances, même si, en assouplissant quelque peu sa politique de l'enfant unique, la Chine a accru sa contribution depuis deux décennies. Presque partout, le gain annuel est dû pour une part croissante à l'allongement de la vie humaine, c'est-à-dire à un net vieillissement de la population. Le Japon a été le premier pays affichant cette tendance sitôt après sa défaite de 1945, même si le reflux de ses troupes et de ses fonctionnaires, chassés de Mandchourie, de Chine et du sud-est asiatique, a d'abord masqué ce changement. Aujourd'hui, le Japon est un pays vieilli, c'est-à-dire chargé de vieux. La même évolution s'est dessinée de Taïwan à la Corée et s'esquisse en Europe ; Ici, le cas le plus manifeste de recul démographique est celui de l'Allemagne (dûment réunifiée), alors qu'à l'inverse la France - qui vieillit, elle aussi - enregistre encore une progression totale, par l'effet d'une assez forte natalité, due pour une bonne part à l'apport d'immigrés. À l'échelle mondiale, la croissance est globalement nette, par les effets conjoints d'une natalité ralentie et d'un vieillissement de plus en plus net en maintes régions ; Mais souvent, la durée moyenne de vie était encore si brève que ce vieillissement "ne se voit guère". Car, n'oublions pas ce point, une population où la durée de vie moyenne s'allonge peut être encore une population jeune, quant à son âge moyen.

Nombre et qualité de la population, j'ai effleuré ces deux caractéristiques de la démographie mondiale, mais il faut encore prêter attention à la troisième caractéristique qui est, de loin, la plus importante mondialement. À savoir, la localisation géo-politique de cette population. J'ai déjà eu l'occasion de souligner à quel point la France devient petite dans le monde actuel et c'est en pensant à corriger cet affaiblissement, tout en coopérant à un meilleur ajustement planétaire des ressources humaines que j'ai écrit jadis, en collaboration avec Michel Louis Lévy un ouvrage intitulé *Cent millions de Français contre le chômage*. <sup>182</sup> À l'échelle mondiale, il faut s'attendre à un net renforcement des courants migratoires et à une possible augmentation des flux de réfugiés ce qui modifiera en certaines régions, les effets locaux du croît démographique. Il faut comprendre aussi que la transformation de la

---

<sup>181</sup> UNFPA (United Nations Population Fund).

<sup>182</sup> Ed. Stock, 1992.



pyramide des âges dans chaque État (ou dans chaque Union ou Association d'États) aura localement des conséquences majeures en ce qui concerne la scolarisation, la demande d'emploi et la vie de travail (dans sa durée, comme dans sa répartition intra- et inter-annuelle). Les conséquences déborderont sur les problèmes de "sécurité sociale", de retraites et de dépendance, dans les pays déjà assez riches pour avoir organisé ces domaines, comme dans ceux qu'un mélange d'enrichissement et de turbulences sociales incitera à se doter de tels systèmes. De proche en proche, tous les aspects de la vie seront affectés dans des sociétés où la coexistence de quatre générations deviendra la norme et où celle de cinq générations ne sera plus exceptionnelle. Bien des élans transformateurs qui s'expérimentent déjà dans les sociétés les plus riches (ou les moins engoncées dans des traditions archaïques) se déploieront, ici ou là - et souvent, ici et là - en matière de famille, de scolarité, de sexualité, de mobilité sociale, etc. Qui plus est, les hauts lieux de la croissance démographique, tels l'Amérique australe, une partie de l'Asie et surtout l'Afrique entière seront, plus que toutes les autres régions, travaillés par ces changements auxquels ils ajouteront du leur, parce que leur probable développement agricole et industriel sera stimulé par les besoins du monde entier.

Bref un Nouveau Monde va se former, en crise ou par glissements, sans qu'on puisse préjuger de ce qui importera le plus parmi les facteurs sommairement analysés dans le présent chapitre. Je ne risquerai aucune prévision, ni même aucune hypothèse à cet égard, car l'avenir ne se laisse pas cartographier. Mais je prendrai élan sur les interrogations et supputations multiples que j'ai pu avancer quant aux deux principales puissances mondiales d'aujourd'hui, pour essayer d'entrevoir ce à quoi elles tendent, l'une et l'autre (et, le cas échéant, l'une contre l'autre).

## *(15) Chine et États-Unis dans le monde à venir*

### [Retour à la table des matières](#)

Vu de l'été 2011, le cas chinois n'est pas douteux. L'économie va être ralentie, l'État s'y emploie. Ceux qui doutent qu'une économie puisse se gouverner par décret annoncent donc qu'une bulle va exploser : au choix, par surendettement des provinces ou par lourdeur des programmes de grands travaux.<sup>183</sup> D'autres s'attendent à des poussées syndicales qui s'ajouteront aux multiples révoltes de paysans chassés de leurs champs par les bâtisseurs. À ces symptômes non dépourvus de sens (mais quelle sera leur portée concrète ?), on ajoute souvent l'exemple du Japon qui, lui aussi, après être devenu en 1968 la seconde puissance économique du monde "végète" comme l'on sait. D'autres encore, prévoient des troubles plus essentiels, que ce soit par l'effet de poussées (maladroites ?) pour assouplir le pouvoir chinois par "plus de démocratie" ou par les retombées, vers la Chine, des actuels désordres financiers de l'économie mondiale. Tous ces pronostics sont à considérer (à l'échelle de quelques années), en se souvenant, de surcroît, du rôle éminent des États-Unis dans toutes les organisations internationales nées depuis 1945. Bref, le temps des galopades chinoises devrait bientôt s'achever. Ou, en tout cas, se ralentir.

Les observateurs plus attentifs aux relations entre États qu'aux échanges économiques modèrent les espoirs qu'à la Chine d'accroître son influence dans son voisinage asiatique. Son poids vis-à-vis de "sa" province taïwanaise continuera sans doute de croître jusqu'à faire de cette grande île la troisième application<sup>184</sup> du principe cher à Deng Hsiao-Ping : "un pays, deux systèmes". Mais nul ne caresse encore, à ma connaissance, l'idée d'une extension (plus tardive) de ce principe au cas tibétain. Par contre, l'espoir d'apaiser les querelles entre les deux Corées continue d'être porté de divers côtés, sans qu'aucun avant-projet de réunification soit envisagé : calmer les incidents et aider la Corée du nord à guérir ses fièvres serait jugé comme un

---

<sup>183</sup> Notamment pour établir les trois "canalisations" (étagées d'est en ouest) qui vont déverser de l'eau du YangZe vers le Fleuve Jaune, afin d'irriguer le nord asséché.

<sup>184</sup> Après Hong Kong et Macao.

progrès déjà manifeste. D'autres progrès sont attendus dans le fonctionnement (et, donc, l'influence) de l'ASEAN, cette association d'États qui boitille vers un libre-échange plus large et mieux équilibré, entre des pays que la misère rend souvent concurrents, quand il s'agit d'attirer les investisseurs étrangers en quête de bas salaires. Mais ces mêmes pays ont d'autres divergences. Par exemple, ils se méfient de la Chine, à l'instar du Vietnam ou de la Thaïlande (eux-mêmes rivaux). L'Indonésie serait à classer de même, mais son immensité insulaire l'éloigne de certaines des querelles régionales.

Toujours à court et moyen terme, c'est sans doute du côté des trois autres grands pays d'Asie que la Chine portera ses efforts, aussi coopératifs que possible. Du côté du Japon, la tâche sera rude, mais elle dépendra pour beaucoup d'une éventuelle reviviscence de ce pays, jointe à un assouplissement de ses rapports avec Washington. L'affaire sera peut être plus manoeuvrable du côté de l'Inde, car deux "voisins", plus que milliardaires en habitants, tous deux dotés d'un armement nucléaire, mais nettement séparés par les montagnes et les glaciers de l'Himalaya pourraient apprendre à coopérer de mieux en mieux sans trop se menacer l'un l'autre, par exemple en aidant l'Inde à obtenir au Conseil de Sécurité de l'ONU le siège permanent qu'elle guigne. Ici, le point faible sera, pour longtemps encore, le Pakistan, lequel continuera d'être impliqué dans l'évolution tumultueuse de l'Asie centrale. Mais si, d'aventure, la Chine et la Russie <sup>185</sup>, réussissaient à marier l'élan de l'une avec le pétrole de l'autre, sans troubles récurrents, l'Asie centrale tout entière pourrait être sagement encadrée et stimulée, entre Inde, Russie et Chine. Illusion iréniste diront les réalistes ! En effet, une telle perspective n'est pas grande ouverte aujourd'hui, mais demain ? ou plus tard ?

Changeons de point de vue : que va-t-il se passer du côté des États-Unis ? Certes, la Chine obsède ce pays, mais les USA ont bien d'autres urgences à traiter : on ne sait en quel ordre, ni de quelle façon cette situation évoluera, alors embrassons toutes les urgences américaines d'un même regard. Le plafond de la dette fédérale est à déplacer, mais en fait c'est le budget fédéral qui est à réajuster : quand et comment ? Les troupes engagées en Afghanistan sont à rapatrier, mais, à vrai dire, c'est toute l'action militaire du Proche et Moyen-Orient à l'Asie centrale qui est à réviser, sinon à annuler... La tenue du dollar est médiocre, mais c'est l'ensemble du système monétaire international qui est remis en chantier, sans que la seule "sagesse des marchés" puisse régler la question. Plusieurs institutions internationales majeures (FMI, G20, OMC notamment) font problème, mais aucune solution unilatérale

---

<sup>185</sup> Leurs méfiances réciproques n'ont pas été réduites au temps de Staline et Mao et ils n'ont plus de liens un tant soit peu "communistes" entre eux.

n'est jouable, alors que faire ? <sup>186</sup> Enfin, les temps de l'après-pétrole se rapprochent et les États-Unis sont le pays le plus exposé, de par son mode de vie. Savoir quelles innovations industrielles, quelles initiatives politiques, quels spasmes et quelles ruades résulteront de ce paquet d'urgences, persistantes et entremêlées, au cours des prochaines années, voire de toute la prochaine décennie, est une question d'intérêt mondial.

Pendant ce temps, la Chine et plusieurs autres puissances moins affectées que les USA poursuivront plus ou moins leur chemin. La Chine, le Japon et la Corée qui fournissent 70% de la production asiatique et 20% de la production mondiale trouveront peut-être le moyen d'adosser à l'ASEAN des accords de sécurité régionale incluant les Indes et la Russie ?

Sur cette lancée, la zone de libre-échange Asie-Pacifique (APEC) dont les États-Unis se font parfois l'avocat verra peut-être le jour ? Non sans rivalités croisées, la question des flottes américaines régissant l'Océan Pacifique et même l'Océan Indien sera ouverte. Si la Chine sait abandonner sa vieille conception impériale des "mers de Chine" et rallier d'autres puissances à des ajustements du droit maritime international, les chicanes frontalières pourraient être éliminées (ou raréfiées), depuis les Îles Kouriles jusqu'aux confins iraniens ; Dès lors, l'organisation régionale-continentale de l'Asie pourrait progresser, sans que les États-Unis y trouvent trop à redire ou puissent la gêner.

Ailleurs, de par le monde, l'involontaire asthénie américaine laissera à la Chine des capacités de manœuvre dont elle ne pourra sans doute pas abuser, mais qu'elle utilisera à la mesure de ses moyens. Pour soigner, à l'occasion, les intérêts des autres pays du BRICS, notamment du Brésil, avec l'espoir qu'il coalisera une bonne partie de l'Amérique australe ; et peut-être aussi ceux de l'Union Sud-Africaine, si c'est un bon angle d'attaque pour participer pleinement au siècle de l'Afrique que sera sans doute le 21<sup>e</sup> siècle. Plus délicate sera la recherche de liens plus-que-marchands avec une Europe qui est Unie mais demeure acéphale, au moins pour quelque temps encore. C'est donc avec la Grande-Bretagne ou/et la France ou/et l'Allemagne que la Chine devrait, pour cela, nouer des liens débordant du commerce : de judicieuses réformes du FMI, du G20 et/ou de l'ONU pourraient favoriser de telles fins.

---

<sup>186</sup> Derrière ces interrogations, c'est toute l'organisation du crédit, de la banque et des *non banks* qui est "menacée" de réformes massives. Continuer de les différer, c'est provoquer une ou des répliques de la crise de 2007-2008, laquelle n'est pas "en voie d'achèvement".

Handicapée par sa dette, son dollar, sa guerre qui tourne mal et sans doute aussi par les incertitudes d'une campagne présidentielle qui pourrait modifier l'orientation politique du pays, comme les élections de 2010 l'ont déjà préfiguré, les États-Unis mettront un moment à reprendre l'initiative dans les affaires mondiales. D'autant que la NASA n'a plus de projet spatial finançable et mobilisateur ; que l'armée qui va sortir du borbier afghanistano-pakistanaï, n'offrira pas d'espérances aux industries, après le succès médiocre des drones télécommandés depuis les Rocheuses ; que les ventes d'armes déclassées vont peser lourd, comme après toute campagne. Bref, les guerres lointaines ne seront plus de mode pour quelque temps. A quoi s'ajoutent les péripéties douteuses du "cyberespace" : qui y gagnera et quoi ? les renifleurs de Wikileaks, les espions toujours à l'affût ou les marchands d'outils qui élargissent le marché des *hackers* ? Non, la guerre n'est plus ce qu'elle était...Le redeviendra-t-elle ? Ne va-t-elle pas se déplacer vers d'étranges terrains nouveaux, comme si les enjeux d'avenir étaient de conquérir le maximum d'étudiants et de scientifiques venant de tous pays ? de piloter de solides alliances inter-universitaires <sup>187</sup> ? de favoriser, même, les échanges technologico-scientifiques de haut niveau ?

L'Académie chinoise des Sciences sociales a publié en octobre 2010 un rapport <sup>188</sup> sur la compétitivité de la Chine (comparée à celle des autres membres du G20) qui juge sévèrement des performances nationales. Par exemple, les résultats chinois pour l'éducation supérieure, n'atteignent que 10 % des résultats européens, tandis qu'en matière scientifique et technologique, ils se situent à peine au tiers des performances étatsuniennes (avec 61 institutions de haut niveau, contre 329 aux États-Unis). De ce portrait peu flatteur, l'Académie tire des conclusions bien chinoises : il faudra accomplir de grands efforts pour accroître les capacités nationales, mais on y arrivera ! Dès 2020, on figurera parmi les cinq premiers du G20 et vers 2050, on aura fait de la Chine la nation la plus puissante du monde ! J'ai simplifié les conclusions de ce rapport, mais ne les ai point déformées. J'ajoute que, si la Chine mobilise au service des savoirs scientifiques et technologiques, une conjonction d'efforts égale à celle dont elle a fait preuve, depuis les années 1980, en ce qui concerne les grands travaux et les investissements industriels, les "prévisions" de cette Académie sont tout à fait crédibles. En tout cas, on peut s'attendre à ce que les dirigeants du G20 les prennent au sérieux. Fut-ce pour les combattre (ou, mieux, les égaliser).

---

<sup>187</sup> Comme celle d'Oxford et de Tsinghua (l'université chinoise déjà centenaire et pourvoyeuse de hauts cadres politiques).

<sup>188</sup> *China Daily*, 26/10/2010.

Anticipant sur ce genre de compétition, Anne-Marie Slaughter <sup>189</sup> pense désormais que la domination mondiale des États-Unis faiblit et qu'il est temps de s'adapter à un nouveau monde <sup>190</sup> : il faudra, dit-elle, "investir moins dans nos forces armées et plus dans notre diplomatie et notre développement, moins dans le protectionnisme et plus dans la compétitivité, moins dans la parade (*strutting*) sur la scène mondiale et plus dans une vie conforme à nos valeurs". Excellent jugement et admirable conseil.

La grande question qui va se poser n'est pas tant celle d'une "victoire" éventuelle des États-Unis sur la Chine - ou l'inverse - ni celle des chances d'un pacifisme démilitarisé, que celle de la portée présente et future de la dissuasion nucléaire. En effet, dans le monde actuel, il y a déjà tant de puissances dotées d'un armement nucléaire - qu'il soit arsenal ou "bombinette" - que "la guerre comme politique poursuivie par d'autres moyens" <sup>191</sup> est potentiellement suicidaire pour l'État qui s'y engage. Les cas de l'Allemagne et du Japon, écrasés par la WW2, sont un pâle précédent de ce qui pourrait advenir si la Chine et les États-Unis s'engageaient - ou se laissaient entraîner - dans un conflit militaire mobilisant la plénitude de leurs forces. D'où ces prudences qui pourraient devenir la sagesse du 21<sup>e</sup> siècle : contenir les guerres des menues puissances et des États quasi-inexistants <sup>192</sup> dans un périmètre aussi réduit que possible ; contraindre les États aberrants ou désorganisés <sup>193</sup> à une retenue, garantie autant que possible par les pressions des voisins et des grandes puissances régionales-contininentales ; conduire les États plus substantiels à autant de négociations, tables rondes et conférences diplomatiques internationales qu'il en faudra pour réduire les vrais dommages qu'ils subissent tout en érodant leur agressivité ; et, enfin, convenir entre très grandes puissances d'un G20 adapté au devenir mondial par associations d'États en Unions cohérentes, par réforme du système onusien ou par toute autre condensation et valorisation de la collectivité des dites puissances.

---

<sup>189</sup> À l'époque où elle dirigeait le bureau de planification du *State Department*, j'ai discuté sa conception du droit international dans *L'automne des États-Unis*, texte publié sur le présent site. [[URL](#).]

<sup>190</sup> Je la traduis d'un article publié par un mensuel chinois et repris par l'*International Herald Tribune* en juin 2011.

<sup>191</sup> Lesquels se caractérisent par une "montée aux extrêmes" selon Clausewitz.

<sup>192</sup> Tels la Somalie, le Congo-Zaïre ou même l'Afghanistan de 2011.

<sup>193</sup> Tels la Corée du nord ou le Pakistan de 2011.

Je viens d'esquisser un programme très dense et d'allure immensément naïve, comme si l'histoire mondiale du présent siècle pouvait contraster aussi fortement avec l'histoire brillante, cruelle et tourmentée des siècles précédents. Ceci résulte du fait que j'ai regardé notre monde à contre-histoire, en partant de ce qui est si nouveau et si récent que, souvent, on ne le voit pas et qu'on n'en soupèse pas les conséquences probables. Nous vivons désormais dans un monde à 7 et bientôt 9 ou 10 milliards d'habitants. Les nourrir, les vêtir, les loger requerra une mise en exploitation intense de la planète, au delà des savoir faire déjà acquis. Dans un monde où près de 200 États, du géant au minuscule, sont fort inégalement équipés pour encadrer ce peuplement, pour en satisfaire les besoins les plus vitaux et pour favoriser sa répartition la plus efficace sur la surface utile de notre planète. Mais aussi dans un monde où des adaptations fulgurantes (à la chinoise, à la brésilienne, etc.) hissent le niveau de vie et d'exigence d'une part croissante de cette population, vers des besoins tels que les ressources planétaires seront extraordinairement sollicitées, comme si le niveau de vie nord-américain ou ouest-européen devait devenir à bref délai la norme mondiale, ce qui ne sera pas possible de sitôt. Il faut donc s'attendre à de grands efforts pour réajuster les niveaux et les formes de vie vers une moindre utilisation des ressources naturelles de la Terre, donc vers un plus large épanouissement des autres besoins qui, déjà, s'inventent. <sup>194</sup> Ce qui ajoutera à l'énorme potentiel de conflits que le croît démographique et la surexploitation des ressources naturelles sous-tendent d'ores et déjà, un potentiel plus énorme encore de conflits nouveaux liés aux changements des lieux et des styles de vie, comme aux transformations des emplois et des loisirs, sans oublier l'évolution accélérée des mœurs et des coutumes, ces hauts lieux des traditions et des usages immémoriaux.

Aucun miracle ne viendra dissiper ces énormes potentiels de conflits inter-étatiques, de compétitions entre FMN, de luttes de classes de plus en plus diversifiées, sans compter l'infinie multitude des batailles d'échelle plus modeste. Aucune brume médiatique ne pourra les masquer, bien au contraire. Circonstance aggravante, ces conflits mûriront dans des pays sur-médiatisés, au milieu d'armées riche d'engins sans cesse modernisés et au service desquels des sournoiseries nouvelles viendront enrichir des capacités d'attaque plus lointaines encore que les drones et les satellites d'aujourd'hui. Aucune bipolarité mondiale n'a une chance de s'établir solidement et durablement sur un tel monde-en-devenir, tant le couple déséquilibré mais changeant que la Chine et les États-Unis pourraient former sera tarauté par quelques États larrons qui s'élanceront ou s'élanceront pour leur propre compte. Brzezinski n'est pas seul à conseiller aux États-Unis de "*coming to terms with Chind*". <sup>195</sup>

<sup>194</sup> Sports, arts, lettres, culture, tourisme, jeux, loisirs, etc *ad infinitum*.

<sup>195</sup> C'est-à-dire de "s'entendre avec la Chine". IHT, 3 janvier 2011.

Kissinger qui n'est pas un boute-feu, mais bien un diplomate aimant les victoires plus que les défaites, dénonce les tenants américains d'une nouvelle politique de "containment"<sup>196</sup> de la Chine, mais il souligne également les erreurs des tenants chinois d'un reflux et même d'un "containment" des États-Unis.<sup>197</sup>

Le nouveau monde qui se façonne tumultueusement ne sera pas gouvernable par une super-puissance, ni par un condominium sino-américain, ni même par un collègue plus vaste de puissances régionales-continetales. Mais, faute d'être ainsi "gouvernable" il pourrait devenir "coordonnable par un tel collègue. Le bâti d'un nouvel ordre mondial devra survivre aux spasmes et aux crises qui le traverseront inéluctablement. Il devra s'inventer par étapes souvent délicates. Il devra inéluctablement partir de l'existant qui est un système onusien déjà bien rongé par l'usure, mais il devra le réviser pièce à pièce, à l'instar des réformes déjà amorcées du côté du G20. Les tâtonnements monétaires et financiers que le FMI essaie de résoudre pourraient marquer une autre étape, mieux que les vaines recherches d'un grand bond en avant vers le libre-échange mondial auquel l'OMC consacre de vains efforts. L'arrivée d'un Brésilien à la tête de la FAO (2011) pourrait annoncer des progrès notoires, rappelant ceux que l'installation d'un Mexicain à la tête de l'OCDE (2006) a fait accomplir à cette institution, afin qu'elle oublie le Plan Marshall et découvre le vaste monde non-occidental. Et ainsi de suite, en sachant que bien d'autres institutions onusiennes sont à mettre sur de nouveaux rails, tandis que d'autres excroissances diverses de cette même ONU et de ses satellites-alibis seront tout bonnement à supprimer.

Faute de pouvoir se surclasser l'un l'autre, les États-Unis et la Chine pourraient entrer - combattivement, mais sans guerre extrême - dans une coopération sans cesse refaçonnée. Kissinger dirait : en une série de partie d'échecs. La Chine préférerait une série interminable de jeux de go.<sup>198</sup> Autour des deux puissances majeures, on verrait certainement le Japon et l'Europe s'ébrouer plus ou moins pour briser l'attelage américain ; le Brésil et le Mexique (rejoints, peut-être par le Canada et l'Argentine) exprimer la diversité des deux Amériques ; l'Inde et l'Indonésie apparaître en compagnie des deux ou trois autres puissances asiatiques que l'histoire régionale-continetale aura propulsées à l'avant-scène ; la Russie être encore présente ; le tout, bien sûr, avec l'adjonction des quelques puissances qui émergeront de

---

<sup>196</sup> Politique du temps de la guerre froide où le "containment" du communisme se traduisait par un encerclement de l'URSS, aussi asphyxiant que possible.

<sup>197</sup> Voir le chap. 18 et l'épilogue de son *On China*.

<sup>198</sup> Le go (en chinois : *weiqi*) joue un grand rôle dans les plus de 500 pages du *On China* de Henry Kissinger. Il en illustre même la page 24. Ce livre immodeste, mais très substantiel, mérite une lecture approfondie.



l'Afrique. Ainsi se constituerait peu à peu un Conseil de Sécurité de style nouveau où la suprématie archaïque des "membres permanents", armés d'un "droit de veto", ferait place à des modes de votation majoritaire, mais aux majorités graduées selon la gravité des décisions à prendre et le site de leurs impacts.

De longs débats sérieux pourraient faire converger vers cette instance suprême les problèmes d'échelle mondiale non maîtrisable à de plus bas échelons du Nouveau Monde. Avec tout ce qu'il faudrait de préparations adventices, une sorte de souveraineté internationale pourrait s'édifier peu à peu. Pour quoi faire ? Pour refonder un droit international adossé à ce qu'il faudra d'appareillages policiers, judiciaires et pénitentiaires (prêtés par les États ou constitués à l'échelle régionale-continentale), pour lui donner corps, sans oublier de combattre le gâchis para-judiciaire qui allonge les prises de décision et en alourdit le coût. Pour affirmer, en certains domaines, la soumission des FMN à des normes d'échelle étatique, régionale-continentales ou mondiale, selon la nature de leurs activités (médiatiques, industrielles, financières, etc.) et de leurs obligations (douanières, fiscales, statistiques, spécifiques). Pour asseoir de même, les droits et devoirs des États les uns envers les autres, dans les domaines démographiques, sanitaires, alimentaires, etc. Pour missionner, dans ce cadre, les Agences internationales (FMI, OMC, FAO, OIT, etc.). Pour revigorer ou créer les agences ayant à garantir la sécurité du nucléaire civil et le refoulement progressif du nucléaire militaire ; à surveiller l'application des normes climatiques, hydrographiques, minières et autres requises pour l'assainissement de la planète. Pour harmoniser ou même créer les standards internationaux aujourd'hui bricolés par des FMN en matière informatique, spatiale ou autre, selon les novations industrielles et scientifiques à faire valoir, sans céder à l'illusion que de nouvelles FMN suffiront à la tâche. Pour aider, enfin, à la contagion internationale de "normes de la bonne gouvernance" substituées progressivement aux vagues "valeurs démocratiques" <sup>199</sup>, en prenant modèle sur des performances bien établies : celles de la Norvège plutôt que celles des États-Unis, etc. La dite contagion n'acquerrait une signification précise et vérifiable que si elle était nourrie par de solides réseaux d'agences (scolaires, universitaires, scientifiques, etc.) ; que si elle était appliquée selon une multiplication dûment contrôlée des postes de direction confiés aux femmes et des participations relevant des diverses classes d'âge ; que si elle était garantie par la variété des origines geo-culturelles des agents de toutes les agences internationales ou régionales-continentales. Grâce à une telle architecture, il deviendrait enfin possible d'opérer - fut-ce par force - d'utiles curetages des paradis fiscaux et banca-

---

<sup>199</sup> Aujourd'hui chantées par des gouvernements de fort inégale qualité.

res, des confettis d'empires, des havres d'illégalité, des pavillons de complaisance et des autres abcès mafieux ou malsains..

Les propos que je viens de formuler seraient incompréhensibles pour qui ne verrait pas que le nouveau système mondial qui commence à se profiler mettra des siècles, plutôt que des décennies, à se bâtir. Rappelons-nous pourtant que les grandes novations révolutionnaires du 18<sup>e</sup> siècle ont mûri à un tel rythme. Que la révolution française de 1789 n'est "arrivée jusqu'au village" qu'un siècle plus tard. Que les guerres américaines d'Indépendance (1775-1812) et de Sécession n'ont produit leurs pleins fruits qu'au 20<sup>e</sup> siècle, etc.

Les lointains héritiers de Marx, aujourd'hui partagés entre une *Sozialmarktwirtschaft* à l'allemande et un "socialisme de marché" à la chinoise en sont encore à cheminer péniblement (avec l'aide de Keynes, de Galbraith, mais aussi de Zhu Rongji) vers un endiguement du capitalisme de marché qui permette de l'utiliser sans subir ses ravages, ni l'anémier par trop. Et vers une domestication des FMN qui les rende pleinement utiles. Ils y arriveront d'autant mieux que le nouveau système mondial en gestation pourra être déployé sur plusieurs niveaux géo-politiques, afin que puissent s'exercer, à plusieurs vitesses, des politiques bien ajustées.

Et rappelons-nous aussi que l'avenir n'est écrit nulle part, que "l'empire du chaos" (Joxe) dont notre temps essaie de s'extirper, pourrait basculer vers un chaos d'échelle mondiale, si "la montée aux extrêmes" se déployait en un feu d'artifice nucléaire. L'important est de ne rien perdre de vue dans la quotidienneté, mais aussi de bien viser, dans l'éventail des avènements, vers des cibles raisonnables. De faire en sorte que *l'automne américain* ne débouche pas sur un méchant hiver, que *l'hiver européen* ne dure pas trop longtemps et que *l'été chinois* devienne bénéfique pour le monde entier.

Ce sera possible si la pyramide des États qui va se construire inclue, en son sein, une pyramide de contre-pouvoirs équilibrant les pouvoirs établis, par le jeu de plaintes, de contrôles, d'élections adaptés à chaque étage et à l'élasticité des us et coutumes des occupants, de tous niveaux. <sup>200</sup> Afin que chacun puisse "s'indigner" utilement, comme le souhaite Stéphane Hessel.

Andresy, 18 juillet 2011

\* \* \*

---

<sup>200</sup> Au lecteur qui m'aura suivi jusqu'ici, j'aimerais offrir une lecture plus distrayante, mais néanmoins pertinente pour qui veut comprendre ce que devient la Chine. Il s'agit des "polars" de *Qiu Xiaolong*, (édités aux USA chez *Hodder Headline* et en France chez *Liana Lévi*). *Qiu* lui fera découvrir, étape par étape, la vie quotidienne à Shanghai, depuis la "révolution culturelle" maoïste jusqu'à nos jours. L'auteur est une sorte de Simenon profondément chinois, qui nourrit ses romans de multiples références littéraires de haute époque. Un disciple de Gramsci lui appliquerait volontiers les remarques élogieuses que celui-ci formula sur Eugène Sue, pour réfuter les critiques simplistes de Marx sur *Les Mystères de Paris*. A bon entendeur, salut !